



NATIONS UNIES  
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

---

Distr.: LIMITEE  
ECA/GSY/MUL/ICE/IV/05  
Octobre 1996  
Original: Anglais

Centre Multinational de Programmation  
et d'Exécution des Projets  
(MULPOC) de l'Afrique de l'Est

Quatrième Réunion du Comité  
Intergouvernemental d'Experts

22 - 25 Avril 1997  
ADDIS ABEBA (ETHIOPIE)

## **EVALUATION DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DANS LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DE L'EST**

B.	Energie . . . . .	33
a)	Electricité, gaz et eau . . . . .	33
b)	Pétrole . . . . .	34
	Perspectives du Secteur 1996-1997 . . . . .	35
C.	Mines et Carrière . . . . .	36
1.	Diamant . . . . .	36
2.	L'or . . . . .	
3.	Le cuivre . . . . .	
4.	L'argent et le Zinc . . . . .	
5.	Le Cobalt . . . . .	
6.	La chaux et le gypse . . . . .	
D.	Manufacture . . . . .	38
E.	Transports, Communications et Tourisme . . . . .	40
<b>II.</b>	<b>SECTEUR DU COMMERCE EXTERIEUR</b>	
A.	Commerce . . . . .	43
B.	Structure du commerce des produits de base . . . . .	
C.	Commerce intra-sous-régional . . . . .	46
D.	Balance de paiements . . . . .	49
E.	Taux de change . . . . .	50
F.	Flux de ressources . . . . .	51
G.	La dette . . . . .	51
<b>III.</b>	<b>POLITIQUES FISCALES, DEVELOPPEMENTS MONETAIRES ET PRIX AU CONSOMMATEUR</b>	
A.	Politiques fiscales . . . . .	53
a)	Budget . . . . .	55
b)	Dépenses . . . . .	55
c).	Balances . . . . .	55
B.	Développements monétaires . . . . .	56
C.	Prix au consommateur . . . . .	58
<b>IV.</b>	<b>DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>	
A.	Déplacement des populations et installation des réfugiés . . . . .	61
B.	Education . . . . .	63
C.	La Santé . . . . .	64
D.	Hygiène publique . . . . .	65
E.	La nutrition . . . . .	65

F.	Femmes et développement . . . . .	66
G.	Pauvreté et l'environnement . . . . .	67
V.	<b>RECOMMANDATIONS . . . . .</b>	<b>69</b>
	<b>ANNEXES STATISTIQUES . . . . .</b>	<b>75</b>

**NOTE IMPORTANTE**

L'objectif de la présente note est de donner des éclaircissements sur certains points qui peuvent être nécessaires pour bien comprendre la présente étude. La première partie traite des raisons majeures qui ont conduit au groupement des dix pays en ce qu'il a été convenu d'appeler aux fins du travail de la CEA, "la Sous-région de l'Afrique de l'Est". La deuxième partie donne un bref aperçu des récents développements des économies et la manière dont l'étude elle-même cadre avec la situation. La note termine en indiquant certains problèmes qui ont été rencontrés au cours de la préparation de la présente étude. Elle contient aussi quelques mots d'encouragement sur les plans d'intégration actuellement sujets à des recherches sur le terrain et aux études de faisabilité à travers la région. Veuillez en poursuivre la lecture dans la mesure où elle pourra vous fournir des réponses sur certaines des questions qui peuvent surgir dans les esprits tout au long de l'examen du document lui-même.

**LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DE L'EST :**  
**LES PRINCIPES SOUS-TENDANT LE GROUPEMENT**

Ce concept de "Sous-région de l'Afrique de l'Est", tel qu'il est utilisé dans la présente étude, comprend dix pays. Il s'agit des pays suivants : 1) les Etats membres de l'Autorité intergouvernementale pour lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) - Djibouti, Erythrée, Ethiopie et Somalie; 2) les Etats membres de l'ancienne Communauté de l'Afrique Orientale kénya, Tanzanie et Ouganda et les Etats membres de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) - Burundi, Rwanda et Zaïre. Cette tentative de regrouper ces pays rentre dans le cadre de la vision de la CEA qui, pour mieux servir l'Afrique, la subdivise en groupements par blocs fonctionnels et de partenariat créatif efficace entre les pays, en vue de réaliser une intégration régionale à part entière, dans le cadre du Traité portant création de la Communauté économique africaine.

En outre, cela peut constituer une réponse à la résolution 810 (XXXI) de la 22ème Conférence des Ministres qui s'est tenue à Addis Abeba (Ethiopie) du 6 au 8 mai 1996. A cette occasion, les Ministres ont réaffirmé l'intérêt de maintenir les branches opérationnelles de la CEA - les Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC). Ils voulaient que les MULPOC soient renforcés afin de répondre plus efficacement aux besoins des pays et à ceux des organisations intergouvernementales - spécialement les communautés économiques régionales.

C'est dans ce but que la CEA a tenté d'accroître l'étendue du MULPOC de Gisenyi pour y inclure les sept pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est. On pense que cela permettra de servir

plus efficacement les pays et de promouvoir les principes de la coopération et de l'intégration économiques dans la région, aussi bien par le MULPOC que par la CEA. Dans le cadre de l'exercice de renouvellement global, c'est un système qui sera plus efficace par rapport à l'ancien mécanisme qui n'affectait que trois pays à un MULPOC, et vingt-trois à un autre.

C'est à la lumière de ce qui précède que ces dix pays constituent actuellement une sous-région, en attendant l'issue de tout le processus de renouveau. Les développements économiques des pays et du groupe ont ainsi été définis dans ce contexte.

#### L'ECONOMIE

Les récents développement économiques et sociaux dans la sous-région, depuis 1993, indiquent une tendance croissante régulière et favorable au niveau des indicateurs de performance. Des changements ont également été enregistrés dans la corrélation entre ces performances et les autres événements qui ont eu lieu dans la sous-région.

Ce qui est sûr, les récentes réalisations économiques et sociales sont étroitement liées à trois facteurs fondamentaux à savoir: les efforts de réformes internes, actuellement communs à tous les pays de la sous-région, spécialement dans le principal domaine économique qu'est l'agriculture, les conditions naturelles - le bon climat et l'absence d'infestation des insectes, et la disponibilité des marchés pour les produits locaux à des prix qui soutiennent la production rentable continue. Cet ensemble de facteurs s'est révélé plus saillant que les liens traditionnels aux changements économiques en Europe ou des pays de l'OCDE où la croissance économique a été lente. La variation vient aussi au moment où le monde connaît ce qu'il a été convenu d'appeler la "fatigue des donateurs".

Par conséquent, le ratio entre la production agricole et l'autosuffisance alimentaire a augmenté dans beaucoup de pays. Les réserves de devises et les recettes d'exportations restent à un niveau assez satisfaisant. La situation sociale a pour une fois des chances de s'améliorer. Cependant, l'investissement étranger a diminué dans certains pays et dans d'autres, il est resté modeste. Dans tous les cas, le résultat de l'ouverture des économies socialistes de l'Europe de l'Est est qu'il y a maintenant beaucoup de pays ayant besoin d'aide, ce qui réduit les investissements étrangers directs et l'assistance des donateurs sous toutes ses formes.

De même, comme l'ont prouvé les pays en développement de l'Asie, les investissements ne vont pas dans les pays les plus nécessiteux; ils vont plutôt dans les pays qui les utilisent le plus efficacement. Si donc les PIB sont pris en compte dans l'évaluation de la productivité, l'on peut aisément dire que des progrès sont en vue. Dans presque tous les pays de la sous-

région, même là où les activités économiques ont été asphyxiées par des conflits tribaux et des massacres et des guerres, les indicateurs économiques et sociaux sont un peu meilleurs qu'il y a trois ans.

Dans le cadre des réformes, le secteur privé et le mécanisme de compétition jouent actuellement un rôle crucial dans le développement économique. Cela explique pour une grande partie les progrès actuellement enregistrés dans tous les secteurs de l'économie. C'est aussi un facteur important qui pourrait aider à rapprocher les pays des conditions favorables à une coopération économique accrue et à l'intégration physique de toute la sous-région, comme cela a été proclamé par le Plan d'Action de Lagos (PAL) et le Traité instituant la Communauté économique africaine qui vient d'être ratifié. Ces réformes peuvent aussi un jour apporter la réponse aux conflits qui opposent les différents groupes pour contrôler, utiliser ou posséder de grandes parties des richesses nationales qui, jusque-là, étaient restées dans les mains de quelques individus sous un régime totalitaire plutôt que des autorités démocratiquement élues.

#### CONCLUSION

Certains problèmes persistent et méritent l'attention. La plupart des pays de la sous-région ne peuvent toujours pas prétendre avoir une connaissance parfaite de leurs capacités de production exactes ou des pouvoirs de consommation de leurs économies. Le problème est même beaucoup plus réel avec les capacités de consommation qu'avec la production. Par conséquent, l'objectif majeur de la présente étude est d'évaluer aussi bien la production que la consommation, ajuster la capacité de l'offre à la demande existante et déterminer la tendance des instruments sous-tendant tout changement identifié pour chaque indicateur important. Ainsi, des recommandations substantielles pourraient être formulées, sur les mesures préventives à appliquer en cas de prévisions de baisse, et des mesures d'incitation à prendre pour encourager le moindre signe de bons résultats.

Le présent document se propose donc de répondre aux objectifs précités. Cependant, comme le révélera l'étude elle-même, pour certains pays, des données statistiques à jour et des informations d'appui n'ont pas pu être obtenues sur certains indicateurs de performance. Cela a fait que certaines analyses s'arrêtent à l'année 1994 tandis que d'autres ne vont que jusqu'en 1995. Même les missions de collecte de données qui se sont rendues dans certains pays n'ont pas réussi à résoudre entièrement ce problème. Des efforts supplémentaires ont donc

été déployés pour obtenir des données statistiques à jour et des informations d'appui auprès d'autres sources. Les informations ainsi collectées ont été utilisées pour compléter celles qui avaient été fournies par les pays. Dans tous ces cas, ces autres sources ont clairement été indiquées.

Le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre ont répondu aux demandes d'envoi de missions et ont fourni des données et autres informations utiles sur leurs économies. Les missions de collecte de données n'ont pas été possibles dans des pays déchirés par la guerre comme la Somalie, le Burundi et le Rwanda, pour des raisons évidentes. Djibouti n'a pas répondu à la demande d'envoi d'une mission avant l'élaboration de l'avant-projet du présent rapport. Même s'il n'a pas été possible d'effectuer la mission de collecte des données en Erythrée, le système de collecte, le traitement et la gestion des données dans ce pays n'est pas encore développé étant donné que ce pays n'a obtenu son indépendance que tout récemment.

Une attention particulière doit être accordée à la partie du présent rapport qui traite des recommandations. L'une des caractéristiques majeures de cette partie est la déviation marquée par rapport à la structure traditionnelle de définition des priorités, dans les diverses questions d'importance pour les pays africains. Cette fois, les principales recommandations sur la liste des priorités ne sont pas les plus importantes, mais plutôt celles qui sont perçues comme les plus faciles à mettre en oeuvre. L'approche vise à simplifier les formats de gestion économique pour les pays pratiquant une méthode réursive. Cela permet d'inclure des activités dont la mise en oeuvre donne facilement des résultats et d'exclure celles dont la mise en oeuvre risque de faire baisser les performances, en vue d'atteindre des réalisations sociales et économiques constantes et progressives.

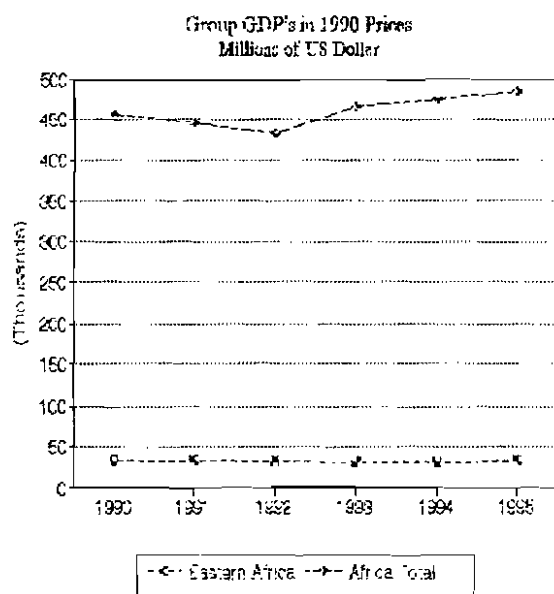
Enfin, une fois de plus, les efforts de réformes qui sont en cours, dans tous les pays de la sous-région, démontrent que certaines des solutions nécessaires pour le redressement économique et social interne existent aussi à l'intérieur. Cela devrait toujours servir d'encouragement pour les actions futures. Cependant, toutes les potentialités ne pourront se réaliser que lorsque tous les pays se mettront ensemble pour suivre la politique définie dans le Plan d'Action de Lagos et le Traité instituant la Communauté économique africaine; et lorsque les entités pourront enfin s'intégrer dans un marché commun, entraînant toutes les forces de l'unité là où les pays, individuellement, avaient échoué.

## INTRODUCTION

### I. LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE GLOBALE DE LA SOUS-RÉGION EN 1994-1995

1. Les tendances économiques de la sous-région de l'Afrique de l'Est indiquent un certain redressement heureux du Produit intérieur brut (PIB) global et quelques progrès techniques dans la gestion quotidienne des questions de développement dans les pays. Cela s'est également reflété dans la légère amélioration enregistrée dans le secteur social.

2. En 1995, la sous-région a enregistré un taux de croissance combiné du PIB de 2,8% contre 0,3% en 1994 et une baisse réelle de 1,0 % en 1993. L'amélioration des performances économiques en 1994 et 1995, est attribuée à deux facteurs à savoir la fin des guerres civiles persistantes dans certains pays, ce qui permet le lancement des efforts de réforme; et le retour des pluies, ainsi que les incitations des prix à la production agricole et l'absence d'infestation des criquets migratoires au cours des années 1994 et 1995.



3. Par conséquent, certaines stabilités macro-économiques ont été réalisées sur beaucoup de plans dans tous les pays de la sous-région, quoiqu'à des degrés variés. Le Kenya a appliqué les réformes économiques structurelles, a adhéré à la discipline financière et monétaire et le résultat en a été une stabilité et une croissance de beaucoup d'indicateurs économiques. La Tanzanie a poursuivi les efforts de réformes commencés au milieu des années 1980, ce qui a favorisé l'amélioration de l'environnement macro-économique de ses activités économiques, en plus des conditions climatiques favorables au cours des saisons agricoles. Des secteurs qui avaient été affectés par des destructions massives dues aux guerres en Erythrée, Ethiopie et Ouganda sont entrain d'être redynamisés à mesure que la confiance des investisseurs remonte et que les investissements semblent s'accroître. De même, Djibouti a réalisé une



certaine croissance à cause de l'accroissement des activités dans le secteur des services.

4. Les bonnes performances économiques de certains pays ne doivent pas, cependant, cacher les véritables développements que connaissent d'autres pays de la sous-région qui sont dans un climat politique et économique incertain. En Somalie, au Burundi et au Rwanda, le développement et la croissance économiques ont complètement été compromis par les violences politiques et les révoltes, et parfois aussi par des génocides tribaux. Même si le Burundi a pu réaliser un taux de croissance économique de 3,0% en 1995, le rendement total était négatif par rapport au niveau de 1990 et par rapport au potentiel de production prévu pour ce pays.

5. Les économies du Rwanda et de la Somalie ont toutes les deux stagné dans la mesure où le processus de gestion économique de ces pays a été réduit à néant. Le carnage a continué en Somalie. Les efforts de réorganisation de l'économie au Rwanda sont encore gâchés par l'héritage du récent génocide et l'énigme qui plane encore sur les différentes tribus et la population toute entière.

6. La situation au Zaïre s'était progressivement développée en une anarchie économiquement choquante. Elle est aggravée par la large publicité erronée dont le pays fait l'objet de la part des médias internationaux. Ces derniers ont en partie bloqué tout développement substantiel du potentiel économique qui pouvait naturellement exister dans le pays. Le résultat est que l'économie zaïroise a souffert et a diminué de 0,6% en 1995 après une baisse de -3,9% en 1994 et -13,5% en 1993. Cependant, la situation commence à s'améliorer.

7. En ce qui concerne le développement social, la situation a été assez bonne pour les pays politiquement stables et grave pour les autres. Comme la situation de perturbations sociales et de guerres a pris des dimensions d'urgences et tragiques en Somalie, au Burundi et au Rwanda et aussi suite aux guerres qui s'étaient produites en Erythrée, en Ethiopie et en Ouganda, 3,9 millions de personnes au total étaient devenues réfugiées. Ce nombre représentait 27% du nombre total de réfugiés dans le monde. Beaucoup d'autres pays de la sous-région ou de ses alentours font face à la destruction et vivent dans des conditions analogues.

8. Le taux de mortalité infantile du groupe des moins de cinq ans était à 170 pour mille naissances. L'espérance de vie s'est améliorée en passant de 41 ans en 1960 à 49 en 1994, ce qui est inférieur à tout le reste des pays de l'Afrique sub-saharienne dont le chiffre est passé de 41 ans en 1960 à 51 en 1994. Le taux d'alphabétisation des adultes en 1990 était de 62% les hommes et de 39% le sexe féminin. Cela est légèrement égal à celui du reste de l'Afrique sub-saharienne dont la moyenne est respectivement de 63% les hommes et de 42% le sexe féminin.

9. Dans l'ensemble, les années 1994 et 1995 étaient des années de réformes structurelles des économies. Toute la population adhère aux principes commerciaux qui doivent régir le développement économique. Les dirigeants réalisent aussi que corriger les erreurs du passé revient plus cher que travailler efficacement dès le départ. Cela s'est reflété dans l'amélioration enregistrée dans beaucoup d'indicateurs de performance. Une chose est très claire: les auteurs des réformes ont encore beaucoup à faire avant d'atteindre une position politique capable de soutenir une croissance durable du revenu par tête d'habitant. La

gestion intégrée des questions économiques, écologiques et démographiques est encore nécessaire. L'attention accrue et les moyens financiers nécessaires ne sont pas encore entièrement accordés, mais cependant, la voie a déjà été ouverte.

### **1. Perspectives pour 1996 et 1997**

10. Les perspectives de développement économique et social à court terme sont encourageantes pour le groupe. Quelques progrès ont déjà commencé à se manifester. Beaucoup de gouvernements ont exprimé une sérieuse préoccupation pour la réforme structurelle de leurs économies. Bon nombre d'entre eux ont aussi pris les mesures nécessaires, préparé des stratégies de développement pragmatiques et élaboré des politiques de privatisation et des programmes de développement social innovateurs et leur ont alloué les ressources nécessaires. De plus en plus, les principes et les instruments de libre marché sont utilisés pour renforcer l'efficacité et améliorer la production dans tous les secteurs de production majeurs.

11. Les données du deuxième trimestre de 1996 montrent déjà une forte baisse de l'inflation dans beaucoup de pays, une amélioration de la production agricole et une forte hausse des exportations. L'investissement reprend modestement. Les marchés régionaux se révèlent même plus attrayants pour les produits manufacturés localement et les réserves de devises sont abondantes pour l'importation des équipements nécessaires et des matières premières.

12. Dans certains pays, il y a une véritable hausse de l'importation des machines, des équipements de transport et des biens intermédiaires, ce qui est signe du réapprovisionnement et de la réhabilitation des industries minière et manufacturière. Même si le problème de la menace de la dette existe toujours et que les carnages continuent dans des pays comme le Burundi, le Rwanda et la Somalie, l'environnement économique et social global en 1996 s'est révélé plus favorable alors qu'il n'a pas toujours été positif. Le taux de croissance du PIB du groupe est par conséquent estimé à 4,2% en 1996. Ces suppositions sont basées sur des activités économiques pratiques, observées sur le terrain dans les pays concernés, et ils émanent des programmes de réformes structurelles qui soutiennent les activités économiques locales accrues.

13. En 1997, cependant, un bon nombre de pays connaîtront une baisse du flux de capitaux d'investissement et un affaiblissement probable des efforts de réforme et de gestion économiques en l'absence de moyens financiers extérieurs substantiels. Le déficit de paiements courants s'aggraverait probablement à mesure que les pays continueront d'importer les produits de consommation. La plupart des monnaies nationales maintiendront leur stabilité par rapport aux monnaies fortes des pays industrialisés, mais l'accroissement des activités économiques internes annonceront de nouvelles séries de pressions inflationnistes, quoique modérées. Compte tenu de tout cela, la performance économique du groupe, classée par le PIB, ne s'accroîtra que d'environ 3% en 1997.

14. Du point de vue social, la priorité accordée à la réhabilitation des infrastructures de l'éducation et de la santé et à la fourniture d'autres équipements sociaux, est commune aux

Etats de la sous-région. La guerre est finie en Erythrée, en Ethiopie et en Ouganda. Au milieu de 1994, plus de sept sur dix pays avaient élaboré des plans ou des documents équivalents pour le développement social, ce que l'on attend de tous d'ici la fin de l'année 1998. Ainsi, l'on espère que la situation sociale globale continuera à s'améliorer, même lentement.

15. Les grandes lignes des développements économiques et sociaux pays par pays, varient dans leurs formes respectives.

16. Au Burundi, le Produit intérieur brut (prix de 1990) a augmenté de 3,1 % en 1995 contre 2,1 % en 1994 et légèrement plus de 3 % en 1993. Cette amélioration de l'économie vient d'un redressement faible mais soutenu du secteur agricole, spécialement la production du café.

17. L'agriculture à elle seule contribue de 51,9 % au PIB du Burundi; 27 % viennent du secteur des services et 21,1 % de l'industrie. Le climat social chaotique prévalant au Burundi, à cause de la guerre civile et des conflits tribaux qui y sévissent, ainsi que le climat malsain qui en découle, ont entravé les activités de plusieurs secteurs. Une grande partie de la population active vit dans les camps de réfugiés des pays voisins ou comme réfugiés dans leur propre pays. D'autres contribuent énergiquement aux hostilités et au carnage qui ont submergé de toutes parts le processus de gestion économique.

18. L'industrie fonctionne dans des conditions sinistres. La production de l'électricité et la distribution du courant sont souvent interrompues suite aux combats avec les rebelles. Les pénuries ou le manque perpétuel de courant perturbent souvent le fonctionnement des usines. L'utilisation de la capacité industrielle installée est restée trop basse.

19. En dépit des difficultés dues à la guerre, le gouvernement de Bujumbura n'a cependant pas encore eu recours à la monnaie scripturale pour payer la masse salariale et les autres dépenses du gouvernement. Le développement monétaire du pays a donc été bon. La faible masse monétaire a connu un accroissement marginal en 1994. La quasi-monnaie a baissé d'au moins 12 %. L'inflation moyenne du prix à la consommation est restée à environ 14,8 % en 1994 et juste un peu plus de 19 % en 1995. La montée des prix était principalement causée par les goulets d'étranglement dans le transport et la production. Les problèmes de transport ont aussi entravé la circulation tant des personnes que des biens dans un climat politique déjà incertain.

20. Cette discipline monétaire peut aussi être attribuée à l'engagement du gouvernement aux programmes d'ajustement structurel et à l'effort déployé pour rendre le franc assiégé presque convertible et stable par rapport aux monnaies fortes. Cela a contribué à consolider la confiance dans l'économie.

21. L'instabilité politique prévalant actuellement au Burundi a rendu quelques 400.000 burundais réfugiés à la fin de 1995. La population est d'environ 6,3 millions d'habitants. L'espérance de vie à la naissance était de 50 ans seulement en 1994. Environ 19 % de toutes les naissances étaient assistées par un personnel médical qualifié entre 1983 et 1994. Comme les conflits politiques ont continué au cours de ces dernières années, des situations sociales plus graves avec des dimensions critiques et désastreuses, prévalaient dans le pays. Tout cela

a contribué à anéantir les progrès sociaux réalisés par le Burundi avant le début des hostilités.

22. En termes de perspectives, il y a eu certains développements positifs en 1996. Le plus important a été le rapatriement volontaire et involontaire des réfugiés qui étaient dans les pays voisins du Zaïre et de la Tanzanie. Une certaine forme de stabilité politique fragile est revenue dans le pays, même si le récent renversement du gouvernement démocratiquement élu a attiré sur le pays des sanctions économiques de la part des Etats membres de l'OUA. Ces changements indiquent très peu voire aucune croissance économique pour le pays en 1996. Ce qu'il faudrait craindre le plus serait une rechute de cette stabilité politique naissante qui conduirait vite à la détérioration de la situation en 1997, spécialement si les groupes tribaux commencent à se disperser en désordre.

23. **A Djibouti** : La capacité de production de l'économie est relativement faible avec 76% du produit global provenant du secteur de services à lui seul. En 1995 et 1994, l'économie a augmenté de 2,5 et 0,4%, par opposition aux performances de 1993. La croissance soutenue de l'économie était comme un résultat de la restructuration économique actuellement en cours dans le pays avec l'assistance du FMI et grâce à un financement à des conditions de faveur que le gouvernement recevait de la France. Djibouti est devenu membre du FMI en 1978 et a un total de 11,5 millions de DTS du FMI (16,6 millions de dollars).

24. La position stratégique de ce pays en fait un important point d'entrée de biens importés vers l'Ethiopie à partir du Moyen et de l'Extrême Orient. A d'autres moments, des marchandises, en route vers la Somalie, ont également transité à Djibouti. Apparemment, avec la fin de la guerre d'Ethiopie, les activités économiques ont augmenté, le trafic au port s'est accru, ce qui implique une plus grande part du secteur de services au produit et à la croissance globaux.

25. La population du pays est estimée avoir augmenté de 1,6% en 1994, et 1,9% en 1995. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a baissé de quelques 45%, passant de 289 en 1960 à 158 en 1994. L'espérance de vie a en quelque sorte augmenté, passant de 40 ans en 1960 à 48 ans en 1994. Le taux de mortalité brut était de 18 en 1994 et il est plus élevé que celui des autres pays de l'Afrique sub-saharienne qui est de 15%. Il n'y a pas de conflit politique majeur à Djibouti, mais à la fin de 1995, Djibouti avait au total 18 mille réfugiés vivant dans les pays voisins.

26. En ce qui concerne les perspectives économiques, le courant des importations en transit vers l'Ethiopie continuera, spécialement en ce moment où l'on se prépare à réhabiliter la ligne de chemin de fer éthio-djiboutienne. Djibouti aura accès à 4,6 millions de DTS (6,6 millions de dollars) pour mettre en oeuvre un programme de réforme entre avril 1996 et juillet 1997. Ainsi, la performance économique indique déjà des signes de raffermissement en 1996 et éventuellement une stagnation en 1997.

27. **Erythrée** : L'Erythrée jouit d'une performance économique de l'après guerre estimée à 8-10% de points en 1994 et 1995. Le revenu par tête d'habitant est estimé entre 140 \$ E.U. et 170 \$ E.U. Les récentes croissances sont principalement attribuées au redressement du secteur agricole après les effets de la sécheresse de 1993, et le retour des pluies sur une grande partie du territoire depuis la libération contre la domination éthiopienne en 1991. La

situation du pays est telle que 70 à 80 % de la population dépendent de la production agricole, de l'élevage et de la pêche pour leur survie. Les estimations placent l'agriculture, y compris l'élevage et la pêche à environ 22 à 25 % du PIB du pays. Le secteur de l'agriculture, l'élevage et la pêche s'est accru de 19 à 21 % de points en 1994 et 1995.

28. La production industrielle a également augmenté la même année. L'utilisation de la capacité installée des entreprises publiques a considérablement augmenté de 62,8 % en 1993 à 72,9 % en 1994, avec une légère amélioration encore en 1995. Les autres secteurs ont aussi contribué à ce redressement d'après-guerre, même si des poches de sécheresse persistantes dans certaines préfectures ont étouffé les réalisations.

29. La situation sociale du pays est un autre domaine qui a aussi été affecté par la longue guerre de libération contre l'Ethiopie. Les infrastructures ont subi de graves destructions et certaines zones ne sont pas encore pourvues d'infrastructures de base. L'on estime qu'au moins un tiers de la population vit en exil. 500.000 réfugiés résident au Soudan voisin. Il y a quelques 43.526 civils invalides et 18.000 anciens combattants dans la même catégorie en Erythrée. La sécurité alimentaire a toujours constitué un problème dans ce pays dont le secteur agricole se remet des ravages causés par la guerre, des sécheresses répétées et de la dégradation de l'environnement. Les terres arables sont aussi ravagées par les mines terrestres omniprésentes. Suite à tous ces problèmes et aux autres liés à la conservation, la pénurie alimentaire existe toujours. En 1994 et 1995, la quantité totale de céréales et de légumes disponible était estimée à 136.000 et 144.000 tonnes respectivement. La production locale ne couvre que 48 % des besoins, ce qui implique qu'un minimum de 320.000 tonnes de nourriture doit provenir des importations et de l'aide alimentaire.

30. Les récents développements, cependant, laissent entrevoir un avenir meilleur. L'Etat a initié des actions stratégiques visant à encourager la croissance agricole. Les terres cultivables augmentent grâce aux efforts fournis pour passer des projets d'irrigation à petite échelle, en utilisant des micro-barrages et des puits creusés à la main, à l'exploitation des eaux de surface et des eaux souterraines pour irriguer de grandes étendues de terres et assurer ainsi une production tout au long de l'année.

31. La fin de la guerre et de la sécheresse, et le rapatriement planifié de la population active de leurs divers lieux d'exil, contribueront à propulser l'industrie locale, notamment les secteurs de la transformation des produits alimentaires, du poisson, du textile et des produits en cuir. Les informations disponibles au cours du deuxième trimestre de 1996 indiquaient déjà des améliorations, quoi que lentes, en ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire de ce pays. Les droits d'exploration et d'exploitation minières sont généralement accordés aussi bien aux nationaux qu'aux étrangers pour explorer les prétendus gisements d'or, de pétrole, de chrome, de cuivre et de zinc. Le pays a des potentialités de plusieurs de ces minerais qui jusque-là sont promettantes. Ainsi, l'économie va continuer à s'améliorer avec des accroissements atteignant parfois 15 % jusqu'à la pleine réalisation des normes et des potentialités après 1998.

32. **En Ethiopie** : Le PIB (prix de 1990) a montré une croissance continue de 3,2 % en 1995 et de 3,0 % en 1994. Les bonnes performances sont le résultat des réformes macro-économiques et des ajustements structurels en cours dans les secteurs public et financier. La stabilité réalisée par les autres instruments financiers, ainsi que les pluviosités favorables

pendant les saisons culturales, ont toutes aussi contribué à soutenir la production en 1994 et 1995.

33. Les résultats les plus spectaculaires ont été réalisés dans le secteur agricole. La contribution de ce secteur à l'économie éthiopienne s'élève à environ 54,3% et les emplois qu'il fournit sont estimés 70 - 80% de la population locale. Le café, qui est le principal produit industriel du pays a connu une forte production depuis 1991. Le café à lui seul a rapporté beaucoup de revenus lorsque les tarifs internationaux se sont améliorés pour atteindre le sommet aussi bien pour le Robusta que l'Arabica en 1994. De toute la sous-région de l'Afrique de l'Est, l'Ethiopie a le plus grand nombre de têtes de bétail, surtout les bovins, et grâce à l'amélioration des produits locaux d'alimentation, en raison des pluies favorables, la production de bovins a beaucoup augmenté dans le pays.

34. Dans le sous-secteur alimentaire, les pluies à temps et bien réparties ont favorisé un développement satisfaisant des cultures avec des récoltes exceptionnelles de céréales et des autres cultures. En 1994, on a enregistré un accroissement de cultures de 5%, grâce à la libéralisation du commerce des grains et l'amélioration de la distribution des engrais qui a connu une augmentation de 16%. L'absence de l'infestation des insectes et tous ces autres facteurs ont contribué à faire de 1994 et 1995 de bonnes années agricoles en Ethiopie.

35. La disponibilité alimentaire suffisante en 1995, a contribué à la réduction des prix des produits alimentaires à Addis Abeba, et à améliorer l'indice global du prix à la consommation dans le pays. Le grand nombre de réfugiés venant des pays voisins de Djibouti et de Somalie, ainsi que les déplacés à l'intérieur et les victimes de la guerre signifient que l'Ethiopie continuera à dépendre de l'aide alimentaire étrangère, quoi que d'un volume moins élevé. Un grand nombre de réfugiés éthiopiens aussi sont encore éparpillés à travers la sous-région, notamment au Soudan, au Kenya, à Djibouti et en Tanzanie. L'on estime que la population éthiopienne a connu un accroissement de 3% en 1995, ce qui porte le nombre total à 55 millions d'habitants.

36. Les perspectives économiques éthiopiennes sont d'une tendance optimiste essentiellement grâce aux efforts de réformes en cours, en vue de l'accroissement de la participation du secteur privé dans les activités économiques journalières. La combinaison de la stabilité macro-économique sous-jacente, les pluviosités suffisantes et la confiance croissante des donateurs laissent entrevoir des perspectives économiques positives d'ici la fin de 1996 et en 1997.

37. **Kenya** : L'économie du Kenya reflète une structure sensiblement différente de celle des autres pays de la sous-région. Le PIB a connu un accroissement de 4,9% en 1995, 3% en 1994 et 0,2% en 1993. L'élément distinctif de la structure de production interne est que 70% du rendement est généré par les activités non agricoles. Les changements de politiques financières et monétaires définissent essentiellement la tendance de la performance économique plutôt que les variations climatiques et des autres facteurs d'ordre naturel.

38. En conséquence, la montée de la production qui a été enregistrée en 1995 s'explique par la chute des taux d'intérêt au cours de la première moitié de 1995, la stabilité des taux de change et une stricte politique monétaire qui ont favorisé le ralentissement des pressions

inflationnistes. Les améliorations proviennent aussi de l'impact des efforts d'ajustement structurel qui ont favorisé la stabilité macro-économique, l'amélioration du climat d'investissement et la libéralisation des échanges et des régimes commerciaux, en ce qui concerne particulièrement les produits agricoles.

39. Le secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche constituent encore 29,1% du PIB du Kenya et a connu un accroissement de 4,8% en 1995. L'industrie manufacturière, qui est le deuxième plus grand secteur de production, a connu une hausse de 3,8%. Le secteur commercial, des restaurants et des hôtels, des finances et des transports a amélioré son rendement en termes réels, de 7,9%, 6,9% et 4,3% respectivement. Le taux d'inflation annuel est tombé à seulement 1,6% en 1995. L'investissement brut en capital fixe a augmenté de 16,5% et le déficit de la balance commerciale s'élevait à 2,9 milliards de Shillings kényans. La balance des paiements globale a baissé d'un peu moins de 400 millions de Shillings kényans en 1995. La stabilité de la valeur de change a commencé à se manifester à environ 58 shillings kényans pour 1 dollar E.U.

40. La population a augmenté à un taux de 2,7% par an et les projections de 1995 portent le chiffre à 27,5 millions d'habitants.

41. En ce qui concerne les principales cultures, la stabilité continue de la monnaie locale, les conditions climatiques favorables et la disponibilité des intrants nécessaires à des prix comparativement bas contribuent toutes à rehausser le niveau des productions de 1995.

42. De même, les perspectives de la performance économique semblent favorables pour 1996 et 1997. Le gouvernement du Kenya a récemment mis en place toute une série de stratégies de réforme économiques et commerciales qui semblent toutes contribuer à donner plus de dynamisme à l'avenir de l'économie. Le gouvernement poursuit activement les efforts en cours pour redynamiser la Communauté de l'Afrique Orientale. On espère que la reprise de ce mécanisme de coopération pourra revigorer la demande, de la part de l'Ouganda et de la Tanzanie, des produits manufacturés au Kenya, en tant que produits de substitution.

43. Les données trimestrielles sur la première moitié de 1996 indiquent déjà que le taux d'inflation inférieur ou égal à 1% pourrait être maintenu. La production agricole restera en hausse, atteignant 5,4% en 1996, spécialement pour les principales cultures comme le café, le thé et les produits horticoles. Avec des politiques et un marché d'investissement libéraux qui pourraient être ouverts pour le secteur manufacturier, l'économie du Kenya a des chances de connaître une hausse de 5,5% en 1996 et une croissance consécutive en termes réels, dépassant probablement celles de la période qui a immédiatement suivi l'indépendance.

44. **Rwanda** : Les estimations disponibles indiquent que le rythme de l'économie rwandaise a sensiblement baissé depuis 1993. La production totale est passée de 2.631 milliards de \$ EU (prix de 1990) en 1993 à environ 1,4 milliard seulement en 1994 et elle est restée la même en 1995. Ces chiffres représentent une contraction de 48% de point en 1994 par rapport aux performances de 1993 et ils n'ont montré aucun signe d'amélioration en 1995. Les raisons de ces faibles réalisations du Rwanda sont de natures diverses. La plus facilement identifiable est l'incertitude causée par les antagonismes tribaux et les conflits militaires et une grande inquiétude liée à l'éventualité d'une grave rechute de la stabilité

fragile qui a été réalisée un peu plus tard. D'autres phénomènes existaient aussi. Le gouvernement était confronté à un déficit fiscal de 11 milliards de francs rwandais (50 millions de dollars) et il devait s'accroître en 1996.

45. En termes sociaux, plus de 2 millions de personnes, soit 28 % de la population, ont quitté le pays pour chercher asile dans les pays voisins. Beaucoup d'autres étaient déplacés à l'intérieur du pays ou vivaient comme des réfugiés dans leur propre pays. En 1995, les Rwandais constituaient à eux-seuls 58 % de la population totale de réfugiés de la sous-région. La population du Rwanda était estimée à 7,7 millions et 7,9 millions en 1994 et 1995. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans s'est amélioré, passant de 191 à 13 pour mille en 1994, mais les récents développements ont aggravé la situation. L'espérance de vie a légèrement changé de 43 ans en 1960 à 47 seulement en 1994.

46. Seuls 23 % des bébés d'un an étaient vaccinés contre la polio entre 1990 et 1995. Le même pourcentage était vacciné contre la rougeole. Environ 47 % des enfants d'un an avait accès à la thérapie de réhydratation orale entre 1990 et 1994. Les infrastructures sociales ont été détruites et n'existent plus dans plusieurs zones inondées de personnes déplacées. Tout cela, combiné aux violents conflits ethniques, ont contribué à montrer ce pays et sa population exilée dans les pays voisins comme l'endroit où la situation sociale était le plus explosif et qui connaissait la plus grande dégradation écologique dans le monde.

47. Les effets de ce genre de situations sur l'économie touchent tous les secteurs et ont affecté tous les aspects de la vie. L'agriculture contribue d'environ 40 % au Produit intérieur brut, mais elle a sérieusement été perturbée depuis le début de ces événements. La performance globale de ce secteur a été trop maigre en 1994 et 1995, avec la récession dont ont été victimes les principales cultures industrielles et vivrières. Le café, par exemple, est tombé de 35 tonnes métriques en 1990 à seulement 2 tonnes métriques en 1994. Cette baisse de la production vient au mauvais moment où le pays a désespérément besoin de devises pour reconstruire et nourrir le nombre sans précédent d'indigents victimes de la guerre.

48. A mesure que l'agression donnait lieu à une réconciliation fragile, les réfugiés ont commencé à être rapatriés sur une base volontaire et beaucoup sont revenus de leur propre gré de la Tanzanie et du Zaïre. En ce qui concerne les perspectives, certains signes de redressement économique ont réapparu au cours de la deuxième moitié de l'année 1996. La première saison de récolte du gros grain de 1996 est actuellement en cours dans le pays. Les prévisions de la FAO estiment que la production du Rwanda sera plus élevée qu'en 1995, mais qu'elle restera inférieure à la moyenne des années précédentes. La situation pathétique des réfugiés rwandais, qui ont été rapatriés, cependant, montre que le Rwanda dépend encore de l'aide alimentaire de l'extérieur, même si la production locale commence à s'améliorer.

49. Il y a certains signes positifs. Au début de 1993, le gouvernement a lancé un programme de privatisation des entreprises appartenant à l'Etat. Au début de 1996, le processus a été initié pour remettre au secteur privé la société parastatale d'électricité, Electrogaz, afin d'en améliorer la productivité, accroître l'efficacité et réduire le gaspillage de l'énergie dans le pays. Le Rwanda produit 234 millions de kilowatts d'électricité, 4

millions provenant des sources thermales et 230 millions de l'hydro. Les objectifs ne sont



pas encore réalisés, mais le programme est encore ouvert.

50. Après les destructions massives de 1994, les fonds commencent juste à venir des bailleurs de fonds pour la reconstruction des logements tant nécessaires dans le pays. Le gouvernement de Belgique a donné 3 millions de dollars et a annoncé un projet d'une valeur de 2,4 millions de dollars pour construire 6000 logements. Le gouvernement du Japon a donné 5 millions de dollars au Fonds de contributions volontaires du PNUD pour la reconstruction du Rwanda en mars 1996, avec comme programme prioritaire la construction des logements. Par conséquent, le véritable redressement est attendu pour 1996, et même beaucoup plus en 1997. On peut dire que l'effort concerté, actuellement en cours, et dirigé vers le rétablissement d'une paix totale et d'une coexistence tribale, est soutenu.

51. Somalie : Les affrontements tribaux et les problèmes politiques en Somalie se reflètent dans les tendances décroissantes de la performance économique des principaux indicateurs, depuis que la guerre a commencé en 1990. L'effondrement subséquent de la gestion économique planifiée en désordres chroniques a aussi contribué à la réduction des développements positifs et à anéantir les perspectives de développement à court terme. Le produit intérieur brut a baissé de 20% en 1990 et est resté ainsi en 1995. Les principaux secteurs ont tous été paralysés, spécialement l'agriculture avec sa part du PIB de plus de 60%, ce qui a appauvri le pays tout entier.

52. Le nombre total de réfugiés somaliens était d'un demi million en 1995. Beaucoup d'autres sont des déplacés à l'intérieur ou vivent comme des réfugiés à travers tout le pays. La population a beaucoup souffert de cet état de choses et de l'incidence de la guerre sur les infrastructures et les équipements de services. On estime que la population totale a augmenté de 9 millions d'habitants en 1994 à 9,2 millions en 1995. Beaucoup de personnes sont mortes et d'autres ont été infectées par les épidémies ravageuses de choléra. Le taux de mortalité infantile est assez élevé. L'espérance de vie ne s'est améliorée que très légèrement passant de 37 ans en 1960 à juste 47 en 1994. La Somalie est classée comme le pays ayant le plus faible pourcentage de la population qui avait accès aux soins de santé suffisants entre 1990 et 1995. Seuls environ 2% des naissances étaient assistées par un personnel médical qualifié et le taux d'alphabétisation des adultes avait atteint le plus bas niveau de 36% les hommes et juste 14% les sexe femmes en 1990.

53. Beaucoup d'autres secteurs de l'économie ont également souffert de graves perturbations notamment en ce qui concerne la collecte, l'analyse et la gestion des données pour déterminer l'impact de la guerre. Le shilling somalien a cessé d'être convertible officiellement et les différentes factions tribales ont tenté d'imprimer leurs propres monnaies avec des taux de change variés et capricieux par rapport aux monnaies fortes. Les exportations enregistrées avaient été limitées à moins de 60 millions de dollars EU et elles ne se composaient que des produits d'élevage et de la banane. Les importations totales ont aussi été limitées aux munitions, aux produits manufacturés et pétroliers, apparemment suite à la crise de la monnaie, au maintien de la fermeture du Port de Mogadiscio et à l'insécurité persistante qui entrave toute activité économique dans le pays.

54. Les perspectives de développement de 1996 ne sont pas meilleures que les années précédentes. Les prix des produits alimentaires ont subi une hausse vertigineuse au cours des six premiers mois qui ont suivi la maigre production de céréales de 1995, ce qui

représente quelques 65 pour de moins que la production de l'année précédente. Par conséquent, la situation alimentaire déjà serrée pour les groupes appauvris des quelques 240.000 déplacés, 600.000 rapatriés et un grand nombre de sans emplois, s'est détériorée davantage.

55. Une importante aide alimentaire sera nécessaire en 1996. Les quelques événements positifs enregistrés ne suffisent pas pour tirer le pays d'affaires en 1996 et 1997. Le comité international de la croix rouge a budgété environ 32,3 millions de dollars E.U. pour les besoins de la Somalie. Une autre phase de rapatriement volontaire des somaliens réfugiés dans des camps du Kenya a commencé en avril 1996, et il est donné à chaque personne rapatriée environ 60 dollars E.U. pour s'acheter de l'équipement et payer son voyage de retour. Tout ceci n'est rien pour renverser la tendance de la crise économique du pays, même à moyen terme.

56. **Tanzanie:** Un taux réel de croissance du PIB (prix de 1985) de 3,9% de points a été enregistré en Tanzanie en 1995, contre 3% en 1994. Une combinaison de plusieurs facteurs positifs est à la base des bonnes performances économiques réalisées en 1995. Le secteur agricole, qui est le principal secteur économique, a connu un taux de croissance de 7% grâce aux bonnes pluviosités au cours de la saison culturale 1994-95.

57. Les programmes de réformes intensifs actuellement en cours dans le pays ont commencé à se refléter sur l'amélioration des incitations des prix aux producteurs par rapport aux efforts de réformes de la commercialisation libéralisée des produits et de l'autosuffisance globale. Une saison généralement bonne a contribué à ces bonnes récoltes obtenues au cours de cette période. Cependant, certaines régions du pays sont affectées par la sécheresse, et la présence des quelques 834.000 réfugiés des pays voisins déchirés par la guerre signifient qu'une aide alimentaire localisée sera encore nécessaire pour les populations vivant dans ces zones.

58. Le résultat de cette amélioration de l'environnement macro-économique pour l'accroissement des activités a également influencé les autres secteurs de production.

59. L'approvisionnement en électricité et en eau a augmenté de 4,4% en 1995 et de 14,5% en 1994. Les activités d'exploitation minière se sont accrues de 6% de points grâce à l'accroissement de l'investissement et à la meilleure utilisation des potentiels de ce secteur. Le rendement des secteurs des transports et des communications, ainsi que de services, a connu un accroissement de 9,3% et 8% en 1995. Les bonnes réalisations sont dues aux efforts déployés par le gouvernement pour renforcer tous les modes de transports, les infrastructures de communications et de services.

60. Cependant, la production a baissé dans d'autres secteurs comme la manufacture, la construction et l'administration publique. Dans leur ordre respectif, le rendement des trois secteurs a baissé de 1%, 40,4% et un peu plus au dessus de la moyenne pour l'administration publique. Le secteur manufacturier de la Tanzanie fait face à des problèmes de disponibilité de matières premières, d'approvisionnement suffisant en eau et en énergie et de concurrence des produits importés.

61. Les réalisations peu satisfaisantes des secteurs de la construction et de l'administration publique sont dues à deux principaux facteurs. Le gouvernement Tanzanien ne dépensait plus beaucoup sur la construction. En même temps, les réformes entreprises dans le pays mettent un accent particulier sur l'amélioration de l'efficience et de l'efficacité de la fourniture de services publics avec un gouvernement d'un effectif réduit et efficace.

62. Les pressions inflationnistes ont aussi baissé en 1995. Le taux a nettement diminué allant de 36,9% en décembre 1994 à 26,9% en décembre 1995. Outre la bonne récolte, le gouvernement Tanzanien est réputé avoir limité la croissance de la masse monétaire à des niveaux adaptés aux objectifs de réalisation de la stabilité macro-économique, ce qui a aussi contribué au ralentissement de l'inflation.

63. La balance de paiements de 1995 avait le déficit le plus bas des cinq dernières années. Le déficit total était de 176,4 millions de dollars E.U. contre 284,7 millions de dollars E.U. en 1994. Le commerce d'exportation a augmenté de 31,49% alors que les importations connaissaient une croissance relativement plus faible. Les chiffres publiés par "Tanzania Coffee Board" indiquent que la production totale du café était de 43000 tonnes en 1995 contre 36.000 en 1994. La grande partie était de l'arabica léger tandis que les proportions de l'arabica et du robusta forts étaient faibles.

64. Bien que la Tanzanie ait adopté des programmes de réformes de dimensions panoramiques, l'on estime que plus de la moitié de la population vivent en deçà du seuil de pauvreté et dans de mauvaises conditions. La population a augmenté de 2,9% pour atteindre 29,7 millions d'habitants en 1995.

65. L'espérance de vie n'a connu qu'une faible amélioration passant de 41 ans en 1960 à 52 en 1994. Le taux de mortalité brut, cependant, se place en deuxième position après le Kenya, mais seuls, 50% de la population ont accès à l'eau potable. Le coefficient d'inscriptions à l'école secondaire, entre 1986 et 1993, est le plus faible du groupe de pays de l'Afrique de l'Est, à savoir 6% pour les hommes et 5% pour les femmes. Environ 85% de la population pauvre vivent en milieu rural. Le gouvernement a reconnu ces problèmes et il vient de reconnaître la fourniture de services sociaux comme point central du développement humain durable. L'intensification des efforts et l'engagement ont également été reconnus comme sujets de préoccupation cruciale.

66. Les prévisions de réalisations macro-économiques globales de 1996 pour la Tanzanie montre que le rendement atteindra une croissance de 4%. Vers la fin de 1997, le taux de croissance s'améliorera pour atteindre 5 et 6% de points. L'ensemble de facteur qui rendent ces perspectives réalistes comprennent les programmes de réformes en cours sur les rigidités économiques qui ont entravé la production dans le passé et les bonnes pluviosités qui sont attendues au cours de cette période. L'intensification et le maintien des mesures en cours pour les étendre à tous les secteurs de l'économie, en plus du climat favorable, permettront une hausse de l'économie Tanzanienne en 1996 et 1997, spécialement pour les produits agricoles, même si la stagnation peut encore persister dans le secteur manufacturier.

67. **Ouganda:** les chiffres ont montré une croissance de 10% et 7,7% de l'économie ougandaise en 1994 et 1995. Il s'agit ici de fortes améliorations par rapport aux 3,1% seulement réalisés jusqu'il y a deux ans. Dans l'ensemble, le gouvernement a pris un certain

nombre de mesures en mettant un accent particulier sur les améliorations structurelles visant à réduire les facteurs négatifs de l'économie et à améliorer l'environnement socio-économique. Il y a une consolidation de la paix revenue en Ouganda.

68. Les facteurs macro-économiques de base sont stables. Les réformes institutionnelles ont amélioré la performance. La confiance des investisseurs a largement été restaurée et on dit que l'investissement a fort augmenté. Toutes ces informations ont contribué à la réalisation de bons résultats enregistrés spécialement sous forme d'accroissement de recettes d'exportations des produits de base. Il y a eu aussi un accroissement du commerce, des produits manufacturés, des activités minières, du tourisme et au niveau de la restauration des services de la santé primaire et des infrastructures sociales à partir de leur mauvais état causé par les cycles de guerres et les conséquences de la détérioration de l'économie.

69. L'indice des prix à la consommation a montré que le taux d'inflation annuel avait augmenté de 5,4 % en 1994, et de 9,6 % en 1995. L'accroissement des prix des produits autres que des produits vivriers est à la base du mouvement croissant des pressions inflationnistes. Une forte baisse a été enregistrée au cours des six premiers mois de 1996.

70. Dans le domaine social, les infrastructures du pays sont dans un état déplorable à cause de la négligence et des destructions au cours de la période de détériorations économiques. Ainsi, il y avait une recrudescence du taux d'analphabétisme, beaucoup de maladies et l'effondrement de la loi et de l'ordre. En 1990, le taux d'alphabétisation des adultes était de 70 % pour les hommes et de 44 % les femmes. Le coefficient d'inscriptions à l'école secondaire pour la période de 1986 à 1993 était de 16 et 18 % les garçons et les filles respectivement.

71. Le taux de mortalité infantile (1992) était de 104 pour mille. L'espérance de vie à la naissance était de 44 % les filles et de 43 % les garçons. Les maladies prévisibles sont fréquentes et les niveaux de mortalité et de morbidité sont très élevés. Le gouvernement estime que seule une petite partie de la population, environ 20 %, a accès à l'eau potable et aux soins médicaux. Les récentes politiques, néanmoins, prouvent que des réformes ont été initiées pour restaurer la stabilité de l'économie et engager une reconstruction visible des infrastructures socio-économiques et redynamiser la croissance. Vers la fin de 1995, la population du pays était estimée à 21,3 millions d'habitants, soit un accroissement de 3,3 % par rapport au chiffre de l'année précédente.

72. La situation alimentaire est aussi bonne. L'Ouganda n'a jamais connu de déficit alimentaire. et, selon la FAO, la principale saison de récolte du gros grain de 1995 qui s'est clôturée en décembre était l'une des meilleures. La production de manioc a connu une baisse de 3,4 millions de tonnes en 1994 et de 3 millions de tonnes en 1995, à cause des épidémies de "mealy-bug" et de mosaïque. Il est nécessaire d'avoir une aide alimentaire pour nourrir les 286.000 personnes réfugiées dans le pays et les populations des quelques préfectures du Nord du pays.

73. En termes de perspectives économiques du pays, pour 1996 et 1997, on prévoit que les tendances positives vont continuer. Selon la "Uganda Investment Authority", il y avait des demandes enregistrées de quelques 1400 projets d'une valeur de plus de 2 milliards de

dollars E.U., depuis sa création en 1991. Elle cherche des investissements d'une valeur allant de 744 à 850 millions de dollars E.U. d'ici la fin de l'année.

74. La priorité de l'investissement public ougandais dans le domaine de l'éducation comprend la réhabilitation et le développement des infrastructures physiques, la mise en place d'un cadre de l'enseignement primaire universel et d'un programme orienté vers la professionnalisation de l'enseignement. Il y a des améliorations dans la fourniture des médicaments et de l'équipement médical, la formation de la main d'oeuvre, la facilitation de l'action rapide en cas de situation d'urgence et la sensibilisation de la communauté sur des questions de la santé publique. D'autres actions comprennent la bonne nutrition, l'hygiène et les programmes de vaccination. Tout ceci doit aboutir à l'amélioration du bien-être social de la population. Une croissance économique d'environ 6% est ainsi espérée en 1996 et un peu plus de 6% en 1997.

75. **Zaïre:** Le produit intérieur brut (PIB) du Zaïre, en termes réels, est resté négatif depuis 1990 et il continue dans ce sens même pour les estimations provisoires de 1995. Avec des baisses de -0,6 et -3,9% en 1995 et 1994, et -13,5% en 1993, l'économie zaïroise est dans une situation des plus lamentables. Les conditions écologiques naturelles favorables et les changements opérés au niveau des plans de développement économique ont été déséquilibrés par les instabilités sociales. Les insurrections, la mauvaise gestion du secteur public et les pressions inflationnistes irrégulières constituent certaines caractéristiques récentes du développement économique et social de ce pays.

76. Plusieurs évaluations placent le potentiel productif du pays à un niveau très élevé et dans certains secteurs, les chiffres sont même de trois fois la valeur des performances actuelles. La terre est très fertile. Le Zaïre est un réservoir de métaux très importants comme le diamant, l'or, le cuivre, le cobalt et d'autres minerais. La réalisation de tous ces potentiels a cependant été compromise par les problèmes d'insurrections, de luttes tribales, de mise en oeuvre désorganisée des plans économiques et d'une main d'oeuvre ayant plus tendance à recourir à la violence pour résoudre les conflits professionnels.

77. Cette situation entraîne d'autres malaises économiques et sociaux. Comme la performance faiblissait et maintenait cette tendance, des pressions inflationnistes de grande envergure se sont produites à des moments variés. Une forte détérioration a été enregistrée dans les finances publiques, avec une croissance excessive et galopante des déficits. Les comptes de la balance de paiements n'étaient pas épargnés. Les fluctuations irrégulières du taux de change de la monnaie nationale par rapport aux principales devises ont été annoncées par ces changements et l'accumulation de la dette extérieure a considérablement grimpé. Les secteurs des transports et de l'énergie connaissent une crise très importante et le produit des deux secteurs a connu une baisse continue depuis 1993.

78. Même si le Zaïre s'est embarqué dans des programmes d'ajustement structurel, depuis 1983, dans le but de transférer certaines entreprises publiques à la gestion du secteur privé, l'instabilité macro-économique prévalant dans le pays n'a pas facilité le processus. Certaines des entités proposées à la privatisation n'ont pas fonctionné depuis plusieurs années. Parfois, elles sont si lourdement endettées et les infrastructures tellement détériorées et mal gérées que les opérateurs du secteur privé les trouvent souvent peu profitables.

79. Aussi surprenant que cela puisse être, le plus faible taux de baisse économique enregistré en 1995, constitue une lueur d'espoir de redressement et de croissance économique. Les progrès réalisés dans les secteurs des mines et de l'agriculture, en 1995, sont tous des signes d'un certain optimisme au niveau de l'économie, même si la distribution des récoltes agricoles fait encore face à des goulets d'étranglement dans le transport. En ce qui concerne les mines, il y a eu un accroissement de la production du cobalt, du diamant, du cuivre et du pétrole brut. Pendant toute une année, le redressement du cuivre est resté en bonne voie pour atteindre une production estimée à 36.000 tonnes en 1995.

80. En termes de développement humain, plusieurs indicateurs sociaux n'ont pas été encourageants pour le Zaïre. La population a augmenté de 3,1 % en 1995 pour atteindre 43,9 millions d'habitants. Une bonne partie de cette population ne vivait pas dans de bonnes conditions. Le taux de mortalité des enfants en dessous de cinq ans n'a baissé que de 286 pour mille en 1960 à 186 en 1994. L'espérance de vie s'est améliorée de 24 %, passant de 42ans en 1960 à 52 en 1994. Seuls 23 % de la population avaient accès à une bonne hygiène entre 1990 et 1995.

81. Le pourcentage de la population ayant accès aux services de la santé (1985-95) est le plus faible de la sous région de l'Afrique de l'Est avec 26 %, ce qui est pire que celui du Burundi, du Rwanda et de la Somalie déchirés par la guerre, et beaucoup plus faible que la moyenne du groupe qui est de 55 %. Le taux d'alphabétisation des adultes, qui est de 83 % les hommes et 61 pour les femmes, est assez bon et il est le meilleur de la sous-région. Le coefficient d'inscription à l'école secondaire (1986-1993) est aussi mauvais que dans les autres pays avec 32 % pour les garçons et 13 % pour les filles.

82. Dans le sous-secteur alimentaire, des conditions de croissance favorables, en 1995, ont conduit à de bonnes réalisations en ce qui concerne les récoltes du riz, du maïs et des autres gros grains, mais il y a eu beaucoup de pertes après récoltes. Bien malheureusement, le Zaïre abrite plus de 2 millions de réfugiés venant des pays voisins du Burundi et du Rwanda secoués par la crise, et compte environ 69.000 personnes réfugiés dans les pays voisins. Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le rapatriement de ces réfugiés s'est opéré de temps à autre, mais l'espoir de voir la majorité rentrer est encore incertain. La grave situation alimentaire dans le pays sera principalement liée à ces circonstances et le pays aura encore besoin d'une aide alimentaire de secours en quantités importantes.

83. En termes de perspectives, il y a des signes d'amélioration qui se manifestent actuellement dans le pays. Le café et les autres produits agricoles ont enregistré de bonnes performances en 1995 et les conditions favorables continuent en 1996. Une série de réductions des prix ont eu lieu après les rapports mensuels de la première moitié de 1996. La société minière étatique de Bakwanga (MIBA) espère que sa production de diamant s'accroîtra de 6 millions de carats en 1996, contre 5,5 millions en 1995.

84. Un nouvel équipement de nettoyage et de broyage a été installé, le nombre d'ingénieurs a augmenté et il y a un Boeing Cargo 737 pour le transport. Le gouvernement du Zaïre a assoupli une réglementation antérieure qui obligeait les diamantaires à placer, à la Banque du Zaïre, 50 % de leurs recettes d'exportations en devises. Ils peuvent maintenant

acheter les diamants en dollars sur le marché local. En conséquence, les exportations zaïroises de diamant ont fait un bond de 15 % au cours des trois premiers mois de 1996, par rapport au premier trimestre de 1995.

85. La prospection du pétrole offshore marche bien aussi. Le taux de redressement pour le cuivre et le cobalt s'accroîtra aussi à mesure que les opérations à ciel ouvert deviendront importantes. Tout ceci montre une croissance possible du PIB de 1 à 2 % de points en 1996 et presque la même chose en 1997.

## **86. PERFORMANCE DES PRINCIPAUX SECTEURS ECONOMIQUES**

### **Agriculture, pêche et foresterie**

#### **a) Situation globale**

87. Les données sous régionales sur l'agriculture, la pêche et le foresterie indiquent un redressement continu du secteur depuis 1993, aussi bien pour les cultures industrielles que vivrières. Ce secteur a joué un rôle prépondérant dans la production intérieure brute de la sous région, contribuant d'environ 48 % à la production totale. Le produit est passé de 15.762 milliards de dollars E.U. en 1993 à 17,52 et 18,3 milliards de dollars E.U. en 1994 et 1995. Les bonnes performances étaient essentiellement dues à la fin de la guerre civile dans certains pays, aux bonnes pluviosités au cours des saisons culturales et à l'absence totale de criquets migratoires au cours des saisons de récoltes.

88. Les croissances avaient été très prononcées en Ethiopie, Kenya, Tanzanie et Ouganda. Au Burundi et au Rwanda, des progrès timides ont aussi été enregistrés même si la réalisation de tout le potentiel, y compris en Somalie, était gravement étouffée suite à la mauvaise utilisation et à l'abus des terres arables par les combattants et la population agricole locale déplacée. La production réelle a stagné à Djibouti et en Somalie et elle a diminué en Erythrée et au Zaïre. Le potentiel agricole djiboutien est resté faible depuis le début dans la mesure où aucune grande quantité ni de cultures industrielles ni de cultures vivrières ne peut être produite dans le pays. Le secteur n'a contribué que de 2,8 % au Produit intérieur brut de Djibouti. Le Zaïre a souffert de la collecte désorganisée des récoltes et la saison culturale 1994/95 en Erythrée s'est ouverte sur une légère sécheresse, ce qui a affecté la production de l'année suivante.

89. Etant donné le rôle prépondérant de ce secteur et sa contribution à l'économie globale de la sous région, les récentes bonnes saisons agricoles ont également été bonnes pour les stocks alimentaires. L'extrême volatilité des stocks s'est réduite, spécialement eu égard aux famines qui existaient avant au niveau des réfugiés, qui est un phénomène très courant dans la sous région. L'ampleur des pénuries alimentaires que l'on connaissait au cours des périodes de graves sécheresses ou des guerres des années 1980 ont sensiblement diminué.

90. L'état d'insécurité au Burundi et au Rwanda a sérieusement emmitouflé les activités du secteur, causant de graves risques de pénuries chroniques. Le manque d'organisation de la collecte, de la distribution et de la conservation des récoltes au Zaïre a entraîné de grandes

pertes après récoltes et le besoin continu d'aide alimentaire surtout pour les réfugiés du Rwanda et du Burundi voisins.

**b) Situation alimentaire**

91. Dans l'ensemble, la situation alimentaire sous régionale semble enfin s'améliorer compte tenu de l'importance classique accordée à l'agriculture dans ces économies et l'amélioration des performances du secteur agricole dans la majorité de ces pays en 1994 et 1995. A part certains cas de sécheresses localisées avec de faibles pluviosités en Erythrée, dans certaines parties de la Somalie et ailleurs, les principales cultures vivrières comme les céréales, les racines et tubercules, les légumineuses, les légumes et les fruits ont enregistré une bonne production en 1994 et 1995.

92. Dans la corne de l'Afrique, l'Ethiopie a eu des récoltes moyennes en 1995 même s'il y a encore des pénuries localisées. En Erythrée, le besoin d'aide alimentaire s'est accru. Les pluviosités mal réparties ont affecté les récoltes. La disponibilité des produits alimentaires en Somalie a sérieusement été compromise par la persistance des guerres civiles et les mauvaises pluviosités au cours des saisons culturales. Compte tenu de tout cela, la situation alimentaire ne s'est améliorée qu'en Ethiopie, mais les conditions vont rester difficiles et de grandes quantités d'aide alimentaire seront nécessaires en Erythrée, Djibouti et Somalie en 1996.

93. L'énigme de la crise humanitaire dans les pays de la région des Grands Lacs est restée récalcitrante et insoluble à la fin de 1995. La production alimentaire n'était pas du tout bonne dans la mesure où les populations déplacées et les massacres tribaux de représailles avaient mis fin aux activités agricoles. Les semailles et les récoltes étaient trop faibles même en l'absence de la sécheresse et d'autres mauvaises conditions agricoles comme l'infestation des insectes.

94. Le Zaïre avait un très bon climat et un potentiel de production élevé. Cependant, suite au mauvais état des infrastructures de transports et de marché entre les zones rurales et urbaines du pays, l'autosuffisance alimentaire est restée sensiblement faible au Zaïre. Au Rwanda, le résultat est estimé supérieur à la production de 1995, même si le niveau est de loin inférieur à la moyenne de la production en temps de paix. Ainsi, le groupe des pays des Grands Lacs fait encore face à une crise alimentaire persistante principalement à cause des nombreux réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur et des victimes de la guerre qui sont éparpillées un peu partout.



### **Réductions des pertes après récoltes - Une ligne de sauvetage de la sécurité alimentaire de la sous région**

Le monde a fini par considérer la réalité de la disponibilité des produits alimentaires et de leur pénurie comme étant un élément très important dans la santé économique et politique des pays, particulièrement les nations les plus pauvres d'Afrique. Plus encore, à mesure que la population s'accroît quelque peu rapidement, les activités économiques ont augmenté à maints égards, toute comme la capacité de résistance de l'environnement naturelle est remise en question. Les futuristes prévoient d'imminents problèmes alimentaires et insistent régulièrement sur la sécurité alimentaire comme solution. Ces appels arrivent au moment où l'aide alimentaire a sérieusement diminué, les dernières recettes n'ayant été que de 20 % des besoins. Ainsi, compter sur l'aide alimentaire pourrait ne plus sauver beaucoup de pays, y compris ceux de la sous région. Il est donc nécessaire de chercher des alternatives vitales pour combler le vide entre la production alimentaire et le volume de la consommation. L'une de ces alternatives est la réduction des pertes après récolte. La tâche est gigantesque, les causes sont multiples et pour une moyenne de 20 à 45 % des récoltes totales, le volume est grand et pourrait se traduire par une grande quantité de produits alimentaires nécessaires. Cela veut dire que pour que ces pays se protègent efficacement contre les pénuries alimentaires, et s'assurent une sécurité alimentaire durable et à long terme, ils devraient mettre en place et maintenir des méthodes appropriées de récoltes, de stockage et de manutention, spécialement dans les milieux ruraux et mettre en place, en même temps, une politique efficace et des infrastructures administratives d'appui.

95. Ailleurs parmi les pays de la sous région de l'Afrique de l'Est, la production agricole de 1995 aurait diminué au Kenya et dépassé la moyenne en Tanzanie et en Ouganda. Au Kenya, les coûts payés au producteur à la ferme étaient trop bas par rapport aux coûts des intrants. Cette situation a donc contribué à décourager les productions. Les saisons généralement bonnes et les bonnes productions de 1995 en Tanzanie et en Ouganda ont permis d'atteindre ces bons résultats et d'avoir une situation alimentaire satisfaisante dans les deux pays.

96. Une situation précaire isolée est encore identifiée dans certaines régions du Nord, du Nord-Est et de l'Est de l'Ouganda. La production y est gravement affectée par les pénuries des facteurs de production et les retards des pluies. Les grandes populations de réfugiés et les sécheresses sévissant dans certaines zones de la Tanzanie signifient aussi qu'une aide alimentaire localisée sera nécessaire pour les populations de ces régions.

#### **Situation des produits de base**

97. Partant du tableau ci-dessous, un élément important, de la situation générale des produits de base classés par produit, dans la sous région, est qu'à l'exception des racines et des tubercules qui ont connu une baisse, tous les autres produits ont enregistré des progrès sensibles en 1994 et 1995, par rapport à la production de 1993.

**Productions des aliments de base sélectionnés dans la sous région**  
**1990-1995 en "000" tm**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
Céréales (total)	16,277	16,865	17,579	17,188	18,292	21,036
	8,566	8,175	8,553	7,854	9,259	10,467
dont: Mais,	1,173	1,201	1,159	1,140	1,500	1,383
blé	1,285	1,210	1,012	1,243	1,203	1,383
Riz						
Racine et tubercules (total)	40,495	40,572	40,654	41,276	36,597	37,896
dont: manioc	31,612	31,975	31,896	32,471	27,816	28,803
Pomme de terre	1,483	1,613	1,523	1,558	1,509	1,461
Légumineuses (total)	2,589	2,728	2,608	2,626	2,454	2,667
Légumes (total)	3,699	3,742	3,678	3,568	3,642	3,906
Fruits (total)	19,842	20,121	20,145	20,619	21,021	20,991
Lait de vache	4,574	4,390	4,237	4,194	4,284	4,392
Viande (total)	1,351	1,352	1,341	1,351	1,358	1,344

Source: Estimations de FAOSTAT, FAO, 1995.

\* Estimations

### **Céréales**

98. La production de céréales a atteint 18.292 et 21.036 tonnes métriques en 1994 et 1995, soit plus de 15% de croissance par rapport à la performance de l'année précédente. Le maïs à lui seul a contribué de 51% de ce volume global et s'est bien redressé en termes de qualité absolue au cours de cette période culturale. Des productions supérieures à la moyenne en Tanzanie, au Kenya, en Ethiopie et au Zaïre ont été à la base d'une forte production de céréales en 1994 et 1995.

99. L'Ethiopie qui est un grand producteur de blé de la sous région a enregistré une forte production bien supérieure à la moyenne des années précédentes. La production du riz non décortiqué a été aussi élevée en Tanzanie, Ouganda et Zaïre pour porter le niveau total de la production céréalière à un niveau de loin supérieur aux productions de 1993.

### **Racines et tubercules**

100. Avec un volume total de 36597 et 37896 tonnes métriques en 1994 et 1995, la production des racines et tubercules représente une baisse de 41276 tonnes métriques par rapport à la production de 1993. La récolte de manioc constitue 76% de la production de cette denrée et a diminué depuis 1993. Même avec la légère amélioration de la production

de manioc en 1995, le volume total n'atteint pas son niveau de 1993. Ces mêmes tendances sont observées dans les principaux pays producteurs à savoir le Zaïre, l'Ouganda et la Tanzanie. Malgré les bonnes pluviosités et la fertilité du sol, les mauvaises infrastructures routières expliquent la baisse de la production du manioc au Zaïre.

101. Les récoltes de 1995 en Tanzanie et en Ouganda reflètent les perpétuels problèmes d'infestation de "mealy-bug" et de mosaïque qui affectent la production. Les autres producteurs n'ont pas enregistré des changements significatifs et au Burundi et au Rwanda, l'impact de la guerre civile sur les activités agricoles et les pénuries des intrants sont à la base de la baisse de production. Tous ces facteurs illustrent la mauvaise production des racines et des tubercules par rapport aux récoltes de 1993.

### Autres denrées

102. Grâce aux bonnes pluviosités au cours de la saison culturale en Ethiopie, Tanzanie, Ouganda et Zaïre, en plus de l'amélioration de la distribution des semences et des engrais, la production des autres denrées alimentaires a aussi augmenté. La production totale de légumineuses, de légumes et de lait de vache a légèrement augmenté en 1994 et 1995. La production de fruits et de viande, cependant a encore enregistré une faible baisse de leur volume total en 1994 et 1995, mettant la sous région tout entière dans une très bonne position en ce qui concerne les besoins alimentaires.

103. En termes de perspectives à court terme, les indications ci-dessus font état d'un redressement de la production alimentaire en 1995. En ce qui concerne l'offre et la demande, le marché pourrait encore être classé comme extrêmement volatile avec la rapide érosion des stocks de céréales de la part des consommateurs. Néanmoins, les prévisions de la récolte au niveau de 1996 sont très bonnes.

104. Un nombre croissant d'exploitants agricoles qui avaient fui leurs terres sont en cours de rapatriement vers leurs bases de production dans les pays comme l'Erythrée, l'Ethiopie et l'Ouganda, en même temps que l'on observe le retour de bonnes pluviosités et la réduction de l'infestation des insectes. Si cette tendance continue, les perspectives globales de la production alimentaire de la sous région sont très satisfaisantes. On espère que les réalisations de 1996 s'accroîtront de 10% par rapport à 1995, et d'environ 5% en 1997.

105. Le grand risque de ce scénario, cependant, est la menace des guerres civiles, la mauvaise gestion et la discontinuité des incitations qui revenaient aux agriculteurs avec les efforts des réformes qui étaient communs à la sous région. A mesure que l'aide alimentaire diminue sensiblement, comme l'a prévu la FAO, de grandes fluctuations des prix seront de règle aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, au cours des prochaines années. La conservation et le stockage des récoltes devraient être encouragés dès le départ, dans les nations déjà installées. L'objectif devrait atteindre plus de 17 - 18%, que la FAO, par exemple, considère comme le minimum nécessaire pour sauvegarder la sécurité alimentaire mondiale.

c) Production de cultures industrielles

106. La sous région a un nombre très limité de cultures industrielles bien que le volume de production de celles qui existent soit resté relativement élevé par rapport à la production mondiale, si l'on considère les dimensions géographiques et la population totale de la sous région. Ce groupe de pays a une forte production de café, de thé et de sisal. Les prix de larabica et du robusta ont déferlé pour atteindre 5 et 4 dollars par kilo en 1994. Suite à ces changements, les principaux producteurs ont gagné beaucoup d'argent au moment où la plupart d'entre eux jouissaient d'un boom de production. L'ensemble de la production intérieure brute a augmenté suite à l'accroissement de la valeur d'exportation du café pour atteindre 60 et 10% de la production totale du café de l'Afrique Sub-saharienne et du monde respectivement. La part globale du thé est de 80 et 10% des volumes totaux de l'Afrique sub-saharienne et du monde respectivement. La production du sisal se limite à trois pays seulement mais la production globale a aussi été impressionnante jusqu'à atteindre une moyenne de 78% de la production totale de l'Afrique sub-saharienne depuis 1990.

107. Au niveau de chaque culture, les résultats ont varié. La production s'est légèrement redressée en 1994 pour le café et le coton après des signes de développement décroissant en 1993. Les prix du marché mondial du café ont enregistré quelques améliorations substantielles au début de la saison culturale 1993-1994.

### Réformes du secteur agricole de la sous région où en est-on?

Les gouvernements des pays de l'Afrique de l'Est ont pris des dispositions pour réformer les politiques agricoles et ont initié une série de mesures, les unes datant de 1986, en vue d'accroître la production. Les prix au producteur ont été révisés à la hausse, le contrôle des prix des intrants et des produits a diminué et le commerce a été libéralisé pour consolider la confiance dans les marchés.

En ce qui concerne les cultures vivrières, la libéralisation du commerce du grain, spécialement les céréales, constitue un changement par rapport aux politiques antérieures. Les commerçants et les autres groupes ont assumé leur rôle dans le commerce inter et intra-régional du grain. Suite à cela, la production aurait augmenté dans certains de ces pays avec une bonne chance de renforcer le surplus déjà acquis dans certains pays et réduire le déficit dans d'autres.

Les cultures industrielles, comme le café, le thé et le coton ont aussi été affectées. Les coopératives agricoles et les commerçants privés sont maintenant autorisés à entrer en compétition avec les offices de commercialisation. Les cultures industrielles peuvent maintenant être directement envoyées aux enchères sous les noms des producteurs afin de leur permettre de profiter des réductions des coûts de marchés et des primes de la qualité. Les exploitants agricoles par conséquent achètent leurs intrants n'importe où et les principes commerciaux jouent un rôle plus prépondérant.

Les progrès techniques commencent donc à se manifester et les réalisations ont été très encourageantes. Les réformes et les effets combinés de l'amélioration des procédures du marché et de l'efficacité de la distribution laissent aussi bien aux agriculteurs qu'aux gouvernements une possibilité d'accroître la production, de mieux manipuler les produits et d'accroître le rendement par la compétition.

**Production du café en "000" tm par principaux producteurs  
1990-1994**

Pays	1990	1991	1992	1993	1994
Burundi	33	34	37	23	30
Djibouti	-	-	-	-	-
Erythrée	-	-	-	-	-
Ethiopie	204	210	216	180	180
Kenya	104	86	85	75	79
Rwanda	35	26	39	27	12
Somalie	-	-	-	-	-
Tanzanie	54	46	56	57	34
Ouganda	129	147	110	145	198
Zaïre	96	92	107	53	81
Total pour la sous-région	655	642	651	561	639
Total par l'Afrique Sub-Saharienne	1,247	1,167	1,063	957	1,032
Total mondial	6,064	6,066	5,990	5,780	5,511

**a) Café**

108. La production globale du café de la sous région en 1994 était de 639000 tonnes métriques, soit un accroissement de 14 % par rapport à la production totale de 1993. Une forte hausse de la production du café de l'Ouganda, atteignant 198000 tonnes métriques contre 145000 tonnes métriques en 1993, et des réalisations allant jusqu'à 79000 tonnes métriques au Kenya constituaient la principale raison de l'amélioration de la production sous régionale en 1994.

109. En Ethiopie, les productions actuelles ont en quelque sorte baissé par rapport à 1992. A 180000 tonnes métriques en 1994, la production de ce pays n'a pas changé depuis 1993. Le Zaïre et le Burundi ont réussi à accroître leur production de café de 52,8 et de 30,4 % de points chacun, bien que les quantités globales ne soient pas encore très grandes. Pour les autres pays, la production est restée modeste, mais des baisses de 40 %, et une perte totale de -93 % pour le Rwanda sont certains des résultats malheureux de 1994. Depuis quelques temps, le coût variable de la production de café indique une croissance continue. A mesure que les économies se diversifient, la contribution proportionnelle de ce produit au secteur agricole global diminue. Les mouvements stagnants des prix du marché mondial sont des indications d'un léger espoir de bonne production, au cours des prochaines années, là où,

pour les quelques producteurs à bon marché de la sous région, les prix restent suffisants pour soutenir une exploitation agricole adéquate.

## **2) Thé**

110. Après un redressement global de 8,61 % en 1993, la production de thé a baissé de -0,79% en 1994, à cause de l'insuffisance des moyens de production, du vieillissement des théiers et de la faible production des pays cultivateurs de thé. Avec une moyenne de 80 % de la production de la région, et 10 % de la production mondiale, les rendements de la dernière saison se sont estompés de -2.22 % là où la production de l'année 1994 s'élevait à 258000 tonnes métriques contre 264000 tonnes métriques en 1993. La baisse des récoltes a été ressentie au Kenya, qui contribuait de plus de 81 % à la production de tout le groupe.

111. La baisse très modérée de la production du Kenya, de 211000 tonnes métriques en 1993 à 210000 en 1994, était le résultat des pertes de récoltes et d'une légère sécheresse qu'a connu le pays au début de la saison culturale. La production s'est stabilisée au Zaïre et en Ethiopie et de véritables baisses ont été enregistrées au Rwanda et au Burundi. L'ampleur de la baisse atteignait 50 % au Rwanda, même si la production réelle est restée insignifiante avec 10 tonnes métriques en 1993 et 5000 tonnes métriques en 1994.

112. Le thé est une culture industrielle. Les mauvaises conditions des zones industrielles dues au manque de réhabilitation et d'usines de transformation ont entravé la performance de ce produit dans la sous région. Même les programmes en faveur des exploitations agricoles de supplément et périphériques ont souffert des mêmes circonstances. L'avenir du thé commence seulement à être promettant dans des pays comme le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda qui avaient initié des réformes visant la reprise et la gestion de la plupart des propriétés agricoles et des machines de transformation appartenant aux opérateurs du secteur privé. Les prix au producteur dans ces pays ont aussi été régulièrement révisés à la hausse et ils restent attrayants. Le marché mondial du thé semble s'être stabilisé et favorable pour une sous région qui contrôle plus de 10% de la production mondiale de cette culture.

## **3) Coton (fibre)**

113. Le coton est produit dans tous les pays de la sous région de l'Afrique de l'Est à l'exception de Djibouti, selon les rapports de la FAO. Cependant, la production et les exportations étaient restées faibles dans la sous région, depuis 1991, malgré les prix internationaux qui étaient restés favorables et les changements internes des politiques en vue d'accroître la production. La production est tombée de 145.000 à 120.000 tonnes de fibre en 1991 et 1993 à 114.000 tonnes en 1994. Les mêmes tendances ont été enregistrées dans les pays producteurs de la sous-région que sont la Tanzanie, l'Ethiopie, le Kenya, l'Ouganda et le Zaïre. En réalité, la production a fait un bond de 50 % en Ouganda entre 1990 et 1994, mais elle est restée au même niveau au Zaïre tout au long des quatre années passées.

114. La lenteur dans la fourniture des intrants et la légère sécheresse qu'ont connu la Tanzanie, l'Ethiopie et le Kenya ont ralenti les activités agricoles de -5,4, -6,6 et -20 % de points dans ces pays, par rapport aux réalisations de ces pays au cours des années précédentes. Par conséquent, la part de la sous région dans la production de l'Afrique Sub-



saharienne a baissé de 12,3 à 11,1 % et de 0,72 à 0,618 % des réserves mondiales.

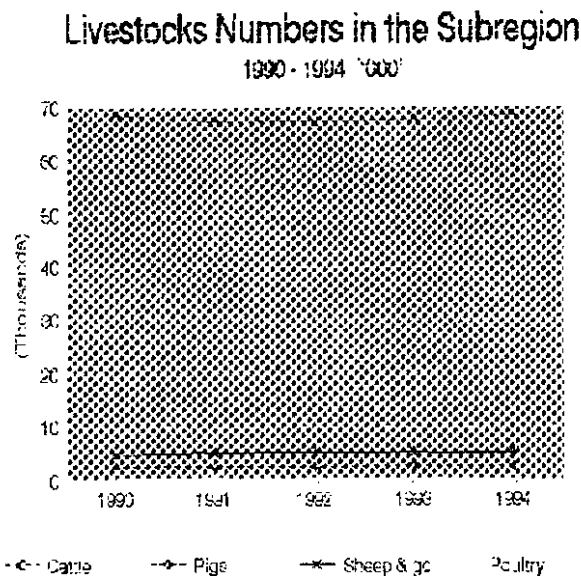
#### **Autres cultures industrielles majeures**

115. Les autres cultures industrielles produites dans la sous région sont le sucre et le sisal. Les récoltes de ces cultures ont toutes les deux diminué en 1994 et la moyenne de la production annuelle constituait 0,7% des réserves totales de sucre et 21 % de sisal. Djibouti est le seul pays qui n'a aucune production économique de sucre connue. D'autre part, seuls le Kenya et la Tanzanie contribuaient de presque 100% de la production totale de sisal dans la sous région. Dans les deux pays, il n'y a eu aucune croissance enregistrée, la production au Kenya a par contre stagné à 34000 tonnes métriques et elle a baissé en Tanzanie de 33000 tonnes métriques en 1993 à 30000 tonnes métriques en 1994. Dans toute l'Afrique Sub-saharienne, la production totale a présenté la même tendance de déclin allant jusqu'à -4,5 % en 1994.

#### **d) La production de l'élevage**

116. A partir du tableau suivant, le nombre de têtes de bétail de la sous région a continuellement baissé depuis 1990 et ne s'est redressé que légèrement en 1994. La tendance négative est imputable à la frustration des efforts des éleveurs par l'accroissement rapide des prix des moyens de production de l'élevage spécialement après la levée des contrôles dérégulation des prix et l'absence de matières premières nécessaires pour les besoins d'énergie et de protéines. La stagnation était plus évidente au niveau du nombre de têtes de bétail qui étaient de 68327 en 1994, soit l'équivalent de -1% de points de croissance par rapport aux chiffres de 1990. Le cheptel est resté plus ou moins stagnant en Ethiopie (à l'exception de l'Erythrée), le plus grand producteur de la sous région, avec 29450 en 1994.

117. En Tanzanie, le cheptel total est passé de 13047 en 1990 à 13376 en 1994. Un autre pays, grand producteur de bétail, à savoir le Kenya, a enregistré une certaine réduction allant jusqu'à 11000 têtes, soit plus de 20% de moins que le niveau de 1990.



118. Le nombre total de porcs, de moutons et de chèvres est resté le même en 1994 qu'en 1993. En même temps, leur contribution proportionnelle au cheptel total est restée relativement faible dans tous les pays producteurs bien qu'une croissance ait été enregistrée au Zaïre en ce qui concerne le nombre de porcs, tandis que l'Ouganda et la Tanzanie étaient à 1.130.910 et 336 respectivement en 1994. Ce sont les mêmes chiffres qui avaient été enregistrés en 1993. Certaines des raisons attribuées à cette stagnation de la production sont que l'élevage était essentiellement tenue par des paysans qui continuent de faire face aux mêmes difficultés en ce qui concerne les aliments pour le bétail. Dans les zones de fortes pluviosités, les éleveurs sont confrontés à la pénurie ou aux prix trop élevés des aliments pour le bétail. En outre, les nouvelles techniques dans le système d'élevage, ne sont généralement pas accessibles aux zones éloignées ainsi qu'aux éleveurs pauvres et nomades non instruits.

### **Aviculture**

119. Les stocks de volaille ont montré une bonne tendance quant à leur nombre entre 1990 et 1994. Estimée à 174 millions de têtes en 1994, la production a augmenté de plus de 9% depuis 1990. Seul environ 5 pays à savoir l'Ethiopie, le Zaïre, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda ont produit 93% de toute la production sous régionale. La production en baisse, qui a fini par se stabiliser dans ces pays, a réussi à réduire au minimum les fluctuations de la production de la sous région en 1994.

120. La performance de la production de ce sous secteur dépend essentiellement de la disponibilité des aliments pour bétail. Comme pour les autres domaines de l'élevage, l'amélioration des stocks par insémination artificielle n'existe pratiquement pas alors qu'un nombre disproportionné de vaccins et de médicaments vétérinaires ne peuvent pas être fabriqués localement, ce qui les rend inaccessibles aux éleveurs locaux.

121. Au cours des périodes de sécheresse, on enregistre un grand nombre de morts en séries, particulièrement à cause de la pénurie d'eau et la dépendance excessive par rapport à la nature en ce qui concerne la production et la transformation des aliments. Suivant une zone et un pays donnés, le coût des aliments constitue environ 80% du coût total de la production des oeufs, qui, ajouté au coût de l'équipement et des soins vétérinaires, pourrait constituer un facteur de découragement de tout le processus de production, spécialement lorsque les prix de vente ne sont pas suffisamment élevés pour compenser toutes ces dépenses.

**e) La pêche**

122. Des dix pays de la sous région, seuls l'Erythrée, Somalie, Djibouti, Kenya et Tanzanie ont une ligne côtière qui s'ouvre sur l'Océan Indien. Le Zaïre d'autre par, n'a qu'environ 40 kilomètres sur la côte et le reste des pays sont enclavés quoiqu'avec des volumes variés des eaux douces, de lacs et de fleuves. La production totale de la pêche et des produits de la pêche de la sous région s'élevait à 1180,6 tonnes métriques en 1994.

**Pêche et produits de la pêche en tonnage '000 tm'**

	1990	1991	1994*
Burundi	17	23	26
Kenya	142	199	219
Rwanda	3	4	4.8
Somalie	18	33	39.9
Tanzanie	377	400	484
Ouganda	245	255	213.3
Zaïre	162	160	193.6
Total	964	1074	1180.6

\* Sources nationales et estimations de la CEA

123. La production a été en hausse et a augmenté de plus de 22 % en 1994 par rapport à la production de 1990. La Tanzanie a produit la grande partie de la production totale de la sous région, principalement à partir des sources marines. La production des pêcheurs artisanaux constitue la grande partie des activités du secteur dans le pays et les performances ont baissé depuis 1990 suite à l'accroissement des prix du matériel de pêche et de sa rareté. Les prises totales ont donc augmenté juste de 27% par rapport à la position de 1990 pour atteindre quelques 484.000 tonnes métriques en 1994.

124. Au Kenya, Ouganda et Zaïre, le sous-secteur de la pêche a de véritables potentiels aussi bien comme source d'emploi que de protéines alimentaires, quoi que ce secteur ne soit pas encore bien reconnu en termes d'allocation de ressources. On estime la production totale du Kenya à environ 240.000 tonnes métriques venant essentiellement de l'eau de mer, des lacs intérieurs et des étangs. Le potentiel de production du sous secteur des eaux est estimé à environ 260000 tonnes métriques tandis que les prises totales actuelles sont de seulement 10000 tonnes métriques. Les exportations totales de poisson étaient de 14280 tonnes métriques et l'on espère un accroissement au cours des périodes de production de 1996-1997.

125. Le gouvernement de l'Ouganda encourage actuellement aussi bien les entreprises publiques que privées à exploiter les ressources de la pêche du pays et il a accompli quelques progrès dans ce sens. La production globale de 1994, cependant, a connu une baisse importante par rapport aux réalisations de 1990 en raison du mauvais état et de la limitation des activités de pêche au chalut sur les lacs Victoria et Kyoga. Le gouvernement Ougandais a aussi instauré des mesures de réglementation pour mettre fin à la pêche indiscriminée que pratiquaient les pêcheurs locaux. L'extension de la jacinthe, plante rapidement régénératrice de l'eau, a eu de effets néfastes sur l'industrie de la pêche locale sur les eaux lacustres du pays.

126. Au Zaïre, les prises totales essentiellement des lacs et d'autres eaux douces a fort augmenté à partir du niveau de 1990 qui était de 198 tonnes métriques pour atteindre approximativement 261 tonnes métriques en 1994. Une fois de plus, le travail accompli dans ce domaine est essentiellement artisanal et la désorganisation du marché et des infrastructures de stockage empêchent le secteur d'atteindre l'immense potentiel toujours inexploité. La même situation prévaut au Burundi, au Rwanda et en Somalie ou suite à la dissolution du système de gestion planifié en situation de guerres fratricides, le potentiel de production ne peut être atteint. L'Erythrée, avec une ligne côtière de plus de 1200 kilomètres, a quelques potentiels économiques de consommation interne et d'exportation. L'industrie de pêche érythréenne est en cours de redynamisation le long de la côte, en appuyant et en développant des communautés de pêche artisanale.

127. Le pays a entrepris la mise en place des chantiers de construction de bateaux, des infrastructures de stockage, de transformation et de classification. Des séminaires sont organisés à l'intention des pêcheurs en même temps que des prêts sont accordés pour réparer les bateaux existants et lancer des entreprises relatives à l'industrie de la pêche. La prise actuelle de poisson dans le pays atteint 4600 tonnes métriques alors que le rendement maximale réalisable est de 70000 tonnes métriques. Une bonne proportion de la production se compose de poissons pélagiques et démersaux.

**f) Foresterie et environnement**

128. La situation de la production aussi bien du madrier que du bois de chauffage représente des signes irréfutables de la baisse des potentiels de foresterie dans la sous région. En 1994, la production totale du madrier était de 201.027 tonnes métriques, soit un accroissement de 1,4% seulement par rapport au niveau de 1993, contre 6,3% d'accroissement en 1992. Au niveau des principales nations productrices de la sous région que sont l'Ethiopie, le Kenya, la Tanzanie et le Zaïre, la production a stagné en 1994.

**Production totale du bois dans la sous région 1990-1994**  
**'000' tonnes métriques**

Année	Madrier		Bois de chauffage	
		% de changement		% de changement
1990	183,624		155,111	
1991	189,169	3.0	160,030	3.1
1992	195,079	6.3	165,072	3.1
1993	198,087	1.5	166,998	1.2
1994	201,027	1.4	170,259	1.9

Source: FAO - State of Food and Agriculture, 1995 electronic product

129. L'accroissement de la production du bois de chauffage a suivi la même tendance, tandis que la production totale a fait un bond de plus de 3 % en 1992. L'état de la production a changé et a faibli pour s'arrêter à une croissance de 1,2 et 1,9 % de points en 1993 et 1994. Le rendement décroissant, même avec la croissance de la pression et de la demande, témoigne des conditions fragiles de la base de ressources forestières et du taux alarmant de leur détérioration.

L'exportation totale, spécialement du madrier, reflète aussi la situation de la production intérieure. En 1994, l'exportation totale a connu une légère baisse et cela signifie, pour les principales nations productrices, plus de difficultés et de réductions des recettes de devises étrangères.

130. La baisse du commerce du madrier résulte de la convergence de trois problèmes à savoir une demande intérieure accrue, la mauvaise gestion du système de plantation et de récolte, et les conséquences du déclin rapide des sources de l'offre - les forêts naturelles. Tout cela souligne la nécessité d'une réévaluation effective de toute l'approche aussi bien de l'offre que de la demande des produits des forêts naturelles. Il faudrait examiner la pression actuellement exercée sur l'environnement, spécialement dans le but de mettre fin aux effets de la mauvaise gestion sur les domaines qui affectent nécessairement la production future.

### **Déforestation**

131. A première vue, on voit une tendance évidente de la manière dont les difficultés économiques et sociales se manifestent sur les ressources forestières de la sous région. La croissance de la pauvreté et des problèmes sociaux ont obligé la population et les paysans pauvres à abattre les forêts pour chercher des moyens de subsistance dans la terre afin de survivre de la pauvreté traumatisante et pressante.

132. En outre, ces pauvres nations éprouvent le besoin impérieux de gagner des devises étrangères. La libéralisation extérieure accrue - pour orienter principalement la production vers l'exportation, a entraîné le triplement du taux d'exploitation de leurs forêts depuis la fin des années 1970. Sans vision ou sans faire attention sur les conséquences, les populations sont souvent obligées d'agir de manière irrationnelle pour survivre. Avec le traumatisme des guerres, des sécheresses et du nombre croissant des réfugiés, on estime que la sous région perd chaque année entre 0,5 et 1,8 % de la forêt tropicale.

## INVESTISSEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT - A QUEL PRIX

En réalité, chaque pays du monde contribue à la désertification du monde et en souffrira. La sous région de l'Afrique de l'Est ne fait pas exception. Ces pays souffrent aussi de l'effet de serre émis par l'utilisation du carbone comme énergie. Au lendemain de l'adoption du Programme-Action 21 par la CNUED à Rio de Janeiro du 8 au 14 juin 1992, les pays sont supposés imposer des mesures de réglementation en vue de protéger l'environnement. La convention, cependant, reconnaît que les pays riches en combustibles fossiles et qui en brûlent des quantités excessives ne devraient pas empêcher les pays les plus pauvres de relever leur niveau de vie en développant leur propre potentiel énergétique. Le charbon continuera ainsi à couvrir un pourcentage élevé, allant parfois jusqu'à 100% des besoins énergétiques de ces pays. Toute pression visant à accroître des alternatives non polluantes, comporte le danger d'entraîner d'autres problèmes dont la lourde charge financière et le retardement de maigres progrès industriels déjà réalisés. Ainsi, les effets de serre et la pollution de l'environnement constitueront toujours des problèmes.

L'accroissement du nombre de réfugiés posera aussi un problème majeur en ce qui concerne la déforestation et la transformation des terres agricoles en savanes. Dans les camps, l'incinération des ordures, les abus et l'utilisation excessive des ressources forestières et la destruction des matériaux non dégradables constituent une grande menace pour l'environnement. Cela veut dire que le monde ne peut gérer l'environnement et les variations climatiques que dans la coopération. Les activités visant à protéger les sols contre la dégradation, la réduction des terres en savanes, la désertification primaire et la déforestation, dans la mesure où elles concernent l'environnement, doivent recevoir une attention accrue et obtenir des financements dans le cadre de la structure globale prévue pour l'environnement. Les principaux bénéficiaires des fonds comme les groupes économiquement défavorisés tels que le Zaïre, la Tanzanie, le Kenya et l'Ethiopie répondent tous à cette condition. Le dilemme, dans chacun de ces cas, est qu'ils ont des intentions et des stratégies pour gérer le malaise écologique global, mais qu'ils ne peuvent recourir à un programme de redressement substantiel et aux mesures de réduction de l'émission de gaz carboniques que seulement si quelqu'un les aide à en payer les frais. Un plus grand engagement à la technologie doit aider les sources d'énergie alternatives à devenir une réalité dans les pays en développement. Les nations pauvres ne peuvent se permettre des changements à grande échelle qui n'ont pas encore prouvé leur valeur économique dans la vie journalière.

133. La possibilité pour ces pays de tenter d'appliquer une certaine forme de mesures de régulation et de renverser le processus n'existe pas. La possibilité d'orienter les ressources du nord vers le sud pour la protection des forêts et des autres richesses naturelles a été proposée. Un coup d'oeil aux autres instruments qui exercent un plus grand impact sur la manière de réduire les répercussions à long terme et de réaliser une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles mérite aussi une grande attention. La déforestation, la perte de la biodiversité et la mauvaise gestion des sols et les déchets dangereux accélèrent tous les changements atmosphériques, mettent en danger les terres et les ressources en eau et constituent un grave risque pour la santé de tous.

134. La question de la durabilité, cependant, a une connotation très spécifique pour les pays en développement dont les économies sont essentiellement rurales et agricoles et dépendent plus directement des ressources naturelles que celles des pays développés. Par conséquent, l'utilisation irrationnelle des ressources à diverses périodes et à différents degrés, a malheureusement exercé des effets directs sur la santé, la productivité et la durabilité de ces économies.

## **B. ENERGIE**

135. Au coeur des divers programmes de développement sous-régional et de subsistance continue au niveau des progrès du développement économique réalisés jusque-là, on peut citer l'énergie et la régularité de sa distribution. L'énergie a des liens avec les autres secteurs de l'économie et joue un rôle crucial dans le développement et la gestion économique quotidiens.

136. En 1994, il y avait des indications que la sous-région enregistrait des accroissements dans sa consommation de l'énergie à mesure que les économies reprenaient leur dynamisme. Cela est aussi rendu nécessaire par l'accroissement des besoins de développement et la rapide croissance démographique qui entraînent l'accroissement des activités à tous les niveaux. La hausse de la consommation entraîne l'utilisation de plusieurs formes de sources d'énergies même si la production n'a pas augmenté au même rythme, ce qui provoque la pénurie de courant.

### **a) Electricité, gaz et eau**

137. L'énergie aussi bien pour les besoins industriels que domestiques dans ces pays, provient de trois sources majeures à savoir le pétrole, l'électricité et le bois de chauffage. Les fournitures d'électricité pour la plupart des activités industrielles et environ 70-80% des besoins domestiques proviennent du bois de chauffage. D'autres sources d'électricité mineures sont notamment le vent, le soleil, l'éthanol, les sources géothermales, le charbon et la biogaz.

138. En 1994, la production globale de l'énergie a monté de 12,9% avec une valeur totale atteignant 385,73 millions de dollars E.U. contre 342 millions de dollars E.U. en 1993. Cependant, la contribution de ce secteur à la production intérieure brute a baissé en 1994



pour atteindre juste 14% par rapport aux 16,8% de 1990. A mesure que le PIB a augmenté, la demande a aussi augmenté, même si la production de l'énergie ne s'est pas accrue au même rythme, ce qui a entraîné de fréquentes coupures d'électricité dans certains pays.

139. En Ouganda, l'énergie électrique totale générée en 1994 s'élevait à 1017, 9 millions de kilowatts, soit une augmentation de quelques 4% par rapport à la performance de 1993. La grande partie de cet accroissement provient de l'eau dont on dit que l'Ouganda possède en abondance et qui a permis de maintenir la croissance depuis 1990.

#### b) Pétrole

140. Les produits pétroliers constituent une principale source d'énergie dans ces pays pour les activités industrielles, de transports et d'éclairage. Les besoins nationaux de cette source d'énergie sont entièrement couverts par les importations.

141. La structure de consommation de l'énergie dans les pays de la sous région est resté pratiquement stable et les principales sources étaient le pétrole et la biomasse. La production locale du pétrole n'existe pratiquement pas, ce qui fait que les besoins sont essentiellement couverts par les importations.

142. Il n'y a pas beaucoup d'activités de production dans la sous région. Au Zaïre, la production de pétrole tend vers la hausse et devrait passer de 30000 bpb en 1995 après une moyenne d'environ 29000 bdd en 1994. La production de l'année dernière, d'environ 1,45 tonnes métriques, a marqué une nette amélioration par rapport à l'année précédente dont la production avait chuté de 1,14 tonnes métriques suite aux pillages et aux destructions qu'a connues le pays.

143. Les activités d'exploitation offshore ont repris au Zaïre et compensent déjà la baisse enregistrée dans plusieurs domaines. Les découvertes et les réserves offshore pourraient atteindre jusqu'à 80 millions de barils suivant des estimations de sources indépendantes. Chevron investit ainsi quelques 500 millions de dollars E.U. dans les points d'exploitation offshore appartenant à ses divisions locales. Cela implique des estimations de la production d'environ 1,5 tonnes métriques en 1996 et presque le même tonnage en 1997, pour le Zaïre seulement. En 1997, la production va stagner dans la mesure où aucun gisement d'une activité économique d'envergure n'est en vue; mais des activité d'exploration et de nouveaux investissements empêcheront encore la production de descendre par rapport aux niveaux actuels.

144. Au Kenya, le pétrole fournit plus de 80 % de toute l'énergie pour les secteurs commercial, industriel, de transport et de l'agriculture. En 1994, les importations auraient augmenté à cause de la détérioration de la valeur du Shilling kényen par rapport aux devises étrangères. La demande des produits pétroliers a ainsi légèrement augmenté de 1,2% en 1994 et elle a baissé de 4,2% en 1995 par rapport aux niveaux de 1993.

145. La baisse de 1995 était le résultat d'un ralentissement de la consommation du gaz liquéfié, de la gazoline, du kérosène et du gazole. Le carburant diesel pour les automobiles et les activités industrielles par contre, a connu quelques accroissements de la demande totale en 1995. La capacité électrique atteint 842 mégawatts. La génération de courant cependant,

est confrontée aux problèmes des coûts élevés des infrastructures de la centrale de mazout en périodes de sécheresse.

### **Perspectives du Secteur - 1996 et 1997**

146. Le courant électrique et le pétrole couvraient le gros des besoins d'énergie pour les activités industrielles et commerciales à travers la sous-région en 1994. Il y a aussi un grand potentiel d'exploitation d'autres sources d'énergie nouvelles et renouvelables comme le vent solaire, le biogaz, le gazole et l'énergie géothermale.

147. En tant que stratégie globale pour le secteur de l'énergie, un bon nombre de pays de la sous-région ont axé leurs programmes de développement sur l'accroissement des capacités disponibles, l'exploitation durable et la conservation de la biodiversité et des ressources d'énergie renouvelable. La vague de violences ethniques qui a conduit aux multiples assauts sur les équipements de distribution d'eau et d'électricité se calment dans des pays comme l'Erythrée, l'Ethiopie, la Somalie, l'Ouganda et le Zaïre.

148. A Djibouti, la Caisse française de développement (CFD) a approuvé un montant 61 millions de FF (12 millions de dollars) de prêt pour l'Electricité de Djibouti à la fin du mois de décembre, en vue d'aider à mettre place la capacité de la Centrale électrique de Boulas dans les banlieues de Djibouti. Ce montant représente les trois quarts des 87,3 millions de FF nécessaires pour le projet relatif à un nouveau groupe électrogène diesel de 11,5 Mw, la rénovation de beaucoup d'équipements et la fourniture d'un appui institutionnel, les opérations de réseau et la formation.

149. L'Ethiopie a commandé le travail pour commencer la production de 65.000 t/an de carburants pour les automobiles et pour les ménages dans la région de l'Ogaden. Le début de la production est programmée pour le mois d'août 1997. D'autres projets doivent aussi arriver à 21000 t/an de LPG. 16.000t de gazole, 12.000t de carburant diesel et 15000t de kérosène. La consommation nationale de butane sera quadruplée, mais ces nouveaux rendements couvriront 50% des besoins de Kérosène et de diesel de tout le pays et fourniront tout le gazole nécessaire à la partie Est de l'Ethiopie. Cela permettra de réduire les importations totales de 10% et le volume de bois de chauffage qui est régulièrement brûlé à des fins domestiques.

150. Le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et le Zaïre ont maintenu des degrés élevés de développement du secteur de l'énergie par rapport aux niveaux des activités économiques. Les bailleurs de fonds ont annoncé le décaissement de nouveaux crédits en 1996 allant jusqu'à 730 millions de dollars E.U. pour le Kenya. Séparément, le prêt de l'Association internationale de développement (IDA) pour le programme d'énergie installé depuis longtemps dans le pays, principalement pour l'électricité, vient d'être majoré de 100 à 150 millions de dollars. L'année 1996 devrait correspondre au lancement du programme de séparation des fonctions de production, de transmission et de distribution pour améliorer l'efficacité. Des appels seront officiellement lancés aux projets de Centrales électriques privées en vue d'accroître la capacité de production du Kenya de 335MW à partir d'aujourd'hui jusqu'à l'an 2000.

151. Le plus grand potentiel d'énergies, essentiellement hydro-électrique, de la sous région se trouve au Zaïre aux barrages d'Inga. Le grand projet d'Inga a une capacité potentielle totale estimée à 39.000MW de capacité installée, soit 80% du potentiel hydro électrique estimatif du site d'Inga. Des études aussi bien préliminaires que de faisabilité sont déjà terminées et la situation est que la Banque Mondiale, la BAD, les gouvernements d'Egypte et de Belgique ont tous accepté de participer au financement immédiat de ces projets.

152. Avec toutes les entreprises d'investissement, on estime que la production énergétique totale aura une légère amélioration en 1996, et une croissance plus accélérée en 1997. La vague actuelle d'investissements dans le secteur contribuera au changement global en 1996, tandis que les dépenses d'équipement majeures ne peuvent donner des résultats concrets qu'après 1998.

### **C. Mines et Carrière**

153. Dans le secteur des mines et carrières, les activités ont en quelque sorte stagné comme les niveaux de production sont restés les mêmes en 1994, tout comme en 1993. Les gisements de minerais de beaucoup de pays peuvent être considérés comme des quantités non économiques. Seul le Zaïre possède des gisements économiques importants de certains métaux et d'autres minerais, de telle sorte que le secteur contribuait d'environ 12,6% au produit intérieur en 1990.

154. Le PIB du Zaïre et le secteur des mines ont chuté depuis 1990 et ont continué la descente, même si la baisse était plus importante pour les mines. Par conséquent, la contribution de ce secteur à l'économie du Zaïre est tombée à juste 4,6% en 1994. C'est la principale raison par laquelle, en 1994, la performance économique du pays a stagné, ainsi que sa contribution à l'économie aussi bien nationale que sous-régionale.

155. Les activités des mines et carrières au Burundi, Somalie, Tanzanie, Ouganda et Kenya se sont accrues en 1994 par rapport aux performances de 1993, ce qui a compensé en petites quantités les fortes baisses de la production du Zaïre. En Ethiopie, le secteur a connu un léger déclin. Tous les accroissements étaient modestes et insignifiants du point de vue économique si l'on considère leurs potentiels généraux qui sont relativement minimaux en termes de volumes.

### **Principaux minerais**

156. Le stock de métaux et d'autres minerais est limité aux modestes dépôts de diamant, de cuivre, d'or, de zinc, d'étain et de pétrole. La plupart sont concentrés au Zaïre et en raison de l'inefficacité de l'exploitation et du système de gestion, la production a baissé en 1994. En 1994, la production totale de chacun des produits suivants, à l'exception du diamant, était en dessous des niveaux atteints il y a trois ans, en 1992.

#### **1: Le diamant**

157. La production du diamant, dans le seul grand pays producteur de la sous-région, le Zaïre, s'est bien redressée en 1995. Le rendement total s'est accru de 36% pour atteindre 22.024 carats contre 16.259 et 15.150 en 1994 et 1993. La production des artisans

représentait environ 75 % de la production de 1995 par rapport aux sociétés de l'Etat comme la société minière de Bakwanga (MIBA) qui a enregistré une production de 5,7 millions de carats seulement au cours de la même période. La production des autres pays est faible et leurs activités d'exploration doivent encore donner des résultats significatifs.

## **2. L'or**

158. La production de l'or s'est aussi redressée en 1995 après une baisse en 1994, bien que le produit total n'atteint pas encore le niveau de 1993. Le Zaïre, principal producteur, a enregistré un rendement total de 1,2 et 0,78 millions de kg en 1995 et 1994, contre 1,5 millions de kg en 1992. La bonne performance de 1995 était le résultat de l'accroissement de l'investissement privé dans le sous-secteur. Cependant, les activités auraient été gâchées par la mauvaise gestion et les activités illicites autour des zones minières.

159. Selon le rapport de la société minière et industrielle du Kivu (SOMINKI), en février 1995, 1.35 kg d'or, soit 14 % de la production totale de la société en 1995, auraient été volés en novembre et décembre 1994 dans son usine de transformation de Kamikunga dans la région de Mwenga. L'incapacité de la police et de la sécurité de la société à attraper les auteurs de ce vol continue à fort préoccuper les investisseurs.

160. L'exploitation de l'or s'est vite développée en Ouganda en 1991 grâce à la libéralisation des codes régissant l'exploitation et la commercialisation des mines. Les rendements ont cependant diminué à mesure que les gisements s'épuisaient et d'autres investissements dans les activités d'exploration n'ont pas encore donné de résultats. Les activités en Tanzanie, Ouganda, Ethiopie et Erythrée n'ont pas sensiblement repris en raison du manque d'investissements suffisants.

## **3. Le Cuivre**

161. La production et la commercialisation du cuivre sont en baisse depuis 1990, principalement à cause de la concurrence croissante entre les producteurs et des prix internationaux défavorables.

162. La production de 1995 et 1994 a été pour le Zaïre la pire de toutes les cinq dernières années avec un volume total qui a stagné à un peu plus de 33000 tonnes métriques. Le processus de redressement du sous-secteur minier a été perturbé par les conflits politiques, les insurrections et les vols qui ont poussé la Gécamines à déclarer une situation de force majeure en 1991. Depuis lors, la production a commencé à diminuer peu à peu, jusqu'à atteindre le niveau le plus bas en 1994 et 1995.

163. Les activités minières de l'Ouganda, dans ce sous-secteur, sont très réduites depuis l'effondrement de la société nationale des mines de cuivre de Kilembe au début des années 1970.

## **4. L'argent et le Zinc**

164. Le redressement de la production de l'argent et du zinc a également connu une forte

baisse en 1995 et 1994 par rapport aux chiffres de 1993 et même de quelques années plus tôt, en 1990. Au Zaïre, seul pays produisant des quantités économiquement acceptables, les réalisations totales s'élevaient à 1.300 tonnes métriques en 1995 et 1000 en 1994 contre plus de 10.000 tonnes métriques en 1993. La production du Zinc a montré quelques améliorations par rapport aux chiffres de 1994 allant de 2500 tonnes jusqu'à 4500 en 1995. Les deux résultats restent de loin inférieurs à la production d'avant 1993. Pour les mêmes raisons, dans l'ensemble, les activités minières du Zaïre ont souffert des instabilités politiques cycliques, du fait que la population active est fort inclinée vers la violence à cause des faibles revenus et des problèmes économiques chroniques liés à la mauvaise gestion des infrastructures publiques qui décourage l'investissement.

#### **5. Le Cobalt**

165. En 1995 et 1994, la production du Cobalt a repris sa croissance par rapport aux mauvais résultats enregistrés en 1993. Le volume total de la production du Zaïre a fait un bond de plus de 13,8% pour atteindre 4100 tonnes en 1995. Il s'agit d'une amélioration soutenue par rapport aux mauvais résultats de 1994 et 1993. Le flux croissant des capitaux privés apportés par des investisseurs étrangers et la société privée Gécanimes a contribué à cette croissance.

#### **6. La chaux et le gypse**

166. Des gisements abondants de calcaire et de gypse existent aussi en quantités variables dans la sous-région. En outre, il existerait aussi du pouzzolane dans les pays de cette sous-région; le Kenya et le Zaïre peuvent produire du ciment en grande quantité. Le Kenya produit actuellement 1,4 millions de tonnes de ciment. Avec une production légèrement inférieure à un demi million de tonnes en 1990, les chiffres de la production du Zaïre ont continué à chûter jusqu'à 0,154 et 0,194 millions de tonnes en 1994 et 1995.

167. La production totale de la chaux et du gypse a aussi repris sa croissance en Ouganda. Le niveau de production continue sa tendance ascendant depuis 1992 et 1993. Le niveau de gisements de gypse de la Tanzanie est aussi acceptable.

#### **D. Manufacture**

168. Un certain dynamisme a commencé à apparaître dans le processus d'industrialisation et de la manufacture au niveau des pays de la sous-région. La tendance positive du secteur manufacturier et les taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière en 1994 constituent une bonne base de cette conclusion.

**Indicateurs de la performance du  
Secteur manufacturier par  
Sous-région 1980-1995  
(Pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est)**

Pays	Taux de croissance moyens		1993	1994 <sup>a</sup>	1995 <sup>b</sup>	Part dans le PIB total 1994
	1980 - 1990	1990 - 1993				
Burundi	9.7	1.5	-3.1	9.6	6.7	1.3
Djibouti			2.4	2.8	2.4	
Ethiopie*	3.7	2.0	2.9	3.6	4.1	2.5
kenya	4.8	2.3	1.8	4.0	4.9	5.8
Rwanda	1.4	1.6	-1.2	-15.0	1.8	2.0
Somalie			-5.0	5.0	5.2	
Tanzanie	-1.4	4.5	7.4	5.3	6.1	0.7
Ouganda	5.3	7.0	3.7	3.9	3.4	1.3
Zaire			-11.5	-4.2	-3.2	

Source: UNIDO - Industrial Development - Global report 1995

b - Projections

169. En 1994, le secteur a enregistré un accroissement de 27% par rapport aux performances combinées de 1993. La faible, quoiqu'importante, croissance réalisée dans ce secteur marque le début d'un nouveau profil de la manufacture de la sous-région. Même si les contributions totales au PIB sont restées faibles, 7,2% seulement, le fait que le secteur a commencé la reprise est un point positif.

170. Dans les pays comme le Kenya, qui ont une forte base industrielle, le secteur vient juste de rompre la tendance à la baisse qui avait commencé depuis 1993. Les activités du secteur manufacturier se sont ainsi accrues de 1,9% en 1994, soit une légère amélioration par rapport à la croissance de 1993 qui était de 1,8% seulement. Cette reprise est attribuée à la réévaluation, par le gouvernement, de sa stratégie manufacturière en vue d'une orientations accrue vers les exportations et la mise en place des zones de traitement des exportations et de la manufacture sous licence. De petites difficultés à s'ajuster dans la compétition contre les importations après les réformes économiques et la libéralisation des importations et des systèmes de paiement, ont aussi contribué à ces résultats modestes de 1994. Le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) du pays s'est redressé, passant de 1,8% en 1993 à 4% en 1994.

171. Les taux de croissance annuels de la VAM se sont aussi sensiblement améliorés au Burundi, en Ethiopie, en Ouganda, en Tanzanie, en Somalie et au Zaïre. En 1994, le taux de croissance de la VAM au Burundi est passé de -3,1 % en 1993 à 9,6 %, en Ethiopie de 2,9 à 3,6 %, Ouganda: de 3,7 à 3,9 %, Somalie: de -5 à 5 % et seuls le taux du Zaïre reste néanmoins négatif avec -4,2 % par rapport à -11,5 %. Les chiffres disponibles montrent que seul le Rwanda a connu des baisses importantes en 1994. La raison évidente est l'instabilité politique qui a ravagé le pays depuis le début des années 1990. Dans l'ensemble, la part de la VAM au PIB a varié de 0,7 % en Tanzanie à 5,8 % au Kenya.

### **Structure du Secteur manufacturier**

172. Les industries à base agricole ont dominé le secteur en 1994. La transformation des produits alimentaires, des boissons et du tabac constituaient plus de 45 % des activités du secteur manufacturier. Les produits textiles totalisaient 7 % là où la transformation du métal et du bois constituent des activités de moins d'importance. Le gros des produits vient du Kenya qui possède une meilleure structure industrielle par rapport à ses voisins de la sous région. Bien qu'elle soit bonne, la performance de ces années indique un manque de progrès significatifs dans la diversification des économies, mesuré par le volume absolu des produits et le pourcentage du secteur dans le PIB.

173. Le secteur manufacturier et les infrastructures dans la plupart des pays, spécialement ceux qui viennent de sortir de longues périodes de guerre comme l'Erythrée, l'Ethiopie et l'Ouganda et ceux qui en souffrent encore sont considérés comme étant très mauvais. Il y a des faiblesses structurelles qui comprennent notamment l'insuffisance des investissements, la vétusté des machines, de la technologie et des autres moyens de production essentiels. Comme le monde et l'Organisation mondiale du commerce se préparent à la libéralisation mondiale du commerce, la plupart des entités performantes sont encore plus défavorisées. Elles sont confrontées à une rude compétition de la part des importations à bon marché provenant des pays avancés, au risque de renvoyer ces pays des années en arrière dans leurs efforts d'industrialisation.

### **E. Transports, Communications et tourisme**

174. A mesure que les difficultés économiques s'aggravaient dans beaucoup de pays et que d'autres étaient confrontés aux instabilités et aux guerres, le secteur des transports, des communications et du tourisme a été complètement laissé dans un état négligé et hasardeux. Depuis 1990, la contribution du secteur au PIB a baissé, bien que les perspectives indiquent une hausse au cours des prochaines années. En 1994, la contribution du secteur au PIB de la sous région était seulement de 5,81 % représentant une valeur totale de juste plus de 1,6 milliards de dollars. Cela représente une croissance de 27,9 % par rapport aux chiffres de 1993, ce reste en deça du niveau de 1990 lorsque la contribution du secteur excédait 7 % et que la valeur totale atteignait 1,8 milliard de dollars EU.

175. Parmi les points saillants des récents développements dans chaque pays de la sous-région, on peut citer les performances du Kenya et de l'Ouganda. Le secteur a connu une importante reprise au Kenya en 1994, après une décélération aiguë en 1992, jusqu'à une valeur de 660 millions de dollars E.U. Cela représente une hausse de 100 % par rapport aux

chiffres de 1993. Cette amélioration est comme un résultat de plusieurs initiatives et programmes qui ont été entrepris par le gouvernement du Kenya pour mettre en place de bons réseaux routiers en vue de stimuler ses propres économies et faciliter le commerce intrarégional. Des programmes comme le "Rural Access Road Programme (RARP)" et "Minor Roads Programme" ont joué un rôle crucial dans le développement du sous secteur des routes, ce qui portait le réseau routier total, de diverses catégories, à 63,500 km en 1994.



### Transport par voie d'eau intérieure

#### Un moyen de surmonter certains problèmes des pays des Grands lacs

Les difficultés auxquelles sont confrontés les pays de la sous-région sont souvent aggravées par les contraintes de transports. Cela est encore plus graves pour les pays sans littoral dont les activités commerciales sont souvent affaiblies par le coût élevé du transport. Un autre facteur étroitement lié à ce dernier est leur éloignement et isolement par rapport aux marchés mondiaux et leur dépendance vis-à-vis des services de transport de transit pour acheminer les importations. Le groupe des pays enclavés de la sous-région de l'Afrique de l'Est, plus particulièrement ceux qui sont autour des grands lacs Kivu, Tanganyika et Victoria, ont néanmoins plus de chance d'avoir les lacs intérieurs bien connus qui sont aussi de dimensions transfrontières et qui pourraient servir de moyens de transport de marchandises en transit à bon marché. Les lacs Tanganyika et Kivu touchent le Zaïre, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Le lac Victoria de l'autre côté passe par l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie, ce qui implique une grande opportunité de transport maritime pour les échanges commerciaux à un prix beaucoup meilleur que ce qui existe actuellement.

Le MULPOC de Gisenyi/ECA a reconnu ce potentiel et initié en septembre dernier, à Kinshasa, Zaïre, un séminaire sur les entreprises de transport sur ces lacs. Les pays comme l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda sont enclavés, et le Zaïre tire un peu plus vers l'Est avec 10km seulement de ligne côtière et les trois quarts peuvent facilement être considérés comme enclavés. En même temps, le seul territoire du Zaïre a approximativement 2646km de fleuves accessibles toute l'année aux grandes embarcations fluviales et autres qui totalisent environ 26475km de voies navigables. Cela s'ajoute aux 1030km sur le lac Tanganyika, 470km sur le lac Kivu et autres. Des 470km du lac Tanganyika, 30 à 40km intéressent le Zaïre, le Burundi et la Tanzanie. Des situations analogues s'appliquent à beaucoup d'autres pays. Ainsi, des cargaisons, à destination de beaucoup de pays, spécialement en provenance de l'Asie, pourraient facilement transiter par les pays voisins de la sous région.

Ces faits font de la mise en place des systèmes de transport lacustre et de la conteneurisation une question d'importance cruciale. Elle allègerait les pays de la charge des coûts élevés de transport, réduirait l'utilisation excessive des réseaux routiers et faciliterait l'échange des marchandises dans un système de coopération qui favoriserait les économies d'échelle dans la production.

Une chose est claire, cependant, la possibilité de la réussite de cette opération de transport par voie d'eau intérieure sur ces lacs, sera invariablement fonction de l'exactitude des estimations des niveaux potentiels de trafic disponible et de l'efficacité des systèmes de gestion, de fonctionnement et d'administration sur le terrain. Aussi, les pays concernés devraient prêter main forte aux séries de recherches sur le terrain et d'études de faisabilité déjà initiées pour leur compte par le MULPOC de GISENYI/CEA en vue de réaliser pleinement les avantages de ces réseaux de transport par voie d'eau intérieure encore sous-développés.

176. L'Ouganda a aussi réalisé une hausse de 49,9% dans ce secteur, essentiellement grâce à l'action prise par le gouvernement pour la réhabilitation et l'extension des réseaux routier, ferroviaire, maritime, aérien, des postes et télécommunications existants. Le volume de marchandises acheminées par voie ferrée a plus que doublé en 1994, passant de 130 millions de tonnes - km l'année précédente à 387 millions. Le nombre de véhicules (toutes catégories) a augmenté de 60.000 à 74.047 tandis que le nombre de passagers voyageant par avion a enregistré quelques progrès au cours de la même année.

177. Les performances du secteur ont légèrement augmenté à Djibouti, Somalie et Tanzanie. Le Burundi a plutôt stagné. Une véritable baisse a été enregistrée en Ethiopie, Rwanda et Zaïre où le secteur a connu un déclin de 18,4; 2,4 et 2,5 % de points en 1994.

### Le tourisme

178. Un certain nombre de pays de la sous-région maintiennent une bonne réputation en tant que destinations touristiques de qualité et à bon marché, spécialement à partir de l'Europe et des autres pays non européens. Néanmoins la compétition se fait de plus en plus dure à mesure que de nouveaux marchés s'ouvrent en Afrique australe et en Asie et les pays membres de la sous-région font face aux problèmes de l'image et aux incertitudes politiques et sociales. Par conséquent, le nombre de touristes visitant la sous-région et les recettes totales de tourisme ont diminué en 1994 pour les pays suivants:

179. Pendant longtemps, le Kenya a enregistré des progrès dans le nombre de visiteurs étrangers, représentant environ 6% des visiteurs se rendant sur l'ensemble du continent. Le pays a développé ses produits touristiques et a atteint, en 1984, quelques 822.000 touristes. Les recettes totales ont grimpé de 4,9% pour atteindre 4,36 millions de dollars. Ce modeste accroissement a été attribué à la mauvaise publicité internationale et aux élections qui étaient en vue dans ce pays, qui aurait en amené quelques touristes à changer d'itinéraire.

180. La Tanzanie possède aussi un énorme potentiel de faune et de flore et ses attractions touristiques sont même plus élevées que celles du Kenya. Ce secteur, cependant, n'est pas assez développé et c'est pour cela que la Tanzanie est passée septième dans le classement des destinations touristiques en Afrique, par recettes annuelles brutes.

181. Les ressources et les potentiels du tourisme sont multiples et variés dans les pays de la sous-région. Les sites n'ont été sélectionnés que récemment et beaucoup d'entre eux ne sont pas encore développés. Aussi, la contribution du secteur aux économies en général était toujours très insignifiante en 1994, à l'exception de quelques uns.

## **II. SECTEUR DU COMMERCE EXTERIEUR**

182. Tous les pays de la sous-région, à l'exception du Rwanda, ont enregistré une certaine croissance des exportations en 1994. Cependant, à mesure que l'Afrique continuait sa décente en ce qui concerne sa part dans le commerce mondial, la sous-région a aussi souffert pour un certain nombre de raisons analogues.

183. En 1994, le pourcentage de la part des exportations totales de l'Afrique dans le

commerce mondial a baissé jusqu'à 1,9% contre 2,2% en 1990. Le Groupe des pays de l'Afrique de l'Est a aussi baissé de 4,7% dans sa contribution au commerce mondial entre 1990 et 1994. Les exportations à elles seules couvraient 56% des importations. Les produits synthétiques remplacent de plus en plus, en termes de volumes, les produits de base commercialisés dans ces pays.

184. En outre, la concurrence des économie en développement d'Asie a augmenté à un taux qui pourrait être considéré comme une menace pour la région. La part du café, du thé et du coton dans le commerce de la sous-région est un domaine actuellement menacé. Les prix se détériorent rapidement, indiquant une plus grande réduction des recettes des producteurs; et des cas où les recettes d'exportations ne couvrent qu'en petite partie le coût des intrants importés.

185. Le courant des tendances descendantes des exportations de la sous-région, les prix mondiaux des matières premières et les mauvaises conditions de production à l'intérieur, contribuent tous à aggraver la situation financière à laquelle ces pays sont confrontés. La dette a augmenté, le service de paiement pèse sur les besoins de capitaux pour le développement. Un élément plus remarquable était le niveau faible ou modeste des investissements étrangers et la baisse de la productivité imputable à l'insuffisance de l'entretien et au manque de facteurs de production. Outre le plus grand taux de croissance démographique, le flux actuel de financements extérieurs ne peut qu'alléger le problème, il ne peut pas rompre la dynamique de la pauvreté dans la sous-région, sauf si les pays reprennent une participation auto-suffisante dans le commerce mondial.

#### **A. Commerce**

186. En 1995, les exportations combinées de la sous-région ont enregistré une croissance de 24% après une baisse de 5% en 1993. La valeur totale des exportations s'élevait à 4422 millions de dollars de marchandises constituées en grande partie de produits agricoles. Cette performance accrue est le résultat de l'amélioration des conditions de production dans les pays grands producteurs des cultures commerciales.

185. L'Ouganda a plus que doublé ses exportations totales en 1994. La paix est revenue dans le pays et les prix du café ont fort augmenté au moment où le pays jouissait de bonnes pluviosités et d'un boom de production de café. Le déficit commercial, cependant, s'est aggravé à mesure que les importations augmentaient par grandes marges.

188. En 1985, le commerce d'exportation a augmenté de 31,49% en Tanzanie. Les recettes totales sont passées de 519,36 millions de dollars en 1994 à 682,92 millions de dollars en 1995. Alors que les recettes d'exportation auraient pu financer 39,65% des importations de 1994, les chiffres ont grimpé de 48,9% en 1995. Le volume et la valeur de toutes les cultures d'exportation traditionnelles, à l'exception du thé, ont légèrement monté en 1995. L'amélioration du ratio import/export en était le résultat ainsi qu'un faible ralentissement de la demande des importations en 1995.

189. Au Kenya, la valeur des exportations a augmenté de 35% en 1994, principalement grâce aux prix internationaux favorables des produits de base d'exportation. Les chiffres des importations ont aussi augmenté de 27% grâce à l'accroissement du volume des biens de

production et de consommation, l'accroissement de la valeur du shilling et un régime d'importations libéral. Cette situation globale a amélioré la position des paiements extérieurs en 1994 avec les réserves de devises étrangères équivalant à 3,6 mois d'importations.

190. Les exportations au Zaïre ont sensiblement augmenté au cours des trois dernières années, mais en 1995, elles n'avaient pas encore atteint les niveaux de 1991. En raison des problèmes internes, le Zaïre a enregistré une croissance de 28% de la valeur des produits d'exportation pour atteindre 1450 millions de dollars. Les importations ont connu une légère baisse de 1,6% essentiellement en raison des difficultés rencontrées dans le financement des déficits courants.

191. En 1994, la valeur des exportations a augmenté de 304 millions de dollars en Ethiopie. Cela représente une croissance de 25% par rapport à la performance de 1993. Cette croissance des exportations est aussi le résultat de l'amélioration des prix internationaux du café, des réformes du secteur agricole et des bonnes pluviosités au cours de la saison culturale. D'autre part, le rythme des importations a baissé après la hausse de 1992. Le total des importations en 1994 était évalué à 1125 millions de dollars EU contre 1138 en 1993. Cette baisse est imputable à la détérioration du transport et de l'importation d'autres biens capitaux.

192. En 1994, les exportations du Burundi, de Djibouti et de la Somalie ont dépassé de 15%, 9% et 27% respectivement, les importations de l'année précédente. Les importations ont aussi diminué dans tous ces pays pour des raisons diverses, ce qui a abouti à une amélioration globale de la balance de paiements. La seule exception fut le Rwanda où, en raison de graves perturbations de la production, de la commercialisation et du commerce organisé, les importations et les exportations ont subi des baisses à la fin de 1994.

## **B. Structure du Commerce des produits de base**

193. En 1994, 96% des exportations des dix pays de la sous région considérées étaient composées des produits de base. Environ trois seulement de ces pays, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda comptent une part importante, suivant les normes africaines, des produits manufacturés, du textile et de l'habillement dans leurs exportations. D'une manière générale, le café domine encore avec sa part globale de plus de 18%. La part des autres produits comme le thé, le coton, les cuirs et peaux est également élevée quoiqu'à des niveaux variés suivant les pays et suivant les années. Les importations traditionnelles constituaient environ 90% de toutes les principales exportations et les non traditionnelles prenaient environ 70%. L'Europe et les autres économies non africaines ont été les plus grands marchés des exportations traditionnelles, absorbant presque la totalité du produit, tandis que la petite proportion de marchandises non traditionnelles circulaient à l'intérieur et autour de la sous-région.

194. La composante des importations dans le commerce de la sous-région affiche des caractéristiques semblables à celles des exportations, à savoir que les proportions des produits industriels et des produits pétroliers sont très élevés. A l'exception du Kenya, tous les autres pays dépensent entre 25 et 60% des recettes d'exportations sur les produits manufacturés, les machines et l'équipement de transport. Les chiffres disponibles montrent qu'en 1994,

### Les effets de l'Accord du GATT sur les pays de l'Afrique de l'Est

L'Accord du GATT de 1994 constitue un cadre favorable pour les réformes internes du commerce international. Avec ce modèle du GATT, les pays en développement passent à des marchés plus ouverts avec moins d'intervention des gouvernements. En retour, l'assistance viendra sous forme de taux des droits moins élevés, de suppression de barrières non tarifaires, de moins en moins de subventions, de meilleures pratiques d'investissement et une plus grande protection des droits à la propriété intellectuelle.

Selon l'ONUDI, les importations des produits manufacturés par les pays en développement, soumis à des tarifs limités, ont augmenté de 13 à 61% de leurs importations. Les calculs ont montré que la moyenne des droits de douanes sur les produits industriels importés par les pays en développement se réduirait de 15,3 à 12,3%. Il est également envisagé que le programme de réductions tarifaires pour les pays en développement affecterait des importations évaluées à 306 milliards, ce qui est bien pour les pays pauvres.

A cet effet, beaucoup de pays africains ont déjà adopté des mesures de réformes qui devraient rabaisser les prix des produits manufacturés sur les marchés locaux, ce qui profitera aux collectivités rurales. Ce qui est malheureux, cependant, est que les pays de l'Afrique de l'Est ont une très faible base manufacturière. Pour pouvoir bénéficier des réformes agricoles ou commerciales, beaucoup d'investissements devraient être consentis pour améliorer les infrastructures de la sous-région qui se sont détériorées depuis les années 1960 et beaucoup plus rapidement encore suite aux récentes instabilités politiques. Tout comme le reste de l'Afrique, les récentes statistiques indiquent que la sous-région de l'Afrique de l'Est n'a pas bénéficié des récents flux de capitaux, particulièrement l'investissement direct étranger vers les pays en développement. La seule voie qui reste quasiment ouverte pour la sous-région, dans cette libéralisation commerciale mondiale, est le domaine de l'habillement et de l'industrie textile, en raison de l'élimination progressive de l'arrangement multi-libre et si les pays envisagent d'utiliser les matières premières disponibles en abondance. Il ne reste pas moins vrai, néanmoins, que ce seul domaine peut ne pas suffire pour ces économies dans un monde où la concurrence sera libre pour tous, surtout dans le domaine des produits manufacturés.

l'Ouganda a dépensé et jusqu'à 60% des recettes totales d'exportations sur ces produits seulement. La même situation s'applique à la Tanzanie, au Burundi, au Rwanda et au Zaïre. Les importations de l'Éthiopie, de l'Erythrée et de Djibouti tout surtout des consommables sous forme de produits alimentaires, de produits pétroliers et autres produits chimiques. D'une manière générale, très peu de produits non transformés figurent dans les importations, ce qui implique aussi un faible niveau des activités de valeur ajoutée au sein de ces pays.

### **C. Commerce intra-sous-régional**

195. Les difficultés croissantes au niveau des comptes de la balance de paiements et du coût des importations, spécialement en provenance de l'Europe et des nations industrialisées ont entraîné beaucoup de pays africains à se tourner vers le Sud. En conséquence, le niveau des échanges entre ces pays de l'Afrique de l'Est est actuellement très élevé. En outre, le groupe des pays de l'Afrique de l'Est échangent entre eux plus de marchandises aussi bien en termes de variétés de produit qu'en termes de volume.

196. En 1994, le commerce entre pays de la sous-région s'est en quelque sorte stabilisé à 12% des exportations totales du groupe. Le tableau qui suit démontre clairement qu'un niveau élevé de complémentarité existe entre ces pays.

Configuration du Commerce intra sous régional par principaux  
exportateurs, partenaires, valeur et pourcentages  
des exportations totales  
1994

Pays exportateur	Partenaire importante de la sous-région	Valeur des exportations vers la sous-région (millions de E.U.)	Part des exportations totales	Valeur totale des exportations du pays (millions de E.U.)
Kenya	Burundi, Djibouti, Ethiopie, Rwanda, Somalie, Tanzanie, Ouganda et Zaïre	366	22 %	1658
Djibouti	Burundi, Ethiopie et Somalie	66	74.1 %	89
Burundi	Djibouti, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Zaïre	27	15.4 %	175
Tanzania	Burundi, Kenya et Rwanda	26	5.2 %	494
Ethiopie*	Djibouti	11	3.6 %	304
Ouganda	Kenya et Rwanda	7	2 %	369
Rwanda	Burundi	1	1.3 %	72

\* Ethiopie (y compris l'Erythrée)

Source: IMF Direction of Trade Statistics Yearbook and ECA estimates

197. Ce tableau montre que presque chaque pays de la sous-région a soit exporté, soit servi de marché pour les biens produits par les autres pays membres. Le Kenya à lui seul a effectué des échanges pratiquement avec tous les pays de la sous région à concurrence d'un volume d'exportation total d'une valeur de 366 millions de dollars EU. Cela représentait 22% des exportations totales du pays. Cependant, cela représentait une légère baisse de la contribution du pays au commerce entre les pays de la région. La perte des parts du marché est liée à des causes importantes. La dissolution de la Communauté Est-Africaine en 1997, et la fermeture qui s'en est suivie de la frontière ente le Kenya et la Tanzanie et l'instabilité chronique qu'a connue l'Ouganda au cours des années 1970 et 1980 ont toutes accentué, la détérioration de la demande des produits d'exportation du Kenya jusqu'aux années 1990.

198. Djibouti a aussi des échanges substantiels avec la Somalie, le Burundi et l’Ethiopie et exporte quelques 74,1 % de ses produits d’exportation vers ces trois pays. Le commerce entre Djibouti et l’Ethiopie est principalement le résultat d’une complémentarité fonctionnelle entre les deux pays. Djibouti a accès à l’Océan Atlantique et constitue une voie rentable pour les produits à destination de l’Ethiopie, spécialement compte tenu du fait que les deux sont reliés par des voies routière et ferrée. Cela explique la dynamique du commerce de transit.

199. L’emplacement des autres pays sur diverses ceintures écologiques signifiait aussi qu’ils pratiquaient de très bons échanges commerciaux avec leurs voisins de la sous-région. Le commerce entre le Burundi et la Tanzanie s’élevait à une valeur de 27 millions et 26 millions de dollars, les échanges entre chacun et les autres pays de la sous-région totalisait 15,4 et 5,2 % de leurs exportations totales.

200. En dépit des problèmes rencontrés par des pays comme le Rwanda et la Somalie, ils arrivent encore à importer une part assez substantielle de leurs produits de consommation à partir des pays voisins. Les échanges entre le Rwanda et le Burundi se chiffrent à 1 millions de dollars, ce qui est très bien si on considère la capacité de production du pays pour l’exportation et tous les problèmes d’instabilité et de guerre. Il y a eu un accroissement de 1 % par rapport aux exportations totales du pays en 1990 et de 1,3 % en 1994.

201. La structure des échanges commerciaux entre ces pays est principalement orientée vers la catégorie SITC 5-9, produits manufacturés et parfois produits alimentaires. Cela reflète la structure analogue du commerce d’importation de beaucoup de pays africains.

202. Ce groupe de pays prospère dans l’abondance de ses richesses agricoles et naturelles. La sous-région produit une bonne partie du diamant, de l’or et d’autres métaux du monde. Ils sont dotés à des degrés variés de minerais et de capacités productives naturelles. Ainsi, ces différentes variations constituent une excellente opportunité de complémentarité et de coopération entre eux. Avec un mécanisme progressif et un équilibrage étudié du projet dans une approche par produit, au sein de chaque secteur, ils pourraient graduellement s’intégrer dans un marché vaste et viable.

203. Le pourcentage des produits alimentaires exportés vers les pays étrangers à la région équivalait à environ 72 % des importations alimentaires de la sous-région. Cela veut dire que des marchandises d’une valeur d’environ 2 milliards de dollars qui sont exportées par les pays membres de la sous-région sont réimportées par d’autres membres à partir des sources extérieures à la sous-région.

204. S’ils éliminaient toutes les barrières qui entravent le commerce des divers produits au sein de la sous-région, y compris la subvention des producteurs locaux, alors seule une petite partie de la production totale irait vers l’extérieur.

205. Il convient de souligner que la véritable mise en oeuvre de la coopération est entravée par les instabilités politiques et le factionalisme comme on en connaît au Burundi, au



Rwanda, en Somalie et ailleurs et parfois par des liens excessifs avec les anciennes puissances coloniales, plus particulièrement la France.

206. Le Kenya a une structure industrielle un peu plus avancée. Compte tenu du fait que la grande partie des importations du groupe consiste en produits manufacturés, l'entière production du Kenya pourrait être consommée au maximum et les capacités industrielles installées qui sont déjà sous-utilisées de 15% pourraient être exploitées jusqu'à 60%. L'immense potentiel de production et les débouchés qui existent pour les échanges commerciaux dans la sous-région représentent un pilier solide pour le démarrage de la coopération et de la croissance dans un proche avenir.

207. En l'absence d'obstacles majeurs, le commerce au sein de ce groupe de pays pourrait tout au moins atteindre 30% d'ici l'an 2025. Une attention particulière devrait seulement être accordée à l'exploitation des potentiels de production pour se compléter mutuellement et éliminer les limitations imposées par les différences de point de vue politique, les systèmes tarifaires non harmonisés, la multiplicité des monnaies, le système de transports et de communications non intégré pour un meilleur flux des échanges commerciaux.

208. Les économies extraverties de la sous-région, maintenues par la prédominance des intérêts internationaux, ont encore un long chemin à faire pour atteindre un niveau d'autosuffisance acceptable dans ce monde actuel de régionalisme et de blocs commerciaux croissants. Dans un court terme, la coopération dans les systèmes commercial et douanier devrait jouer le rôle de premier plan pour intégrer les marchés locaux qui sont en crise, les préparer à la concurrence internationale et les rendre viables, tout en développant des liens dans leurs économies.

#### **D. Balance de paiements**

209. En 1994, selon les estimations, la balance de paiements de la sous-région s'était détériorée par rapport à sa position de 1993. Les chiffres généraux de 1994 indiquaient une chute de 10,6% par rapport aux comptes de l'année précédente. L'accroissement des recettes d'exportation grâce essentiellement aux bonnes récoltes, au moment où les prix mondiaux ont aussi augmenté pour certaines produits, spécialement le café, et certaines entrées financières, compensait tout le déficit commercial et contribuait à modérer la détérioration de la balance de paiements. Même si les importations ont augmenté très rapidement, ces changements positifs ont empêché une baisse trop dramatique de l'ensemble de la balance de paiements.

210. Les comptes de la balance de paiements variaient pays par pays. Les estimations provisoires indiquent que le Burundi et le Rwanda ont principalement bénéficié des flux de l'aide dans la mesure où l'instabilité avait fort perturbé la production et l'exportation des principales cultures commerciales. La balance de paiements, cependant, ne s'est pas beaucoup améliorée parce que les besoins d'importations se sont beaucoup multipliés, détachant sur l'accroissement des coûts du transport et de l'assurance.

211. Il y a eu une tendance positive vers la réduction de l'écart entre les balances de paiements de la Tanzanie, de l'Éthiopie et du Zaïre. La Tanzanie a enregistré une très forte

demande des exportations alors que la croissance de ses importations diminuait relativement. Le cas de l'Ethiopie est le résultat de l'accroissement des transports. Par ailleurs, le Zaïre a reçu très peu de rentrées de capitaux et les importations totales ont sensiblement diminué, essentiellement par manque de devises étrangères. En 1994, le Kenya a connu une forte baisse de la balance de paiements globale. Les comptes indiquaient un surplus de 282 millions de dollars EU en 1993, mais qui a diminué jusqu'à 102 millions en 1994. Ces changements ont principalement été provoqués par la détérioration des comptes de capitaux du pays. Le compte de capitaux a baissé du surplus de 183 millions de dollars EU à 50 millions de dollars en 1994 à la suite de remboursements d'une grande dette et de la régression du programme de financement.

212. A Djibouti, Somalie et Ouganda, les balances de paiements ont connu une détérioration rapide entre 1993 et 1994. Le commerce de Djibouti est très petit et ainsi les fluctuations de la balance de paiements dépendent principalement de la variation de l'assistance financière, spécialement venant de la France. L'aide française n'est pas venue ces derniers temps, ce qui explique les récentes baisses des comptes. Le cas de la Somalie est principalement lié aux problèmes politiques prévalant dans le pays. Le total des sorties de fonds et de transferts non acquittés qui continuent de s'accumuler constituent certains des facteurs qui ont provoqué le grave déficit de la balance de paiements de l'Ouganda.

#### **E. Taux de change**

213. Les valeurs de beaucoup de monnaies nationales de la sous-région ont montré des signes de stabilisation par rapport au dollar et aux autres monnaies des pays industrialisés. Entre 1990 et 1995, il y avait des positions variées par pays sur le niveau du taux de change. Un bon nombre de ces pays sont en cours de réformes d'ajustement dont généralement la composante initiale implique le changement de régime de taux de change. Les changements prennent la forme d'une dévaluation nationale qui est destinée à redynamiser les activités de production et renforcer la compétitivité industrielle. La variété des actions, surtout au début des années 1990 jusqu'en 1993, était marquée par une libéralisation totale des taux de change, et des ajustements automatique des taux de change à l'aide des régimes de "parité mobile" et de "change flottant".

214. A mesure que la situation macro-économique s'est stabilisée dans ces pays, cependant, le Burundi, l'Ethiopie, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda ont réalisé une certaine stabilité dans la fluctuation de leurs monnaies par rapport au dollar des Etats Unis. Djibouti a continué de pratiquer le contrôle stricte du change avec des taux de change fixes, ce qui signifie qu'il n'y a pas eu de changement sur la monnaie depuis 1990.

215. Le Shilling Kényen a subi des variations dues à l'introduction de diverses mesures commerciales. Les mécanismes étaient variables, allant notamment des certificats de porteurs de devises étrangères (Forex Cs), au compte de rétention et commerce inter-banques en devises étrangères. Même le Shilling Kényen a montré certains signes de stabilisation dans la mesure où la fin de cette période, la moyenne oscillait entre 50 et 55 Shillings pour un dollar, en 1994 et 1995.

216. En 1993, de nouveaux billets de banque de très grandes coupures ont été introduits au Zaïre comme une sorte de réforme monétaire. Cela avait aussi pour but de réduire le volume de monnaie locale en circulation. En ce moment là on échangeait 3 nouveaux Zaïres contre un dollar E.U. A la fin de décembre 1995, cependant, le nouveau Zaïre s'est détérioré et a grimpé jusqu'à plus de 12000 pour un dollar, ce qui infligeait une nouvelle peur pour la contribution dans les transactions locales et un retour général de fortes pressions inflationnistes. Les fluctuations rapides avaient continué et les derniers chiffres disponibles faisaient état d'environ 80.000 nouveaux Zaïre pour un dollars EU.

217. Le Shilling Somalien a cessé de s'échanger officiellement après l'effondrement de l'autorité monétaire.

#### **F. Flux de ressources**

218. Tout comme la région de l'Afrique dans son ensemble, les pays de l'Afrique de l'Est n'ont pas bénéficié des récents flux de capitaux, particulièrement l'investissement direct étranger dans les économies en développement. En 1994, le flux des investissements directs étrangers dans la sous-région ne s'élevaient qu'à 9,6% du PIB combiné de la sous-région, juste au moment où il y avait un besoin croissant de ce genre d'investissement pour la reprise économique si nécessaire.

219. Les autres formes d'assistance ont aussi subi d'importantes variations. L'expansion de l'aide non liée à des projets ou des programmes et son évolution à partir de l'aide orientée vers des programmes à l'assistance basée sur la politique est certainement l'élément le plus frappant qui caractérisait l'aide au développement de ces pays au cours de ces dernières années.

#### **G. La dette**

220. Pour un ratio de solvabilité par rapport aux exportations s'élevant à 916,4% en 1994, la sous-région est reconnue pour la pression de son cumul et ses services de la dette. Le ratio du service total de la dette sur les exportations du groupe était trop élevé, atteignant 32,8%. La situation est particulièrement préoccupante dans les cas de la Somalie et du Rwanda.

221. En Somalie, la dette extérieure totale a en quelque sorte stagné depuis l'effondrement de l'autorité administrative et en 1994, elle s'élevait à 2,6 milliards de dollars. Cependant, comme la production des principales cultures d'exportation était perturbée par les problèmes politiques, les exportations totales du pays ont aussi dégringolé jusqu'à atteindre le ratio de solvabilité par rapport aux exportations de 2013%. Il semble qu'il n'y avait pratiquement pas ou pas du tout de progrès dans le paiement aussi bien des arriérés de la dette que de la dette principale du pays. La même situation prévaut au Rwanda où le ratio de la dette extérieure sur les exportations a aussi atteint des grandes dimensions allant jusqu'à 1871,2% en 1994. A 272,8%, le coefficient de la dette extérieure sur les exportations du Kenya s'est amélioré par rapport à sa position de 328,4% en 1994.

222. L’Ethiopie et Djibouti ont connu de légères améliorations de leurs coefficients de 642 et 61 % respectivement. En Ethiopie, la dette extérieure totale a grimpé à plus de 5 milliards de dollars EU en 1994 (à l’exception de l’argent dû à l’ancienne Union Soviétique). Tandis que le ratio du service de la dette restait inchangé, le ratio de la dette extérieure sur le PNB s’élevait à 108,2 % et celui de la dette aux exportations excédait 642 % en 1994. Ce léger changement est lié à la détérioration des termes de l’échange du pays, qui depuis 1980, n’indiquent aucun signe d’amélioration ni de croissance de nouveaux engagements.

223. Le Kenya s’était engagé à rembourser tout le principal et les changements de service qui en quelque sorte contribuaient à la détérioration du coefficient de la dette sur les exportations.

224. Le Burundi, la Tanzanie, l’Ouganda et le Zaïre ont tous connu quelques changements positifs dans leurs coefficients de la dette extérieure sur les exportation qui se maintenaient à 689,2; 870,2; 1008,2 et 1090 % de points chacun. Le redressement général de la production dans ces pays impliquaient que les exportations s’étaient accrues par rapport à l’année précédente. Le Burundi a fait l’objet de larges entrées de l’aide financière qui compensaient le déficit dans l’équilibre du commerce et de la dette.

225. L’Ouganda a eu l’avantage d’un boom de production du café au moment où la baisse de la compétition des producteurs de l’Amérique Latine, à cause des mauvaises conditions climatiques, a entraîné la hausse des prix internationaux. La demande des importations a ralenti en Tanzanie et aussi au Zaïre pour toutes les catégories de produits, essentiellement à cause de la baisse de l’appui aux exportations et des facilités de crédit des fournisseurs, au moment où les exportations reprenaient à la hausse. Tout cela explique les légers mouvements des coefficients de leurs exportations par rapport à la dette.

226. Même si les pays du tiers monde et les pays les moins développés du monde ont bénéficié de diverses innovations de l’allègement de la dette, sous forme de restructuration des programmes de la dette existants, la suppression totale de la dette bilatérale et les échanges de créances et des monnaies, cela n’a pas réussi à réduire d’une manière appréciable cette charge. Plutôt, d’autres solutions plus fondamentales pour appuyer leurs potentiels de production locale et leurs mesures d’accroissement des revenus, particulièrement en ce qui concerne les prix des produits de base, qui en soi constituent un obstacle structurel, devraient être révisées pour leur permettre de rembourser ce qu’ils doivent et commencer à contribuer positivement à l’économie mondiale.

**Situation de la dette et des exportations**  
**dans la sous-région**  
**Millions de dollars EU**

	1990	1991	1992	1993	1994
Dette	34,549.5	36,444.6	36,577	37,987.7	39,403.2
Exportations	3,753	3685	3,765	3,567	4,422

Source: Calculated from World Debt Tables and IMF-IFS.

**III POLITIQUES FISCALES, DÉVELOPPEMENTS MONÉTAIRES ET PRIX AU CONSOMMATEUR**

**A) Politiques fiscales**

227. La tendance actuelle des politiques et préoccupations fiscales au sein des pays de la sous-région est conforme à la ligne de réalisation de la discipline fiscale, de l'équilibre budgétaire progressif et de la masse monétaire pour combattre les effets de l'inflation. Le besoin d'amélioration des comptes du secteur financier a aussi acquis une importance capitale. Cela vient au moment où la plupart de pays se sont embarqués dans la restructuration de leurs économies pour répondre aux exigences des programmes d'ajustement structurel parrainés par le FMI et la Banque mondiale. En ce qui concerne les chiffres connus, un accent particulier est mis sur la réduction simultanée des dépenses, et l'accroissement et l'amélioration de la collecte des revenus pour combler le trou des finances publiques. Le système global envisage que la nouvelle approche maintiendra les déficits fiscaux à des niveaux acceptables et limitera la montée des autres déséquilibres de l'économie, spécialement la croissance de la masse monétaire.

228. Certains de ces pays ont aussi révisé leurs codes fiscaux pour mettre l'accent sur les impôts indirects et une taxe à la valeur ajoutée (TVA) flexible par opposition aux impôts directs. Le nouveau système vise à accélérer la mobilisation de l'épargne intérieure pour encourager les investissements, éventuellement avec des effets multiplicateurs de production de plus de revenus. Ainsi, le ratio du déficit par rapport au PIB a montré quelques améliorations dans certains pays tandis que les taux de croissance du déficit stagnaient dans d'autres.

229. Le tableau suivant reflète les tendances mixtes de 1994 sur les comptes budgétaires des pays de la sous-région pour lesquels les données étaient disponibles.

**Tendances budgétaires des pays sélectionnés de la sous-**  
**région, leurs rapports avec le PIB et les taux**  
**de croissance en 1993 et 1994 (Pourcentages)**

Pays	% PIB						Taux de croissance					
	Revenus		Dépenses		Déficit*		Revenus		Dépenses		Déficit*	
	1993	1994	1993	1994	1993	1994	1993	1994	1993	1994	1993	1994
Burundi	19.9	18	18.6	15.4	1.3	-2.8	9.4	-2.8	6	-10.12	91.6	96
Ethiopie	11.9	14	19.6	27.4	7.2	8.4	41.56	27	41.24	50.5	32.5	25.5
Kenya	21.04	23	27.09	29.1	3.6	3.3	21.3	33.6	35.7	31.2	40.9	13.5
Tanzanie	11.68	13	24	26.7	8.08	7.4	-5.4	47.7	28.7	44.4	107.7	19.8
Ouganda	7.8	8.4	19.2	17.7	3	3.6	54.9	35.6	27.7	18.3	-42	54
Zaïre	7.8	3	35.52	5.7	27.9	2.4	66.6	-60.4	49.5	-85	45.4	-93

Source: IMF - International Financial Statistics and ECA calculations

Les différences entre les déficits présentés et les déficits réels, si applicables, proviennent des dons et des prêts moins les remboursements qui ne sont pas inclus dans le revenu mais sont reflétés dans le calcul des dépenses totales.

**a) Budget**

230. Partant du tableau qui précédé, il y eu une amélioration de la collecte des revenus en Ethiopie, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda en 1994. Seuls le Burundi et le Zaïre ont en réalité enregistré une certaine baisse de leurs recettes de 19,9 et 7,8% du PIB en 1993 à 18 et 3% en 1994 respectivement. Il n'y a eu aucun changement particulier dans ces pays comme la plupart tournaient au tour de 2% de croissance seulement en 1994, par rapport aux progrès réalisés en 1993. Le taux de croissance le plus élevé de la collecte des revenus a été enregistré en Tanzanie où après une baisse de 5,4% en 1993, le total des revenus de 1994 atteignait 47,7%. La croissance des revenus au Kenya était de 33,6% contre 21,3% en 1993.

231. Au Burundi et au Zaïre, les collectes ont sérieusement baissé et, à -2,8% et -60,4% de points en 1994, les recettes totales représentaient une réduction absolue par rapport aux années précédentes. Par ailleurs, l'Ethiopie et l'Ouganda ont connu des taux de croissance de 27 et 35,6% de leur collecte de revenus, ce qui était moins favorable que les résultats réalisés par les deux pays en 1993, où ils atteignaient 41,56 et 54,9%.

**b) Dépenses**

232. Les structures des dépenses étaient encore une fois semblables à celles des recettes. Le Burundi, l'Ouganda et le Zaïre ont tous accusé une véritable baisse des niveaux de dépenses par rapport au PIB en 1994. Le cas du Zaïre était le plus remarquable avec des proportions de dépenses publiques s'élevant à 35,52% en 1993, qui sont tombés jusqu'à 5% seulement du produit intérieur brut en 1994.

233. Les difficultés de collecte des impôts au Zaïre et l'inflation galopante qui a entraîné d'autres déficits financiers avec l'impression de nouveaux billets sont quelques unes des raisons qui ont précipité la forte détérioration des dépenses. La croissance inférieure à celle de l'année précédente que l'Ouganda a enregistrée, était imputable à la baisse des réalisations des dépenses de développement pour avoir reçu moins que l'appui extérieur escompté pour les programmes de développement. Le pays a eu des problèmes pour financer les projets dont le décaissement de fonds par les donateurs est conditionné à la libération des fonds de contre partie. En 1994, les taux de croissance des dépenses étaient de -10,12 et -85 pour le Burundi et le Zaïre contre 6 et 49,5% l'année précédente. Au cours de la même année, l'Ouganda a connu un accroissement de 18,3% contre 27,7% en 1993.

234. Pour les autres pays, les dépenses ont maintenu une croissance plus élevée que celles de 1993 en ce qui concerne l'Ethiopie, le Kenya et la Tanzanie. La part des dépenses sur le produit intérieur brut a augmenté avec des taux de croissance de 50,5% pour l'Ethiopie, 31,2% pour le Kenya et 44,4% pour la Tanzanie.

**c) Balances**

235. La conséquence de l'ordre du flux des recettes et des dépenses publiques au sein de ces pays est que les balances varient d'un surplus de 2,8% pour le Burundi à un niveau le plus élevé de déficit de 8,4% pour l'Ethiopie en 1994. C'est seulement dans ce cas précis de l'Ethiopie que le déficit, en tant que pourcentage du PIB a augmenté de 7,2% en 1993 à

8,4 % en 1994. Par contre, l'accumulation du déficit général a décliné dans tous les pays et même plus au Zaïre où le coefficient n'était que de 2,4 % en 1994 en comparaison aux 27,9 % de 1993. Cela équivaut à une croissance de -93 % du volume total. Hormis le Zaïre où les améliorations des comptes budgétaires étaient le résultat des difficultés économiques, les résultats positifs réalisés en 1994 sont principalement liés aux bonnes performances en termes de recettes et à l'effort renouvelé en ce qui concerne la discipline fiscale et le contrôle budgétaire.

236. En outre, il semble être reconnu un peu partout que le financement du déficit non-inflationniste avait tendance à submerger l'investissement du secteur privé. Une simple approche d'équilibre monétaire, d'autre part, génère des tendances inflationnistes choquants dans les économies. En conséquence, la plupart de pays se tournent vers des mesures fiscales astreignantes en plus d'une stricte politique monétaire en vue de réduire, en fin de compte le déficit en 1994.

237. Djibouti, Somalie et Rwanda ont très peu, voire pas du tout, d'information sur les développements budgétaires de leurs pays. En Erythrée, le système de gestion de l'information et les infrastructures appropriées sont encore en train d'être mis en place pour permettre une collecte de revenus et des décaissements organisés. Jusque tout récemment, beaucoup de fonctionnaires et d'anciens militaires travaillaient sans salaires, en raison de la pauvreté de l'économie au moment de la libération de ce pays contre la domination éthiopienne.

## **B. Développements monétaires**

238. Le taux de la masse monétaire au sens large (M2) qui est la somme de l'argent en dehors des banques et de la demande privée, du temps et des dépôts d'épargne au PIB, dans beaucoup de pays, indique une très faible, mais meilleure augmentation financière dans la sous-région. Les mesures mises en oeuvre au cours de l'année fiscale 1994/95 et de l'année calendrier 1994 étaient principalement orientées vers la réalisation d'un taux de croissance raisonnable du PIB, en réduisant les inflations annuelles et en améliorant la balance de paiements. Cependant, les tendances de développement monétaire indiquent que la réalisation des objectifs n'étaient pas une tâche facile du fait que la croissance monétaire et les effets de l'inflation sont aussi affectés par les chocs extérieurs contre lesquels les autorités monétaires locales n'ont aucun contrôle direct.

239. Compte tenu de cela, l'expansion monétaire a fluctué au cours des années fiscale et calendrier. Confrontés aux problèmes économiques, les pays ont aussi pris des mesures visant à faciliter les conditions des liquidités poussant parfois la base monétaire au delà des niveaux prévus au programme, juste pour adopter, plus tard, des mesures visant à absorber le surplus de la masse monétaire.

240. Face aux dilemmes politiques, beaucoup de pays ont agi différemment, ce qui a entraîné des différences dans leurs tendances de développement monétaire.



241. En 1994, le coefficient de la masse monétaire au sens large par rapport au PIB s'est amélioré au Burundi, en Ethiopie, au Rwanda, en Tanzanie, en Ouganda et au Zaïre. Selon le tableau ci-contre, les meilleurs coefficients ont été enregistrés à Djibouti, en Ethiopie et en Tanzanie à raison de 75; 48 et 39,1 % de points respectivement.

242. Le coefficient de Djibouti, qui était le plus élevé de la sous-région, équivalait presque à ceux des pays en développement rapide et des économies développées. Djibouti connaît un taux de croissance assez faible de la masse monétaire et des accroissements ont plutôt été enregistrés sous forme de quasi-masse monétaire que de masse monétaire au sens étroit. Le coefficient de l'Ethiopie était plus une répétition des mêmes résultats qui avaient été atteints en 1992. Le cas de la Tanzanie était plus remarquable avec 39% contre juste 21,9 en 1990. Au Burundi, au Rwanda, en Ouganda et au Zaïre, les coefficients étaient de 20,7; 10,32 et 16,5 qui représentaient tous une vague d'augmentation financière dans ces pays par rapport aux résultats de l'année précédente.

**Coefficient de M2 au PIB- Indicateur**  
**d'augmentation financière**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Burundi	18.2	18.4	15.8	16.67	20.7	
Djibouti	78.4	77.4	71.8	71.19	75	
Erythrée	NA	NA	NA	NA	NA	
Ethiopie*	40	42.3	48	41.22	48	
Kenya	29.7	31.39	37.7	38.6	36.18	
Rwanda	16.4	15.8	17.39	17.27	24	
Somalie	NA	NA	NA	NA	NA	
Tanzanie	21.9	22.9	26.7	29.9	39.1	
Ouganda	-	-	7.8	9.89	10.32	11.02
Zaïre	12.9	15.21	16	15.9	16.5	

Source: Calculated from IMF International Financial Statistics yearbook.

243. Le Kenya a maintenu un niveau relativement élevé du coefficient de la masse monétaire au sens large par rapport au PIB, qui a fluctué entre 29,7 et 40 tout au long de 1990 à 1994. En 1994, cependant, le pays a pour la première fois brisé la tendance de croissance, et le coefficient est tombé à 36,18 contre 38,6% réalisés l'année précédente. En moyenne, la composante de la monnaie au sens étroit de M2 était assez élevée.

	1990	1991	1992	1993	1994
Burundi	10.72	5.4	5.22	6.3	33.27
Djibouti	3.6	4.0	-5.28	2.31	2.24
Erythrée	NA	NA	NA	NA	NA
Ethiopie	18.5	17.02	16.23	9.78	25.26
Kenya	20	19.6	39.0	28.03	14.09
Rwanda	5.6	5.5	12.39	2.51	25
Somalie	NA	NA	NA	NA	NA
Tanzanie	41.85	30	40.59	39.22	35.34
Ouganda	-	-	-	35.7	33.42
Zaïre	194.89	2485	3898	295	.07

Source: Calculé à partir des Statistiques financières internationales du FMI

NA Non disponibles

- Manquant

244. Quoi qu'à des degrés variés, le volume de la monnaie au sens large (M2) a constamment augmenté dans tous les pays. A partir du tableau qui précédé, il peut être conclu que le plus haut niveau réalisé a été enregistré en Tanzanie avec un accroissement du M2 total de 35,34% contre un taux de croissance du PIB de 3% seulement. L'Ouganda, le Burundi, l'Ethiopie et le Rwanda ont aussi enregistré des taux de croissance de 33,4; ,25,27 et 25% de points sur leur masse monétaire au sens large de 1994.

245. Hormis l'Ouganda où il y a eu une véritable baisse, le reste des pays montraient de bons accroissements par rapport à la performance de l'année précédente, 1993. Les autres cas où la croissance de M2 a aussi été réduite en 1994 étaient le Kenya et le Zaïre avec 14,09 et 0,07% respectivement. Au Zaïre, la baisse était trop flagrante et ne reflétait que le caractère irrégulier de la gestion monétaire qui a prévalu dans le pays pendant quelques temps, depuis 1990.

### C. Prix au consommateur

246. Avec des mesures pour assurer une gestion macro-économique efficace, qui sont instituées par la majorité des pays de la sous-région, en plus de la discipline budgétaire qui a continué d'être appliquée, il semble y avoir quelques bons résultats dans le contrôle de l'inflation et la stabilité dans la fluctuation des prix. Un certain nombre de pays ont aussi atteint une certaine prospérité en ce qui concerne la production alimentaire et ont pu ainsi porter les taux de croissance des prix au consommateur à des niveaux acceptables en 1994.

247. Suite aux mesures instituées au Kenya, l'inflation a été réduite de 49,4 % en juin 1994 à juste 6,6 % à la fin de l'exercice financier. Le gouvernement a poursuivi les mesures visant à assurer la stabilité monétaire, l'efficacité, la stabilité du secteur financier et l'accroissement de l'information sur les marchés. Tout ceci était conçu pour renforcer la monnaie nationale et sensibiliser le marché afin d'encourager la compétition dans l'industrie bancaire. C'est aussi pour maintenir un pouvoir d'achat raisonnable de la monnaie.

248. Au cours de 1994, en Ethiopie, l'inflation avait diminué jusqu'à 1,2 % seulement contre la cible de 10 %. Une réduction massive par rapport au taux précédent de plus de 21 % en 1992, a été attribuée aux conditions fiscales et monétaires strictes, à la libre circulation des biens et des services et à l'amélioration de la compétitivité du processus de commercialisation dans le pays. Une forte baisse des prix des produits alimentaires et des articles ménagers était la caractéristique majeure de l'affaiblissement de la pression inflationniste.

249. En Ouganda et en Tanzanie, il est fait état de la baisse de l'inflation. Elle est restée faible en Ouganda en 1994/95 et bien en deça de la cible de contrôle de 7,5 % arrêtée au début de l'année fiscale. La Tanzanie a enregistré un taux d'inflation de 36,9 % qui semblerait être en voie de disparition grâce à des améliorations des conditions climatiques au cours de la saison de 1994/95. En conséquence, les deux pays ont connu un certain répit dans les prix des produits alimentaires. En même temps qu'ils s'efforcent aussi de maintenir la croissance de la masse monétaire à des niveaux conformes à la réalisation de la stabilité macro-économique.

250. Le prix annuel au consommateur était excessivement élevé et était de 23770 % plus élevé en 1994. En 1992, le gouvernement du Zaïre a introduit de nouveaux billets de banque d'une valeur beaucoup plus supérieure que les anciens, en grandes coupures. Les nouveaux billets, cependant, n'ont pas pu alléger les problèmes d'inflation dans la mesure où même certaines personnes dans le pays ont refusé de les utiliser et la baisse rapide de sa valeur par rapport au dollar EU a précipité le retour d'une forte pression inflationniste.

251. Les niveaux élevés des prix ont provoqué un malaise au niveau des populations et une certaine perturbation des activités économiques, particulièrement dans le secteur financier. Les chiffres de 1995 semblent indiquer néanmoins que l'inflation des prix au consommateur avait été maîtrisée tout au cours de l'année. Certaines estimations portent l'inflation moyenne à 542 % en 1995 et les tendances des prix dans les rapports mensuels indiquent une pression timide.

252. L'Erythrée et l'Ethiopie utilisent encore la même monnaie (le Birr éthiopien) et ainsi l'indice du prix au consommateur de l'Erythrée est supposé être le même qu'en Ethiopie. En Somalie, au Rwanda et au Burundi) on s'attend à ce que les prix au consommateur soient relativement élevés du fait de la perturbation des activités économiques dans ces pays, même si les déficits de la production de beaucoup de produits sont principalement couverts par l'aide humanitaire.

#### **IV. DEVELOPPEMENT SOCIAL**

253. Le développement social de la sous-région est caractérisé par les faibles performances économiques, les taux élevés de la croissance démographique, la décadence sociale et la persistance des guerres civiles et l'instabilité politique. La conséquence de cet état de choses s'est donc reflétée dans tous les secteurs sociaux. Le groupe compte le nombre le plus élevé de réfugiés par rapport aux autres groupes de pays africains; le taux d'analphabétisme serait incontrôlable tout comme il y prévaut encore la morbidité, la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Tous ces facteurs ont beaucoup contribué à classer les pays comme étant les endroits les plus explosifs sur la carte sociale du monde. Dans les pays politiquement stables, les conditions se sont légèrement améliorées depuis 1990.

**Tableau 1: Principales catastrophes naturelles  
et provoquées par l'homme dans les pays de  
l'Afrique de l'Est au cours de la période 1980-1996**

Pays	Années	Type de catastrophe	Estimation du nombre d'habitants affectés	Domage (économique)
Burundi	1994-1996	Guerres civiles	400,000	Lourdes pertes alimentaires et de cultures d'exportations
Djibouti	1989	Inondations	150,000	Domage total estimé à \$900Mn
Erythrée	1993-1994	Sécheresse	500,000	Grave dommage cultures vivrière et commerciales
Ethiopie	1984-91, 1993-94	Sécheresse et guerre civile	6,500,000	Grave dommage aux produits alimentaires, élevage et cultures d'exportations
Kenya	-	-	-	-
Rwanda	1994-1996	Guerres civiles	2,780,000	Détérioration de l'environnement, perte de cultures vivrières et d'exportations
Somalie	1987, 1992-1996	Sécheresse et guerre civile	1,600,000	Grave dommage aux produits d'élevage, aux cultures vivrières et d'exportations
Tanzanie	1994-1996	Entrée de réfugiés	780,000	Détérioration de l'environnement, des terres arables et des récoltes
Ouganda	1980-1986, 1993-94	Guerre civile et instabilité	3,600,000	Pertes agricoles
Zaïre	1986 - 1996	Guerre politique, entrée de réfugiés et instabilité	4,200,000	Détérioration de l'environnement, des cultures vivrières et d'exportation

Source: UNDRO and ECA.

#### **A. Déplacement des populations et installation des réfugiés**

254. Depuis la dernière décennie des années 1980, la sous-région a subi un total combiné de 48 ans de guerre. Ce phénomène a entraîné beaucoup de difficultés aussi bien pour les économies que pour les populations. Comme résultat, le nombre total de réfugiés originaires de la sous-région est estimé à 3.869 millions de personnes, sur une population totale de 200

millions. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur et d'autres qui vivent comme des réfugiés est aussi élevé. Les chiffres représentaient 27% de la population mondiale de réfugiés. Un seul pays, le Rwanda, compte 58% de ce total, soit 2,3 millions de personnes.

255. Les génocides et guerres civiles au Burundi et au Rwanda ont produit plus de 2,6 millions de réfugiés et des multitudes d'autres dans un état similaire. Au point culminant de ces problèmes, juillet et août 1994, il y avait un afflux tragique et rapide de leurs populations vers les pays voisins, avec plus de 2 millions fuyant vers le Zaïre. Les sévissements de massacres de représailles au Burundi constituent la cause de la mort de plus de 1000 personnes par mois et au moins 50 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays.

256. Les différences tribales et les rivalités personnelles pour le pouvoir à Djibouti ont aussi causé le déplacement d'un grand nombre de personnes. Des réfugiés du nord estimés à 18000 personnes, sont actuellement exilés en Ethiopie. D'autre part, quelques 33000 éthiopiens ont trouvé asile à Djibouti en tant que réfugiés.

257. Une grande proportion de la population éthiopienne et érythréenne est devenue réfugiée dans les pays voisins. La part de l'Erythrée est estimée à environ un tiers de la population. Sur ce nombre, presque la moitié, soit environ 500.000, résident au Soudan.

**Tableau 2: Population de réfugiés de la sous-région  
par pays d'origine/d'asile en 1995**

Pays	Origine nombre '000	Asile nombre '000
Burundi	388.8	300.3
Djibouti	18.0	33.4
Erythrée	419.3	-
Ethiopie	183.9	348.1
Kenya	8.2	252.4
Rwanda	2,256.1	6.0
Somalie	501.7	-
Tanzanie	-	883.3
Ouganda	25.3	286.5
Zaïre	68.2	2,271
Sous-régions/total	3,869.5	
Afrique/total	6,752.2	
Monde/total	14,488.7	
Part de la sous-région dans la population africaine de réfugiés (%)	56.8	
Part de la sous-région dans la population mondiale de réfugiés (%)	26.5	

Source: State of the world réfugiés UNHCR - 1995

258. Environ 420.000 réfugiés éthiopiens sont éparpillés à travers la sous-région. 60.000 seraient au Soudan en attendant d'être rapatriés vers l'Éthiopie avec le retour de la paix dans le pays. Les combats qui avaient frappé à diverses périodes le Soudan et la Somalie ont aussi entraîné d'exodes massifs de réfugiés vers l'Éthiopie. A ce jour, leur nombre s'élève à 348000 personnes.

259. Le dénombrement effectué par diverses ONG et par le HCR en 1994, estimait que quelques 252000 personnes étaient réfugiés au Kenya à partir des pays voisins. Environ le même nombre se trouve en Ouganda, et les deux pays ont aussi une petite partie de leurs populations exilée dans d'autres pays à cause de certains conflits internes frappant différentes préfectures de ces pays.

260. Le Rwanda à lui seul a produit quelques 58% de la population totale de réfugiés de la sous-région, qui résident principalement au Zaïre et en Tanzanie. Tandis que le Zaïre a accueilli le plus grand nombre de réfugiés de la sous-région dont le nombre s'élève à 2,7 millions de personnes, ce pays compte environ 68000 personnes devenues réfugiées en dehors

de son territoire et sous la protection du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

261. La Tanzanie se trouve être le seul pays qui ne compte pas de réfugiés mais qui sert de terre d'asile à quelques 833000 personnes venues des pays voisines.

262. Ce phénomène n'est pas sans graves conséquences économiques et sociales. A mesure que les réfugiés commencent à s'installer dans les pays d'asile, ils aggravent de plus en plus le problème déjà cuisant de la limitation où l'absence des infrastructures sociales des terres agricoles, de nourriture, de logement, d'éducation, d'infrastructures de la santé et de l'environnement. Les problèmes de maladies comme la diarrhée, les infections respiratoires et l'anémie sont répandus dans les camps de réfugiés. Les pays d'émigration par ailleurs subissent le dépeuplement. La main d'oeuvre disponible pour l'agriculture - les piliers de l'économie - se réduit considérablement. L'état malheureux des principales ressources disponibles dans ces pays pour s'occuper de la situation et poursuivre leur développement économique, impose une lourde charge sur le système et sur l'environnement naturel.

### **Perspectives**

263. Ce n'est qu'en 1996 que cette situation chronique de bêtises humaines au milieu des guerres insolubles et de conflits tribaux a commencé à montrer des signes d'apaisement. Là où il n'y a pas eu beaucoup de mouvements d'organisation de fronts dans les camps de réfugiés, quelques 615000 personnes sont retournées volontairement vers la fin de 1995. Une grande partie - environ 285000 personnes, ont quitté la Tanzanie. L'Erythrée, la Somalie et le Rwanda enregistrent quelques retours quoiqu'en petites proportions. Les effets néfastes de cette situation sur le développement économique n'ont pas encore disparu. Jusqu'à ce que les conditions de vie pacifique des populations soient rétablies, les progrès économiques de la majorité des pays de la sous-région continueront d'être étranglés et étouffés par ces situations politiques monstrueuses.

### **B. Education**

264. Des données détaillées montrent que des pays comme le Zaïre, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et le Rwanda avaient tous atteint des taux moyens d'alphabétisation des adultes de loin supérieurs à 60% en 1990. Les taux d'alphabétisation les plus élevés étaient enregistrés au Kenya et au Zaïre avec, dans les deux pays, 83% pour les hommes adultes et 62% pour les femmes adultes en 1990. Les bons résultats dans des pays comme le Kenya étaient liés aux efforts fournis par le gouvernement pour encourager divers groupes à financer et gérer des centres pré-scolaires. Même l'enseignement primaire s'est considérablement développé avec des taux de croissance annuels atteignant 4% pour certaines écoles. L'inscription des élèves augmentait constamment et ces efforts ont abouti à de meilleurs ratios entre les garçons et les filles.

265. Le gouvernement a canalisé beaucoup de ressources tant humaines que financières dans les programmes d'alphabétisation des adultes, en tant que moyen d'éradiquer l'analphabétisme. La détérioration des infrastructures de l'Etat et la dissolution de la gestion



organisée entraînant les instabilités et les violences chroniques, ont par ailleurs, affecté la situation de l'enseignement et de l'alphabétisation dans d'autres pays. En 1990, le taux moyen d'alphabétisation n'était que de 25 % en Somalie. Ce chiffre est proche de ceux qui étaient enregistrés ailleurs comme au Burundi, à Djibouti, en Erythrée et en Ethiopie, où le taux moyen d'alphabétisation des hommes n'avait jamais dépassé 35 % en 1990.

266. Outre la croissance démographique, les situations de troubles, les problèmes de la dette et son rééchelonnement, ainsi que les réformes économiques ont mis le secteur de l'éducation dans un état lamentable.

### **C. La Santé**

267. La fourniture des services de la santé et la possession d'infrastructures de la santé sont généralement restées dans les mains des gouvernements. Le processus de réformes actuellement en cours dans certains pays ont permis des contributions considérables de la part du secteur privé et des autres agences. Grâce aux efforts conjugués en vue de trouver la solution à ces problèmes, certains indicateurs signalent des améliorations dans le secteur de la santé. Le taux de mortalité du groupe a changé de 37 % entre 1960 et 1994. Les meilleurs résultats ont été enregistrés au Kenya où le taux de mortalité brut qui était à 22 % en 1960 est passé à 12 % en 1994. Le Rwanda et l'Ouganda par contre affichent de très mauvais résultats. En 1960, le taux de mortalité en Ouganda était de 21 % et était le meilleur de ce groupe de pays. Au cours des années suivantes, l'économie ougandaise s'est considérablement détériorée et elle a continué à chuter avec, comme conséquence, le fait que le taux de mortalité brut n'a baissé que de 10 % de points, passant de 21 à 19 seulement en 1994.

268. La même tendance a également été observée en ce qui concerne l'espérance de vie. Une fois de plus, le Kenya est passé premier parmi les membres du groupe avec 56 ans en 1994 et 58 en 1995, suivi par le Zaïre et la Tanzanie avec 52 an chacun. Les chiffres disponibles indiquent encore de faibles performances en Ouganda où le taux de l'espérance de vie n'est passé que de 44 en 1960 à 45 en 1994.

269. Dans l'ensemble, le taux de mortalité infantile pour le groupe de moins de 1 an est resté très élevé. Dans ces pays, seuls environ 48 % des enfants de moins de 1 an ont été vaccinés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos (DPT). Le même pourcentage a reçu les gouttes orales contre la polio, 49 % contre la rougeole et 61 % utilisaient le traitement par réhydratation orale en 1994.

270. Tout comme de bons résultats ont commencé à émerger, dans des pays d'économies relativement stables, en ce qui concerne certains secteurs de la santé, les conditions ont continué de se détériorer dans les pays déchirés par les guerres avec une crise économique chronique. Le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda ont maintenu un niveau élevé de 84,78 et 79 % de points des enfants vaccinés contre DPT à la fin de 1995. Cela a contribué à élever la moyenne du groupe presque au même niveau la moyenne de l'Afrique sub-Saharienne qui, à 51 %, est de loin inférieure à celle des pays développés.

271. Le fossé s'élargit de plus en plus entre les réalisations des pays chroniquement instables et les membres du groupe qui se sont récemment stabilisés. Les chiffres sur le nombre d'enfants vaccinés étaient juste de 23% pour le Rwanda et la Somalie qui sont les cas des plus faibles performances, de loin inférieurs aux moyennes tant du groupe que de l'Afrique Sub-Saharienne, qui sont de 48 et 51% respectivement.

272. Une attention particulière devrait être accordée à la recherche de la manière de s'occuper de la grande proportion de la population qui a été affaiblie par des épidémies comme la diarrhée, les infections respiratoires, l'anémie et d'autres maladies infantiles prévisibles.

#### **D. Hygiène publique**

273. Les données disponibles indiquent que l'accès à l'eau potable et aux conditions d'hygiène adéquates est encore réservé à de rares privilégiés et limité essentiellement aux populations urbaines. Ainsi, il y a beaucoup de cas de maladies causées par l'eau qui n'est pas potable comme la diarrhée, la cécité des rivières et la bilharziose. Juste environ 42% de la population avait accès à l'eau potable et à l'hygiène suffisante entre 1990 et 1995.

274. Une fois de plus, seuls quelques pays comme le Burundi, le Kenya, le Rwanda et la Tanzanie comptaient plus de 50% de leurs populations ayant accès à l'eau potable entre 1990 et 1995. Les situations les plus graves étaient observées en Erythrée, en Ethiopie et au Zaïre avec 18; 25 et 27% dans le même ordre. La situation est étonnement la même dans beaucoup d'autres sous-secteurs de la santé avec des effets continus sur les conditions de vie en général qui restent à des niveaux de loin inférieurs aux normes minimales internationalement acceptables.

#### **E. La nutrition**

275. Le fait que certains pays de la sous-région sont dans une situation où aucune formule de véritable développement ne pourrait s'appliquer a commencé à être confirmé par les chiffres. Certaines exceptions existent comme le Kenya, l'Ouganda et le Zaïre dont les niveaux de rations de calories sont supérieurs aux moyennes de l'Afrique sub-saharienne. Les populations des autres pays vivent dans de très mauvaises conditions nutritionnelles. Les pays où la situation est la plus grave sont l'Ethiopie et la Somalie où plus de 64% de la population manquent du minimum vital. Au Burundi, en Erythrée, en Ethiopie et au Rwanda, les mauvaises performances ont été modérées. La performance du Kenya semble assez faible par rapport aux chiffres réalisés par les autres pays africains de revenus moyens, mais elle reste presque la meilleure de la sous-région avec 33% en 1994.

276. Les mauvaises performances s'expliquent généralement par la faible production économique, agricole et alimentaire. Les sécheresses et les combats sans fin ont fait qu'une grande partie des populations a souffert d'une malnutrition croissante et que l'aide alimentaire est devenue très importante pour des nations comme l'Erythrée, la Somalie, Djibouti, l'Ethiopie, le Burundi et le Rwanda.

**F. Femmes et développement**

277. Des améliorations commencent à se manifester dans le domaine de l'intégration de la femme au développement et de femmes et développement, ce qui implique une certaine amélioration de leur bien-être général. Cela signifie aussi qu'à l'ère de la proclamation de la Charte Africaine pour la participation populaire, la Conférence de Copenhague et la Conférence de Beijing, les séries de guerres et de tumultes continuent d'entraver la pleine reconnaissance et la réalisation des pleines potentialités de cette catégorie de la population.

278. Au début de la mise en place d'un nouveau gouvernement en Erythrée, l'importance de la femme a été reconnue, ainsi que l'amélioration de sa participation et il a été décidé que l'éducation des femmes contribuera à réduire la croissance démographique et à améliorer les services de la santé et de la nutrition. Même si les indicateurs restent très faibles pour ce groupe, des améliorations ont été enregistrées dans divers domaines. Les femmes constituent 21% de l'Assemblée nationale, l'organe exécutif le plus élevé, 13% des membres du gouvernement et presque 50% de la Commission constitutionnelle de l'Etat nouvellement indépendant de l'Erythrée.

279. Les lois de ce pays ont alors été amendées et accordent actuellement des droits égaux aux hommes et aux femmes au moment du mariage. La dot est actuellement interdite par la loi et le divorce peut bien être initié par l'homme que par la femme en Erythrée. La loi foncière donne à tout citoyen le droit d'accès à la terre à l'âge de 18 ans, indépendamment de son sexe.

280. Dans d'autres pays comme le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre, nulle part il n'est fait état d'efforts concertés pour discriminer les femmes; et les systèmes traditionnels sont en train d'être révisés pour éliminer la discrimination de sexes qui en découle. En raison des traditions et des instabilités continues dans les pays, le taux d'alphabétisation des femmes adultes par rapport aux hommes est de 56% seulement. Environ 36% de femmes enceintes étaient vaccinées contre le tétanos entre 1990 et 1994 et les proportions de naissances assistées par un personnel médical qualifié sont restées à 30%.

281. Les politiques d'exclusion et de discrimination contre les femmes constituent une forme de dislocation structurelle des économies basées sur l'agriculture dans ces pays. Les femmes produisent une grande partie de la richesse, des produits alimentaires et des services de beaucoup de ces pays. Dans certains cas, elles constituent 50% de la population et plus d'un tiers des ménages sont à la charge des femmes. Ainsi, il serait économiquement rationnel que les pratiques d'inégalités dans l'accès aux biens, aux services et aux opportunités économiques sur base des sexes soient éliminées pour que chaque personne puisse contribuer au développement et bénéficier de ses fruits.

**G. La pauvreté et l'environnement**

282. Les intrigues internes de plus en plus compliquées dans les pays comme la Somalie, le Rwanda, et le Burundi constituent la toile de fond d'une grave décélération économique et d'une pauvreté croissante dans la sous-région. Ainsi la pauvreté est partout et les pauvres sont plus nombreux dans les milieux ruraux que dans les centres urbains. Cette

question devient de plus en plus difficile à résoudre avec les effets combinés des catastrophes naturelles, de mauvaises politiques intérieures et de la mauvaise gestion, des guerres et de la croissance démographique rapide et tout cela accroît rapidement la demande de ressources.

283. Avec un revenu journalier brut de 4,5 dollars EU seulement par tête d'habitant en 1994 (soit 165 dollars par an), il n'y a aucun doute que la sous-région compte certaines des gens les plus pauvres du monde. Parmi les pays membres de ce groupe, seules quelques exceptions existent. Djibouti et le Kenya ont les meilleurs chiffres et sont en tête de liste avec des revenus par tête d'habitant de 955 dollars et 340 dollars EU chacun. A l'autre extrême se trouvent la Somalie, la Tanzanie et l'Éthiopie (dont l'Érythrée) qui, en 1994, avaient un revenu par habitant de 23; 92 et 101 dollars EU chacun, les trois ayant le revenu par habitant le plus faible des 10 pays de la sous-région ainsi qu'au niveau du continent africain.

284. La réduction ou, en effet, l'éradication de la pauvreté constitue un aspect essentiel du développement. Cela devrait être poursuivi par tous les pays. Que ce soit pour des raisons économiques, sociales, culturelles ou politiques, s'il n'y a pas une amélioration immédiate des conditions de vie des populations pauvres, la pauvreté continuera de ronger, comme un cancer, le tissu de la société et du développement économique.

### **Incidence de la pauvreté - Situations de certains pays**

La tentative de relier le développement économique à la justice sociale est de plus en plus mieux perçue dans les programmes de développement et dans le processus de gestion quotidienne de l'économie des pays de la sous-région. Ce changement par rapport aux vieilles pratiques est en quelque sorte liée à l'importance récemment accordée par les conférences mondiales au développement centré sur l'homme, comme les conférences qui se sont tenues à Beijing, au Caire et à Copenhague. Elles ont donné aux planificateurs économiques le recul nécessaire pour mieux comprendre et apprécier le fait que les réalités sociales à long terme devraient être dûment prises en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques macro-économiques. Plusieurs des pays de la sous-région comme le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Zaïre, l'Erythrée, l'Ethiopie etc. ont redoublé d'efforts pour relier la réduction de la pauvreté et les problèmes fondamentaux qui perpétuent son existence, comme la gestion de l'environnement, aux stratégies de développement à long terme. La détermination est donc là, tout comme l'espoir de résultats tangibles. Malheureusement, l'absence d'un environnement économique, social et politique viable menace continuellement les perspectives de réalisation des objectifs d'une manière substantielle. Même lorsque des programmes sont terminés et d'autres initiés, les problèmes deviennent même plus insolubles, suggérant bien entendu, l'influence de certains facteurs exogènes.

A cet effet, les partenaires dans le développement de ces pays devraient accorder une plus grande reconnaissance à un appui plus solide aux efforts internes, y compris des flux financiers extérieurs en volume suffisant. D'autres mesures sous forme d'amélioration des modalités de l'aide, l'efficacité et la coordination, l'allègement de la dette, pourraient bien suppléer à ces efforts. Parmi ces pays, il existe quelques unes des nations les plus pauvres, avec des économies dominées par le secteur agricole et d'autres facteurs les plus graves et indésirables comme les guerres, les génocides et les luttes pour le contrôle des ressources en rapide détérioration.

Les partenaires devraient considérer ces facteurs au moment de la conception et de la mise en œuvre de leurs programmes d'assistance. L'objectif ici est d'arrêter les causes internes de la détérioration des conditions socio-économiques, réactive et accélérer la croissance orientée de l'intérieur dans des conditions où le développement est durable et soutenu par des forces locales dans ce contexte d'une fatigue des donateurs clairement perçue et exprimée dans l'assistance apportée.

### **Environnement**

285. Des activités entraînant la dégradation des terres, la désertification et la déforestation font également leur apparition dans cette sous-région. La pollution, les sécheresses et la désertification menacent des millions de vies et mettent en danger plusieurs millions d'autres espèces aussi bien humaines que de la flore et de la faune. A mesure que les terres arables diminuent par suite de mauvaises pratiques, et que les frontières économiques s'élargissent

et la population des humains continuent de s'accroître aux taux actuels, le problème se complique.

286. Pendant la guerre de l'Ethiopie et de l'Erythrée, il y avait un manque de respect total de l'environnement et un manque de compréhension des torts causés à l'environnement. Le traitement des sols et la conservation des eaux et la reforestation sont actuellement engagés dans beaucoup de régions de ces deux pays. Les coûts peuvent atteindre 11000 Birrs éthiopiens par hectare.

287. La sécheresse et les déserts qui gagnent du terrain menacent la conservation de la flore et la faune et leur coexistence avec les populations locales à prédominance agricole. Le Kenya, la Somalie et Djibouti sont tous victimes. Les régions à gros afflux de réfugiés en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie et au Zaïre ont subi beaucoup de dommages. Les réfugiés des régions de la Kagera et de Kigoma en Tanzanie réduisent les forêts, les cultures et l'herbe naturelle. Les endroits allant jusqu'à 6Km des camps de réfugiés sont vidées de leurs forêts naturelles pour les besoins de bois de chauffage, de bois de construction et d'herbe, ce qui entraîne une grave érosion des sols et une détérioration générale de l'environnement.

288. En Ouganda et au Zaïre, les champs et les cultures situés tout près des routes de transit des réfugiés auraient subi de graves dommages.

289. L'écologie de certains de ces pays est déjà sous pression et ces facteurs provoqués par l'homme dont on admet qu'ils dépassent leur compétence, aggravent la situation. La production agricole de ces régions a diminué juste au moment où ils sont pressés de toute part pour soutenir un plus grand nombre de personnes désespérées et extrêmement appauvries. Voilà le résultat de la combinaison de la pauvreté, des déplacements des populations et de la dégradation de l'environnement qui se renforcent mutuellement dans la sous-région.

290. Les développements économique et social ont gravité autour d'un thème central en Afrique. Il s'agit de la nécessité d'une approche intégrée et équilibrée pour traiter de chacun, ayant maintenant réalisé que l'un ne peut pas avancer si l'autre ne reçoit pas l'attention nécessaire et suffisante.

## **V. RECOMMANDATIONS**

291. Faire le bon choix politique est un élément clé dans la voie de l'amélioration des conditions économiques et sociales actuelles des pays de la sous-région. Certaines questions ont plus de poids que d'autres dans leur impact sur les économies, ainsi que sur les conditions sociales. Cependant, pour résoudre le problème en entier, il est nécessaire d'être rigoureux. Il est aussi utile de commencer par les aspects de solutions les plus faciles à mettre en oeuvre. Ainsi, le résultat global peut être réalisé en s'attaquant au problème bout par bout. C'est dans cet esprit que l'ordre de priorité des recommandations suivantes a été établi.

292. En outre, le concept de la continuité exige la vision du monde naturel dans son ensemble, comme des unités. Chaque unité étant différente, mais appuyant réciproquement l'ensemble. Cela est compatible avec le progrès. Il permet le développement, cherche à affirmer l'importance du temps et de l'efficacité, et refuse de faire la différence entre les moyens et la fin. La question de savoir ce qu'il faut développer, quand développer et comment procéder pourrait être vraiment cruciale pour savoir si les buts sont atteints. Cela explique l'esprit qui a guidé l'établissement de l'ordre de priorité des recommandations suivantes.

**\* Statistiques**

293. Les statistiques et la gestion des données sont des composantes fondamentales de la qualité et de la gestion économique responsable. Les statistiques changent notre vision de l'environnement qui nous entoure, et nous aident à focaliser ce que la société juge important. De tout temps, pour le meilleur ou pour le pire, elles nous permettent de détacher le progrès des échecs ou des faiblesses qui l'entravent. Elles guident les décisions des gouvernements, des hommes d'affaires et des individus. Il s'ensuit donc que seule une connaissance exacte de nos systèmes et de nos économies peut permettre une redéfinition significative et équilibrée de la direction future de nos sociétés pour éviter de retomber dans les mêmes erreurs qu'aux années d'après les indépendance de l'Afrique.

294. Les pays devraient donc viser à produire des statistiques détaillées et de qualité sur leurs économies par l'accroissement des ressources allouées à la collecte, l'analyse et la gestion des données. On n'insistera jamais assez sur ce point, comme l'alternative aboutira toujours aux déséquilibres du secteur économique et social où les pays tournent en rond sans jamais atteindre des résultats durables.

**\* Réformes**

295. a) Les pays qui réforment ont encore un long chemin à faire avant d'atteindre une position politique capable d'appuyer une croissance soutenue des revenus par tête d'habitant. La voie a été ouverte. Il convient, cependant, de tenir pleinement compte des interactions entre tous les secteurs de l'économie. L'agriculture agit réciproquement sur la manufacture, les services, le commerce et les revenus, pratiquement à tous les stades du développement économique. Toute croissance déséquilibrée ou son absence dans un secteur quelconque pourrait être potentiellement nuisible. Une attention devrait donc être accordée à la gestion de l'économie de toutes les manières inter-liées. Compter seulement sur l'agriculture, indépendamment de sa performance, est un domaine à revoir à court terme, dans les programmes d'ajustement et de réforme.

296. b) Une partie essentielle des réformes doit viser à maintenir les marchés de capitaux-essentiellement le processus de mise en place et de gestion des canaux d'investissement à capital variable. Cela exige une croissance des activités financières et l'émergence d'institutions spécialisées, mais dans un domaine où le gouvernement peut prendre des mesures préliminaires en vue d'écarter les obstacles au démarrage initial.

297. c) En vue de restaurer la stabilité des prix intérieurs et extérieurs à travers une discipline financière appropriée, les politiques fiscales et monétaires, en tant que partie du processus de mise en oeuvre, devront exercer des effets désirables sur les économies.

**\* Industrialisation, commerce et coopération économique**

298. L'industrialisation est encore vitale pour le développement économique et la génération des emplois pour l'Afrique et la sous-région. La manufacture constitue le moteur des réseaux de création - de services des liaisons de production avec divers secteurs de l'économie. En l'absence de marchés, cependant, la croissance industrielle ne peut pas être soutenu.

299. a) Les pays devraient donc s'efforcer de réaliser une coopération économique plus étroite entre eux et éventuellement unifier les marchés fragmentés. Ce mode d'action devrait tirer sa force dans le plan d'action de Lagos (PAL), l'Acte final de Lagos et le Traité instituant la communauté économique africaine récemment ratifié. Cela demande une forte inclination à adhérer au cadre commercial intra-régional en tant que geste de bonne volonté vis à vis des partenaires pour donner au système une pertinence opérationnelle.

300. b) Une plus grande réduction ou une élimination totale des droits de douanes, des restrictions de contingentements et des autres barrières est impérative. Tout ce qui est nécessaire sont les modifications et les simplifications des procédures existantes pour réduire le poids des règles sur le processus naissant de l'industrialisation de ces pays.

301. c) Les monnaies doivent être convertibles. Sinon, même les échanges bilatéraux seront entravés et le mouvement transfrontières des marchandises sera en définitive limité pour des produits dont la demande existerait certainement.

302. d) Les chances de réalisation des objectifs de développement souhaités, plus particulièrement dans l'industrialisation, exigent que les pays mettent leurs ressources en commun et travaillent plus en coopératives que dans la compétition. Les mécanismes de coopération devraient mettre l'accent sur la distribution méthodique et rationnelle des bases industrielles. La complémentarité ainsi réalisée garantit la valeur ajoutée aux matières premières disponibles et l'existence de la demande des produits.

303. e) Cela peut s'avérer difficile, dans le court terme, mais l'amélioration des infrastructures des transports et des communications est très cruciale. Les pays doivent avoir accès à leurs marchés respectifs pour que le commerce puisse prospérer.

304. La combinaison des conditions de commerce et de coopération dans la sous région dépend des acteurs respectifs. Leur capacité de créer des opportunités pour que les secteurs économiques expérimentent le développement des produits nouveaux et diversifiés; des



méthodes de manufacture, et des modes d'organisation des entreprises, ainsi que l'amélioration de la complémentarité et des méthodes de transmission de l'influence économique entre les Etats.

**\* Développement social**

305. Le fait qu'une bonne partie de la population de la sous-région vivent dans la pauvreté absolue s'explique par les instabilités et les conflits politiques existant dans les pays. Par conséquent, on ne pourra pas faire grand chose avant que les conflits ne soient réglés. Les guerres impliquent que la bonne partie de la population active sont déplacées et ne peuvent pas répondre aux opportunités. Plusieurs deviennent infirmes tandis que d'autres contribuent aux destructions. Ainsi, mettre fin aux multiples guerres civiles et réorganiser la population essentiellement agricole sera une entreprise extraordinaire. La tâche est difficile, mais compte tenu des conditions du secteur agricole et sa contribution aux diverses économies, l'effort dans ce sens vaut la peine d'être consenti.

**\* Education**

306. Les gouvernements devraient examiner de plus près les disparités entre les populations urbaines et rurales en mettant l'accent sur le besoin d'équilibre du développement rural et urbain.

**\* Environnement, pauvreté et énergie**

307. a) Une étape nécessaire de la prise de décision politique est l'analyse des implications des plans de développement sur la réduction et la dégradation des ressources et de la pauvreté. Ces incidences doivent être clairement reflétées dans les systèmes comptables en vue de meilleures conservations. Les ressources naturelles, plus particulièrement les forêts, sont importantes pour tout le monde.

308. L'interdépendance entre les pauvres des zones rurales et la forêt est une nouvelle discipline nécessaire pour l'économie et qui devrait être préservée. Pour ce faire, la recherche des sources d'énergie alternatives est importante. Le gaz naturel, le pétrole liquide et le kérosène sont des sources de ces alternatives disponibles qui doivent être explorées davantage pour éliminer la réduction des forêts et l'appauvrissement des populations agricoles.

309. b) Les Economistes devraient se rappeler qu'ils ne gèrent pas juste les chiffres, mais aussi les êtres vivants. Et les écologistes devraient garder à l'esprit que sur notre planète surpeuplée, où luttent tant de gens juste pour subvenir à leurs besoins essentiels, le bien-être de la maison dépend du bien-être des personnes. Les réformes devraient chercher à formuler des politiques de l'environnement qui complètent les politiques économiques. Les pays devraient donc user de l'opportunité pour souligner le besoin de bonnes politiques de l'environnement et de commencer à mettre en place celles qui se fondent sur les liaisons positives et rompent les liaisons négatives;

\* **Conflits**

310. La dividende de la paix dont on a tant parlé s'est concrétisée pour le monde entier et seule la part de l'Afrique nous est passée entre les doigts. Les grosses dépenses militaires semblent maintenant être un privilège pour les plus pauvres nations du continent et de la sous-région. Et les institutions de la défenses, dans toute la sous-région, sont connues comme les principaux consommateurs de meilleurs talents scientifiques qui auraient pu être employés dans d'autres activités plus productives. Les pays devraient réduire les dépenses militaires. La communauté internationale devrait aussi exercer des pressions pour éliminer l'envoi des armes sophistiqués aux régions frappés par les guerres. C'est la prochaine étape dans l'effort de rendre la sous-région plus sûre pour les populations et pour le développement humain.

\* **Environnement**

311. Sauver la planète est le devoir de chacun et concerne la redéfinition de notre modèle de développement. Les conflits d'intérêts et le manque de vision et de courage sont parmi les diverses raisons qui expliquent pourquoi il est si difficile de couvrir les besoins dans un monde de l'abondance. Les pays devraient identifier les produits et les processus à éliminer, ainsi que celles qu'il faut développer. Lorsqu'il y a de graves Conflits d'intérêts, les gouvernements devraient intervenir et laisser les prix des produits révéler la vérité écologique.

\* **Information**

312. Les pays devraient s'efforcer de combattre d'une manière ambitieuse la mauvaise publicité exagérée et accablante qu'ils reçoivent de la communauté internationale ainsi qu'oeuvrer à l'élimination des circonstances négatives qui donnent même une faible crédibilité à ces publicités. Evidemment, la plupart des investisseurs et les touristes ordinaires changent rapidement leurs itinéraires au moindre rapport de problèmes dans ces pays, particulièrement en Afrique.

313. La mauvaise image que des pays ont fini par acquérir a fait peur aux capitaux, ce qui a entraîné la fuite de capitaux et a même laissé des doutes sérieuses sur les perspectives économiques de ces pays, même au sein des populations qui sont restées à l'intérieur. Ce problème ne peut être résolu que par l'organisation, par les ministères de l'Information, de Communiqués de presse réguliers pour les responsables des ambassades résidant dans les pays et les média, pour communiquer les positions des gouvernements sur des questions et utiliser leurs réponses comme guides pour des changements substantiels dans les plans de développements futures.

314. Les partis pris pourraient être destructifs et tant que les gouvernements nationaux n'auront pas appris à communiquer objectivement leurs positions, les populations spéculeront toujours à partir de leurs petites observations au risque même de les modifier et compromettre les progrès aussi bien politiques qu'économiques des pays.

**ANNEXES STATISTIQUES**  
**PIB aux prix de 1990 (Million Dollars EU)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 <sup>B</sup>	1997 <sup>P</sup>
Burundi	1107		1320	1379	1402	1445	1462	1491
Djibouti	471		477	477	479	492	516	517
Erythrée	NA		NA	NA	NA	NA	NA	NA
Ethiopie	6005		5366	5516	5681	5063	5986	6057
Kenya	8676		8887	8820	9163	9721	10260	11283
Rwanda	2530		2596	2631	1359	1359	1372	1427
Somalie	609		539	539	425	425	429	447
Tanzanie	2542		2631	2746	2723	2818	2904	3048
Ouganda	3707		3939	4213	4572	4777	5064	5185
Zaïre	8677		7142	6216	6832	6678	6646	6798
<b>TOTAUX</b>	<b>34324</b>	<b>33696</b>	<b>32897</b>	<b>32537</b>	<b>32636</b>	<b>33579</b>	<b>34639</b>	<b>36252</b>

Source: CEA

E : Estimation

P : Projections

**INDICATEURS DE BASE**

Pays	PIB en 1995- (MILLION \$ US - Pix 1990)	POPULATION * 1995 EN MILLIERSS	PIB par personne
BURUNDI	1445	6393	226
DJIBOUTI	492	577	852
ERYTHEE	-	3531	-
ETHIOPIE	5863	55053	106
KENYA	9721	28261	344
RWANDA	1359	7952	171
SOMALIE	425	9250	46
TANZANIE	2818	21297	132
OOuganda	4777	29685	162
ZAIRE	6678	43901	152
SOUS-REGION	33579	205900	163

Source: United Nations, World Population Prospects, 1994 Revision, New York 1995.

**ECHANGE DE MARCHANDISES (MILLION DE DOLLAR EU)**

Pays	Exportations (FOB)						Importations (CIF)						Balance commerciale					
	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
Burundi	75	92	74	152	175	103	235	249	225	206	252	232	-160	-157	-151	-54	-77	-129
Djibouti	59	64	69	81	89	91	215	215	477	438	412	414	-156	-151	-408	-357	-323	-324
Erythée	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Ethiopie	294	167	178	242	304	315	1076	472	1263	1138	1125	1401	-782	-305	-1085	-896	-821	-1086
Kenya	1120	1015	1337	1275	1658	1690	2041	2178	1836	1745	2739	2430	-921	-1163	-499	-471	-1081	-741
Rwanda	100	91	96	93	72	75	288	306	288	276	270	213	-188	-215	-192	-183	-198	-138
Somalie	150	85	103	102	130	141	344	160	217	263	269	273	-244	-75	-114	-161	-139	-132
Tanzanie	412	385	442	459	519	684	1150	1156	1420	1315	1309	1396	-738	-771	-978	-856	-790	-712
Ouganda	181	174	178	157	369	4548	577	397	393	451	520	939	-396	-223	-215	-294	-151	484
Zaïre	1362	1612	1288	1006	1131	1450	1302	1042	751	808	935	920	60	570	537	198	196	530
Totaux	3753	3685	3765	3567	4422	5004	7278	6175	6869	6640	7852	8218	-3525	-2490	-3105	3073	-3430	-3214
Africa	82219	81216	88788	79037	84165	.	83589	80316	95577	87832	95386	.	-1370	-900	-6789	-8795	-11221	.
Monde	3382200	3484000	3728810	3713300	4184600	.	3496900	3598400	3848400	3762500	4314900	.	.	.	.	.	.	.

Source: IMF Direction of Trade Statistics Yearbook  
National sources, and ECA estimates

**DETTE EXTERIEURE AND RATIO DE SOLVABILITE  
(STOCK DE LA DETTE MILLION DE DOLLARS EU)**

Pays	Dette extérieure totale	Ratio de la Dette aux exportations de biens et de services	Exportation des biens et de services	Total des services de la dette
Burundi	1126	689.2	163	36
Djibouti	246.9	61.2	404	95
Erythrée	NA	NA	NA	NA
Ethiopie	5059	642.4	787	92
Kenya	7273	272.8	2666	888
Rwanda	954.3	1871.2	51	6.4
Somalie	2616	2012	130	30
Tanzanie	7442	870.7	855	174
Ouganda	3473	1008	344	152
Zaire	12336	1090	1131	66

NA : Not available.

Source: World Debt Tables

**PRINCIPAUX MOUVEMENTS VOLONTAIRES DE REFUGIES EN 1994 PAR  
PAYS D'ASILE/ORIGINE**

Pays	NOMBRE D'EXILES '000'	ORIGINAIRES NOMBRES '000'
BURUNDI	81	271.1
DJIBOUTI	9.5	-
Erythrée	0	8.7
Ethiopie	-	38.3
KENYA	75.6	-
RWANDA	-	234.9
Somalie	-	59.4
Tanzanie	285	-
Ouganda	-	3.4
Zaïre	158.8	-
TOTALS	609.9	615.8

Source: State of the World Refugees - UNHCR

**REFUGIES PAR PAYS D'ORIGINE ET PAYS D'ASILE A LA FIN DE 1994**

Pays	Asile	% total de la sous-région	Nombre de réfugiés originaires '000'	% total pour la sous-région
Burundi	300.3	7.8	388.8	10
Djibouti	33.4	0.08	18	.05
Erythrée	-	-	419.3	10.8
Ethiopie	348.1	9.0	183.9	4.8
Kenya	252.4	6.6	8.2	.021
Rwanda	6.0	.0156	2256.1	58.3
Somalie	0	0	501.7	12.96
Tanzanie	883.3	23	-	0
Ouganda	286.5	7.5	25.3	.06
Zaïre	1724.4	45	68.2	1.8
Totals	3834.4		3869.5	
Africa	6752.2			
World	14488.7			

Source: State of the World Refugees - UNHCR



### QUELQUES INDICATEURS SOCIAUX DE BASE

Pays	US MR		INF MR		Espérance de vie		% de pop. ayant accès à l'eau potable 1990-95	% de pop. ayant accès aux services de santé 1985-95	taux d'alphabétisation des adultes 1990	
	1960	1994	1960	1994	1960	1994			Homm es	Femmes
Burundi	255	176	151	106	42	50	70	80	45	19
Djibouti	289	158	186	113	40	48	.	.	.	.
Erythrée	294	200	175	117	40	50	18	34	.	.
Ethiopie	294	200	175	117	37	47	25	46	41	21
Kenya	202	90	120	61	46	58	53	77	83	62
Rwanda	191	139	115	80	43	47	66	80	65	44
Somalie	294	211	175	125	37	47	37	27	36	14
Tanzanie	249	159	147	105	41	52	50	80	75	50
Ouganda	218	185	129	111	44	45	34	49	70	44
Zaïre	286	186	167	120	42	52	27	26	83	61
Moyenne sous-régionale	257	170	154	105	41	49	42*	55	62	39
Afrique Sub-saharienne	256	177	153	107	41	51	45	57	63	42

\* A l'exception des pays dont les données ne sont pas disponibles

Source: The state of the World's Children - UNICEF 1996

**Situation du Coefficient Dette-Exportations**

**dans la sous-région  
en Millions de dollars EU**

	Taux de croissance moyens		1993	1994 <sup>a</sup>	1995 <sup>b</sup>	Part dans le PIB Total
	1980 - 1990	1990 - 1993				
Burundi	9.7	1.5	-3.1	9.6	6.7	1.3
Djibouti			2.4	2.8	2.4	
Ethiopie	3.7	2.0	2.9	3.6	4.1	2.5
kenya	4.8	2.3	1.8	4.0	4.9	5.8
Rwanda	1.4	1.6	-1.2	-15.0	1.8	2.0
Somalie			-5.0	5.0	5.2	
Tanzanie	-1.4	4.5	7.4	5.3	6.1	0.7
Ouganda	5.3	7.0	3.7	3.9	3.4	1.3
Zaïre			-11.5	-4.2	-3.2	

Source: ONUDI - Développement industriel - rapport global 1995

b - Projections